



Déclarations officielles de politique étrangère du 28 août 2019

1 - Politique étrangère - Sommet du G7 - Iran - Etats-Unis - Amazonie - Brésil - Mercosur - Brexit - Entretien de M. Emmanuel Macron, président de la République, avec "France 2" - extraits

(Seul le prononcé fait foi)

Q - Bonsoir, Monsieur le Président de la République. Merci d'avoir accepté l'invitation de France 2 et du 20 heures pour faire un bilan de ce sommet du G7 à Biarritz, un rendez-vous marqué par la venue spectaculaire du ministre des affaires étrangères iranien. Est-ce que c'était un coup de poker, un coup de pression ? Est-ce que vous espériez qu'il allait rencontrer Donald Trump ?

R - Bonsoir à vous, heureux de vous retrouver dans ce lieu. En effet, comme vous l'avez très bien dit, il y a deux jours, nous étions avec les 6 autres dirigeants qui étaient invités.

Non, ce n'est pas un coup de poker, c'est, je crois, le rôle que la France doit jouer d'essayer, de faire nos meilleurs efforts. On n'a pas tout réglé sur le sujet iranien, loin de là, mais on a eu, comme vous l'avez très bien dit dans votre reportage, une très bonne discussion avec le président Trump quand il est arrivé. On a ensuite eu un dîner ici, où on a parlé pendant plus d'une heure de l'Iran, qui est un sujet qui paraît très compliqué, qui paraît très loin, mais au fond, on est tous d'accord sur deux choses : on ne veut pas que les Iraniens puissent avoir la bombe nucléaire, et on ne veut pas qu'il y ait d'escalade pour créer la guerre.

C'était très important, parce que les Américains se sont mis dans une position d'accepter sous certaines conditions de négocier, et ce que j'ai décidé de faire après ce dîner, c'est d'inviter, en le disant au président Trump, le ministre pour, sur la base d'hypothèses qui ne sont que des essais que la France fait, de le tester et d'essayer d'avancer. Donc ce n'est pas un coup de poker. C'est, si je puis dire, des efforts qu'on fait. C'est le rôle de la France qui essaie de faire des médiations. Le général de Gaulle disait : "la diplomatie, c'est d'essayer de tenir ensemble des vitres brisées", parfois, c'est ce qui les recolle. On a essayé, et on a réussi à franchir une étape importante dans ce G7 sur le sujet de la crise iranienne.

Q - C'est la diplomatie, ce sont les discussions engagées par les Français, par vous, qui ont fait évoluer le président iranien, ou ce sont les sanctions américaines imposées ?

R - Sans doute les deux. Je vous le disais, c'est très important pour notre pays aussi qu'il n'y ait pas l'arme nucléaire en Iran. C'est aussi très important qu'on n'ait pas de conflits dans la région, parce que quand on a des conflits, cela nourrit un terrorisme qui ensuite nous touche. N'oublions jamais qu'en novembre 2015, les attentats faits en France ont été organisés en Syrie. Ensuite, on n'a pas eu la même stratégie avec le président Trump. Nous, on a dit : "on reste dans cet accord nucléaire parce que cela nous donne de la visibilité, cela nous permet d'avoir du contrôle, et

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr

Déclarations officielles de politique étrangère



puis on va essayer d'avoir plus". Lui, il a dit : "cela ne suffit pas". Il est sorti et il a mis des sanctions. Ces sanctions, évidemment, ont un impact sur l'Iran. L'Iran est en récession, la population souffre, il y a une pression sur le régime donc cela fait changer les choses. Mais on est à un point de rupture, si vous voulez, c'est-à-dire que si on en reste là et qu'on laisse les choses aller, les Iraniens continueront progressivement à sortir de ce traité. Et donc ce qu'ils s'approprient à faire, et ce qu'ils feront sinon automatiquement, c'est qu'ils vont se remettre à enrichir l'uranium pour essayer d'avoir l'arme nucléaire. Et là, à ce moment-là, on basculerait du mauvais côté de la pression parce que cela deviendrait l'escalade. S'ils font ça, les Américains, à coup sûr, répliqueront. D'autres puissances de la région qui sont inquiètes, Israël, l'Arabie Saoudite, peuvent répliquer et on peut avoir un embrasement. Donc c'est pour cela que j'ai passé beaucoup de temps, ces dernières semaines, en tant que président du G7 et puis parce que c'est aussi le rôle de la France, on l'a signé, on est membre permanent du Conseil de sécurité, à essayer de convaincre de part et d'autre de trouver un accord, parce que je ne veux pas qu'il y ait cette escalade. La France teste ces idées de part et d'autre, et on voit ce qui peut marcher avec nos partenaires britanniques, allemands, parce qu'on a beaucoup travaillé avec la chancelière Merkel et le Premier ministre Johnson, d'essayer de construire un accord. On n'y est pas, mais ce qu'on a réussi à obtenir durant ce G7 sur ce sujet, c'est : 1) on a baissé la pression, très important. 2) Il y a eu cette ouverture que vous avez notée. Chacun des présidents a dit : "je suis prêt à rencontrer l'autre sous certaines conditions." Et puis 3) on a eu des discussions très techniques, très confidentielles avec les Iraniens, avec les Américains et les Britanniques et les Allemands et on voit progressivement quelles sont les conditions qui pourraient être remplies dans les prochaines semaines. Donc maintenant, il va y avoir un travail très technique, très diplomatique. Il faut préserver tout ça, c'est fragile donc il faut qu'on fasse très attention.

Q - Il y a des progrès, on les constate, on s'en réjouit. Il n'y a pas d'accord, vous le dites. Vous avez dit au début que vous vouliez un sommet utile. Est-ce qu'aujourd'hui, il va falloir qu'on se contente de petits pas ?

R - Alors, qu'est-ce que c'est, un sommet utile ? D'abord, le principe même d'avoir des discussions ouvertes entre les 7 principaux pays industrialisés qui partagent des valeurs démocratiques, c'est utile. Ces sommets ne fonctionnent pas lorsque l'on n'a pas de vraie discussion, lorsqu'on annonce des notes préparées par d'autres, lorsqu'on évite les problèmes. Là, je crois pouvoir dire qu'on a parlé de tout avec beaucoup de liberté. On s'est parfois mis d'accord, d'autres fois non, mais ça a une utilité parce que cela évite qu'on parte dans des chemins divers.

Q - Donc on doit quand même réduire nos ambitions par rapport à on ne change pas le monde, on ne résout pas les crises ?

R - Non, le monde n'a jamais été changé ni lors d'un G7, ni dans un sommet. Vous savez, le monde est changé dans un sommet quand on est en guerre et qu'on fait la paix dans ce sommet. Là, c'est beaucoup plus compliqué, c'est parfois d'éviter le pire et ensuite de construire pas à pas le meilleur. Qu'est-ce qui est utile ? 1) Cet échange. 2) Ce qu'on a obtenu sur l'Iran, c'est très utile pour les raisons qu'on vient d'évoquer. Sur des crises ensuite comme la Libye, qui nous touchent parce que c'est le sujet des migrations, de la stabilité de l'Afrique, là aussi, on a réussi, avec nos amis africains, à se mettre d'accord sur deux réunions importantes à venir, et en tout cas d'arrêter de se battre les uns les autres par procuration sur le territoire de la Libye. Sur le commerce, vous l'avez très bien rappelé dans votre reportage, il y avait beaucoup de tensions. On a rappelé deux choses très importantes. On se met d'accord sur une taxe

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr



Déclarations officielles de politique étrangère



internationale, c'est très compliqué mais on va le faire, et sur le sujet des équilibres commerciaux, on essaie d'enlever un peu le conflit. Sur l'Amazonie, sommet utile, on s'est engagés...

Q - On ne voit pas le progrès sur les Etats-Unis et la Chine, on ne voit pas, parce que les tensions sont arrivées à un niveau extrême juste avant le sommet, avec de nouvelles taxes promises par Donald Trump pour le mois de décembre sur certaines importations chinoises, avec notamment cet appel aux entreprises américaines à quitter le territoire chinois. On est allé très loin. Il n'y a pas eu de retour en arrière. On a juste dit : on continue à dialoguer, mais vraiment rien de concret.

R - Non mais ça c'est normal, parce qu'un dialogue, cela se fait à deux, et il y avait une des parties qui n'était pas là aujourd'hui. Ce n'est pas le but du G7 de faire cela. Le président Trump a expliqué ce qu'il voulait faire avec la Chine. Donc ça, c'est normal. Je note quand même qu'il y a eu des messages plutôt positifs qui sont venus des Chinois ce matin.

Non, ce qu'on a fait sur le commerce, qui, à mes yeux, est, même si c'est moins spectaculaire, très important, c'est qu'on s'est mis d'accord y compris avec les Etats-Unis d'Amérique, c'est le petit texte qu'on a sorti, pour dire que les problèmes qu'on a en matière commerciale, on doit les gérer ensemble en changeant notre organisation mondiale du commerce. Et ça, c'est un vrai changement parce que le président Trump est parti du principe que les Etats-Unis d'Amérique avaient des déficits importants sur le plan commercial. C'est vrai.

Q - Et ils le sont encore plus d'ailleurs aujourd'hui. C'est ce qu'il dit. Voilà.

R - Cela ne se règle pas simplement avec des tarifs, mais c'est vrai. Lui, il a dit : "moi, je vais le régler en ayant des discussions bilatérales, c'est-à-dire en parlant avec la Chine, en montant mes tarifs, en durcissant les choses, en parlant avec l'Europe." C'est une approche, je la respecte mais je ne suis pas sûr qu'elle produise beaucoup d'effets. Surtout, elle peut créer beaucoup de tensions inutiles et enlever de la croissance, et ça, ce n'est pas bon pour nous.

Donc ce qu'on a acté ensemble, c'est qu'on a dit : on a compris le problème et on le partage. C'est notre problème aussi. Le commerce mondial n'a pas assez respecté la propriété intellectuelle. On a laissé trop la contrefaçon se faire, cela détruit des emplois dans nos pays. On a laissé parfois de la concurrence déloyale se faire, c'est-à-dire des entreprises concurrencer les nôtres alors qu'elles n'avaient pas les mêmes conditions, qu'elles étaient parfois aidées par leurs Etats, ce qu'on ne fait plus, nous. Ce n'est pas normal. Donc toutes ces choses qui ont parfois défavorisé les Etats-Unis comme nous, il faut qu'on puisse les régler beaucoup plus vite, qu'on modernise nos règles. C'est ce qu'on a décidé de faire, et donc là, nos ministres, dans les prochains mois, vont avoir ce travail. Cela veut dire qu'on décide de le faire ensemble. C'est ça, ce qu'on appelle le multilatéralisme, et c'est mieux que de décider de régler ces problèmes en faisant des confrontations l'un contre l'autre.

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr

Déclarations officielles de politique étrangère



Q - Est-ce que vous pensez que l'on va éviter une taxation de nos vins ? Il n'était pas clair à l'heure de la conférence de presse, Donald Trump.

R - Non, c'est normal. Il veut toujours garder, si je puis dire, les choses... Il a eu un message très positif et amical pour le vin français en faisant référence à la première dame.

Q - Et cela lui a évité de répondre à la question.

R - Bien sûr. Pourquoi ? Parce que tant qu'il n'y a pas d'accord, il ne veut pas dire qu'il ne le fera pas. D'abord, c'est compliqué de lier la taxation, le sujet de la taxation du numérique et le sujet d'un tarif, ce n'est pas la même chose. Ensuite, ça a été une menace. Moi, je ne l'ai pas sur-interprétée parce qu'il faut en voir l'efficacité. Vous savez, j'ai pris un exemple très simple. Il y a deux ans maintenant je crois, il a décidé de taxer le bois canadien parce que les maisons en bois aux Etats-Unis n'étaient faites qu'avec du bois canadien et pas américain. Il a passé une taxe. Elle n'a pas diminué d'un centime les ventes du bois canadien, mais elle a augmenté le prix pour les consommateurs, parce que, simplement, les Américains ne savaient pas produire le même bois pour ces constructions.

Q - Là, les producteurs des vins français sont quand même inquiets.

R - Bien sûr qu'ils sont inquiets, à juste titre. Mais je regarde quand même les ventes, leur dynamique, et je veux dire que tous ceux qui exportent, s'il y avait une taxe qui était mise, je ne suis pas sûr que cela les coupe du marché.

Q - Surtout les plus chers, mais peut-être pour les moins chers, ça risque d'être plus compliqué.

R - Mais même regardez la dynamique sur le détail des vins comme le rosé. J'étais dans le sud de la France, ils sont +30 % chaque année. Donc les gens sont prêts parce que c'est un très bon vin, donc il faut faire attention : les tarifs cela ne veut pas dire qu'on interdit le vin.

Q - Bien sûr.

R - Et il ne faut pas céder à toutes les menaces. On a pacifié les choses, je pense que ce n'est plus à l'ordre du jour. Maintenant il faut qu'on arrive à trouver cet accord sur une taxation internationale. Et cela vous montre que là on a fait une avancée, maintenant on doit la mettre en oeuvre concrètement. Tout ça est très compliqué et je conçois que ça puisse paraître insuffisant ou juste des petits pas.

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr



Déclarations officielles de politique étrangère



Q - Parce qu'en fait vous vous êtes reportés sur un travail déjà en cours de l'OCDE ?

R - Non, mais on l'a lancé. Jusqu'à présent on ne l'avait jamais accordé entre nous à 7, en particulier plusieurs Etats autour de la table s'étaient opposés à ce travail. Donc c'est pour cela que ça c'est un vrai changement. Mais le monde dans lequel on vit est en pleine bascule, les choses changent très vite et très brutalement. Le numérique se développe, il y a dix ans on n'en était pas là et donc cela crée des changements très profonds pour nos économies. Cela détruit énormément d'emplois et cela en crée d'autres et cela crée des déséquilibres. C'est normal qu'on mette du temps à s'accorder au niveau international, mais si on ne le fait pas on accepte que des grandes compagnies américaines puissent quasiment faire le travail d'hôtel sans payer le moindre impôt ; et à côté de cela que des gens qui ont leurs hôtels qui payent toutes les taxes soient concurrencés par eux.

Q - Vous évoquez Airbnb.

R - Voilà, je ne citerai pas de nom mais... Ça, cela vous montre que cela a été un changement très rapide, on doit réussir, et c'est tout l'intérêt de ces réunions, à se mettre d'accord pour apporter une réponse ensemble, reconstruire sur le plan international. Et c'est pareil sur le climat, la biodiversité, le monde n'a jamais changé aussi vite. Notre organisation économique, sociale est en train de basculer complètement. Et donc nous devons décider pour nos pays mais comme notre monde est ouvert, est interdépendant on doit aussi se mettre d'accord ensemble. Et sur ce sujet-là il y a eu une avancée utile aujourd'hui.

Q - Il faut espérer maintenant que Donald Trump ne balaie pas tous vos efforts d'un tweet en rentrant chez lui, ça lui est déjà arrivé.

R - Vous avez raison, il faut toujours avoir cette humilité. Je crois que ce qui a été différent, ce que j'ai voulu faire de très différent de d'habitude c'est d'abord que j'ai passé beaucoup de temps avec lui quand il y avait des malentendus. Il l'a évoqué lui-même. Et c'est qu'ensuite je n'ai pas fait une déclaration de 15 pages que personne n'a lu et qui a été écrite par d'autres que nous et qui fait qu'on peut toujours, les journalistes passent après, à juste titre, peuvent toujours dire "À cet endroit-là, donc ils ont dit ça" et quelqu'un se réveille en disant "Mais non, moi je ne suis pas d'accord !".

Q - Il n'y avait qu'une page mais enfin vous avez mis du temps à la détailler quand même, vous êtes rentré dans...

R - Mais oui mais parce qu'on a écrit une page sur tout ce sur quoi on était d'accord. Tout ce qu'on vient de dire c'est dans cette page. Et ça c'est très important parce qu'il l'a écrite avec nous, lue et on a fait la conférence de presse ensemble.

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr

Déclarations officielles de politique étrangère



Q - J'évoquais un éventuel tweet de Donald Trump, les présidents s'expriment de plus en plus par tweet et ce n'est pas toujours une bonne idée, on a atteint un niveau inédit de violence et d'insultes avec Jair Bolsonaro, ça paraît grave, est-ce que les relations entre la France et le Brésil vont devenir extrêmement difficiles ? Quel est l'avenir de ces relations ?

R - Alors permettez-moi de souligner que je ne prends pas part à ces discussions parce qu'on pourrait avoir le sentiment quand les choses sont parfois présentées que ce serait un dialogue entre le président Bolsonaro et moi. Aucunement. Je considère que le mandat que m'ont donné les Français c'est de les représenter, de défendre notre pays, d'essayer de faire au mieux pour qu'il progresse et de porter la voix de la France dans le monde. Je me dois d'être respectueux à l'égard de mes homologues, quels qu'ils soient. Et donc jamais je n'ai tenu un propos qui était irrévérencieux à l'égard d'un de mes homologues. Il n'en est pas de même de la part du président Bolsonaro, je l'ai dit tout à l'heure et je l'ai évidemment condamné, regretté. On ne peut pas l'accepter. Et donc moi je distingue toujours les peuples des dirigeants : le peuple brésilien est un grand peuple, le Brésil est un grand pays, l'attitude qu'il a eue et que vous avez rappelée à l'égard de mon épouse, l'attitude qu'il a eue à l'égard du ministre des affaires étrangères il y a quelques semaines...

Q - En refusant un rendez-vous ou en prétextant...

R - ...ne sont pas dignes, ne sont simplement pas dignes d'un dirigeant. Ferais-je cela les Français auraient légitimement honte. Et donc je pense au peuple brésilien aujourd'hui, je pense qu'il mérite d'autres comportements et j'espère qu'on arrivera à ces autres comportements.

Q - Vous, ce que vous avez tweeté c'était "Notre maison brûle littéralement" quelques heures avant le sommet du G7 sur les incendies donc en Amazonie. Est-ce que Jair Bolsonaro est responsable de ces incendies parce qu'il encourage les (inaudible)

R - Pas du tout. Ce serait faux de dire que c'est lui qui est responsable et donc c'est pour cela que, d'ailleurs je ne l'ai pas visé lui quand j'ai fait ce message. Mais qu'est-ce que c'est que la forêt amazonienne ? C'est l'essentiel, c'est la plus grande partie de ce qu'on appelle la forêt primaire sur la planète, c'est-à-dire vraiment un type de forêt très dense avec des propriétés de biodiversité unique. C'est le poumon, quand on dit c'est le poumon de la Terre, qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire qu'on a des arbres qui absorbent le CO₂, qui dégagent de l'oxygène et cela représente 15% du CO₂ absorbé dans la planète, donc cela veut dire qu'alors qu'on essaie de réduire nos émissions, la forêt amazonienne, elle nous aide. C'est une diversité biologique inouïe. Quand elle brûle, non seulement elle ne peut plus avoir cette fonction mais en plus en brûlant elle libère tout le CO₂ qu'elle avait capturé, donc c'est la double peine. Il y a 9 pays qui sont en Amazonie, 9 pays dont la France parce que nous avons...

Q - Et ça ne brûle pas en France.

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr



R - Non ça ne brûle pas mais nous sommes concernés dans la Guyane. La question qui nous est tous posée c'est est-ce qu'on doit dire ça ne concerne que chaque pays où ça nous concerne tous ? Eh bien les deux à la fois. Et donc chaque pays est concerné parce que c'est d'abord sa souveraineté territoriale ; mais compte-tenu de l'enjeu et de ce que représente la forêt amazonienne, nous sommes tous concernés parce que c'est un déséquilibre terrible pour la planète. Alors, derrière, quel est, qu'est-ce qu'on peut reprocher au président Bolsonaro ? La première chose, il a été très clair dans tous ces messages et soutenu des projets économiques qui sont contraires à l'intérêt de la forêt amazonienne.

Q - Le défrichage

R - Le défrichage massif...

Q - ...de la forêt amazonienne pour les agriculteurs, pour des cultures comme le soja, et nous importons combien, 3,5 millions de tonnes de soja produit au Brésil ?

R - Vous avez totalement raison.

Q - Je crois que l'Europe importe, c'est le premier acheteur.

R - L'Europe en importe beaucoup. Je vais d'ailleurs répondre à...

Q - On a une part de responsabilité ?

R - On a une part de complicité.

Q - La complicité c'est de la responsabilité.

R - Non mais de complicité passée. Je vais vous expliquer très précisément pourquoi pour le soja parce que tout se tient, tout ça est compliqué, il faut l'expliquer point à point. Mais là ce qu'il est en train de faire ou de vouloir faire, ce qui est grave, c'est que d'abord, je regarde les choses d'une année sur l'autre, plus de 90% d'augmentation de feux donc quelque chose s'est libéré. Ça ne va pas. Ensuite, il n'a pas été clair sur la reforestation et là-dessus cela n'est pas que sa responsabilité, c'est aussi, compte-tenu de cet enjeu, la nôtre. Et c'est là où on a envoyé un message très clair en disant "On respecte votre souveraineté, c'est votre pays, c'est le Brésil" et là-dessus je veux être très clair, je n'ai jamais été ambigu. Mais attention ce sujet de la forêt amazonienne est celui de la planète entière et donc on

////////////////////
CONTACT PRESSE
////////////////////

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr



Déclarations officielles de politique étrangère



peut vous aider à reforester. On peut trouver les moyens pour votre développement économique qui respectent ces équilibres mais on ne peut pas vous laisser tout détruire.

C'est pour cela que ce matin nous avons lancé, et ça c'est une vraie avancée liée à ce G7 et qui a été permise par tout le monde, en particulier le président chilien que j'avais invité parce qu'il est très engagé sur le climat, on a lancé une initiative forte sur l'Amazonie. En faisant quoi ? On mobilise 20 millions d'euros pour aider tous les Etats qui sont en train d'avoir la forêt qui brûle, parce qu'il n'y a pas qu'au Brésil, il y a plusieurs autres Etats. Et la deuxième chose, on met en place au moins 30 millions, et ça on va le finaliser dans quelques semaines à New York quand on sera à l'Assemblée générale des Nations unies, pour aider à faire la reforestation, à développer l'agro-écologie c'est-à-dire tout ce qui permet de créer de l'activité économique en étant respectueux de la planète, avec les gouvernements mais aussi avec les régions et avec les peuples autochtones.

Q - Ce que vous avez fait aussi.

R - Et donc cela, c'est très important, c'est une vraie avancée et cela montre que quand on est là ensemble on sait se mobiliser, on met de l'argent, on avance. Vous avez posé une très bonne question sur le soja et donc je vais vous expliquer là-dessus comment je compte avancer. Le soja on en a besoin aujourd'hui en Europe parce que cela apporte en particulier de la protéine qu'on utilise pour nourrir les animaux bien souvent ou faire d'autres productions. Et nous, nous n'en avons pas. C'est le fruit d'un vieil équilibre qui a été conclu dans les années 60 entre l'Europe et les Etats-Unis d'Amérique et nous avons à ce moment-là accepté une dépendance en termes de protéines. Et moi je considère que c'est un très mauvais choix et surtout c'est mauvais parce que pour les grands équilibres cela fait faire du trajet à des choses qu'on pourrait produire sur notre territoire ; et ensuite sur le plan, je suis très attaché comme vous le savez à la souveraineté européenne, c'est-à-dire que l'Europe puisse se débrouiller aussi par elle-même, avoir des partenaires mais pas être trop dépendante. Et donc c'est ce que j'ai annoncé il y a quelques mois et qui est au coeur moi du projet européen auquel je crois c'est qu'on doit recréer ce qu'on appelle la souveraineté protéinique de l'Europe. Cela veut dire que l'Europe doit être capable de reproduire ses propres protéines pour elle-même, pour consommer, comme pour les éleveurs.

Q - Mais alors justement le Mercosur, l'accord de libre-échange, vous avez finalement décidé de ne plus donner votre accord au Mercosur. Mais il y a deux mois vous vouliez encore le signer. Alors est-ce que c'est juste un geste de pression sur Jair Bolsonaro ou est-ce que vous êtes convaincu, est-ce que vous avez changé comme vous l'avez dit et est-ce que vous estimez que cet accord est mauvais pour la nature, pour le réchauffement climatique ?

R - Alors je vais vous dire très clairement, le Mercosur, d'abord nous avons, comme vous l'avez très bien dit, des échanges quotidiens avec tous les pays qui sont dans ce qu'on appelle le Mercosur : le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay, etc. Tous les jours, on importe on exporte, donc ne donnons pas le sentiment à nos concitoyens que d'un seul coup, on va ouvrir toutes les portes. Ce n'est pas vrai, tous les jours on a des échanges avec ces pays. C'est un accord dans lequel on disait "On va faciliter les échanges dans certains domaines pour pouvoir créer plus de croissance des deux côtés", et puis en mettant des quotas. Et donc moi, pendant des mois, j'ai été un peu dur dans la négociation avec

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr



l'Europe, la France a été la plus dure, c'est souvent le cas, pour protéger notre agriculture et protéger le climat. Et donc moi, je disais : je ne veux pas sur certains, sur la viande, sur le poulet, sur le sucre, parce que c'est un vrai sujet avec cette région et pour nous, qu'on importe trop avec trop de facilités parce que sinon cela va déséquilibrer notre agriculture. On a donc mis des quotas et puis on a mis ce qu'on appelle des clauses de sauvegarde. Cela veut dire que si d'un seul coup cela déséquilibre notre agriculture, on n'applique plus.

Q - Donc vous y croyez encore, à cet accord ?

R - Attendez, je vous explique déjà ce qui a été fait parce qu'on l'a caricaturé. On ne fait pas n'importe quoi. Ensuite, on a dit : on met aussi en place des règles sur le plan des contrôles et de l'écologie. Moi, j'avais mis toutes ces conditions inédites. En particulier, j'ai dit que je veux que l'Accord de Paris soit respecté par tous ceux qui signent, parce que je savais que M. Bolsonaro avait fait campagne contre l'Accord de Paris. Quand nous étions, en juillet, au Japon, on nous dit, déclaration politique, - c'est pour cela qu'il faut toujours être prudent et voir ce qu'il y a derrière - : c'est bon, on est tous d'accord, on y va. Moi, j'ai dit à ce moment-là : "je suis d'accord puisque tout ce que j'ai demandé est rempli, tout ce que la France voulait." Mais j'ai dit : "j'attends de voir le texte et j'attends de voir que tout soit respecté." Ensuite, il y a deux choses qui se sont passées. Nous avons eu le texte, il doit maintenant être travaillé parce qu'il n'est pas suffisant. Je l'ai dit, le texte du Mercosur ne m'apporte pas les garanties qui correspondent à ce que je voulais.

Q - Donc il n'est pas totalement enterré, le Mercosur, dans votre esprit ? Il n'est pas caduc ?

R - Non, c'est des choses... Il faut réagir de manière responsable. Je l'ai dit d'ailleurs dès le mois de juillet. Je n'ai jamais donné mon accord définitif parce que je n'avais pas de texte définitif.

Q - Donc vous n'avez pas tant changé que cela, c'est ça que je veux dire.

R - Si, parce que je vais vous donner la deuxième raison.

Q - Nicolas Hulot était ravi que vous vous écartiez le Mercosur quand vous l'avez annoncé en repréailles.

R - Mais il a raison, parce que je vais apporter ma deuxième réponse, mais je vous explique ce que c'est, parce que parfois, on parle de choses et on ne sait plus ce dont on parle. Le premier point, c'est que j'ai toujours été prudent en disant : "moi, je n'ai pas le détail".

Quand on parle de l'accord qu'on a fait avec les Canadiens, ce qu'on appelle le CETA, on a beaucoup amélioré l'accord.

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr



On est rentré dans le détail avant de ratifier. Là, on est très loin. On n'a même pas signé officiellement et enclenché la procédure. Donc je n'ai jamais donné mon accord complet. Je n'étais pas à l'aise avec tout. J'ai toujours dit : un accord c'est un tout, et la condition que j'ai toujours réaffirmée, c'est qu'on respecte nos engagements climatiques. Qu'est-ce qui s'est passé depuis le mois de juillet ? M. Bolsonaro a renvoyé les scientifiques qui faisaient des expertises indépendantes sur le sujet de la forêt amazonienne. Il a envoyé plusieurs messages disant clairement qu'il sortirait de toute façon de fait de ses engagements, et donc je le dis de manière très claire, ce n'est pas moi qui aie changé, c'est simplement lui qui n'a pas respecté sa parole. Et je me dois, au nom de la France, de m'assurer que les intérêts, nos intérêts, nos principes, nos valeurs, ce pour quoi on s'engage soient défendus. Donc en l'état, je ne signerai pas le Mercosur.

Voilà, donc le Mercosur, j'espère que c'est clair, c'est des sujets compliqués.

Q - C'est clair. Il y a un échec dans le sommet, c'est le Brexit. Boris Johnson l'a dit lui-même en partant : il y a un désaccord profond entre les Européens et la Grande-Bretagne. Il est tombé dans les bras de Donald Trump, qui lui promet un accord commercial formidable. Est-ce que vous n'avez pas peur de ce Brexit dur qui s'annonce ? On a l'impression d'avoir fait un pas de plus vers ce Brexit dur, qui serait une catastrophe aussi pour l'économie française, pas uniquement...

R - Pour les Britanniques, avant tout.

Q - Et pour nous aussi. Notre excédent commercial le plus important, c'est avec la Grande-Bretagne.

R - Je vous trouve, sur ce sujet, un peu sévère, parce que le Brexit n'a jamais été à l'ordre du jour de ce sommet, et pour une raison simple.

Q - Vous en avez parlé avec Boris Johnson.

R - Non, j'en ai parlé quand Boris Johnson est venu à Paris jeudi.

Q - Et pas depuis ?

R - Pas du tout ici. Mais non.

Q - Le Brexit n'a pas du tout été évoqué lors du G7 ?

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr

Déclarations officielles de politique étrangère



R - Je vous promets qu'il n'a pas été évoqué une seule seconde entre nous pour en parler.

Q - C'est étonnant. Ce n'est pas une erreur ?

R - Mais non parce il faut savoir aussi... Il faut être respectueux avec chacun et savoir de quoi on parle. L'Union européenne, c'est aujourd'hui 28 Etats membres. Le G7, ce sont quelques puissances industrielles. Est-ce que vous pensez que nos partenaires européens seraient contents que quelques Européens, autour de la table parce que sont les plus gros, négocient en leur nom ? Cela ne marche pas comme ça, l'Union européenne, et heureusement, c'est notre force. Comment on gère le Brexit au niveau de l'Union européenne ? On a défini à 27 un mandat qu'on a donné à un représentant, qui est Michel Barnier et qui agit au nom de la Commission, et nous jouons ensemble nous décidons ensemble. Donc il était normal et de bonne méthode qu'on ne l'évoque pas sous ce format-là. Cela ne concerne pas le Canada ni le Japon. On ne va pas laver notre linge sale en famille devant les autres. Et puis cela nous concerne nous. Ensuite, qu'est-ce que c'est le Brexit ? Là aussi, c'est le peuple britannique qui a décidé souverainement de quitter l'Union européenne, ne l'oubliez jamais. Ce n'est pas nous qui les chassons. La deuxième chose, c'est le gouvernement britannique, avec un mandat du peuple, qui, pendant deux ans, discute d'un accord avec l'Union européenne et qui se met d'accord. Et c'est maintenant un gouvernement britannique qui n'arrive pas à ratifier cet accord au Parlement. Donc aujourd'hui, le Brexit, c'est une crise politique britannique. Nous, on est au clair.

Q - Mais avec de lourdes conséquences pour les Européens et pour la France.

R - Après, M. Johnson, il fait de la politique, il fait peut-être du poker, il est intelligent, et il arrive. Moi, j'ai eu une très bonne discussion avec lui. Il veut simplifier des choses sur la frontière irlandaise, tout cela est très compliqué, je ne suis pas sûr qu'il faille rentrer dans tous les détails ce soir et qu'on ait le temps. Mais c'est très simple. Nous, on veut un accord qui permette de protéger l'Europe. Si on n'a pas un accord qui nous protège et si on fait ce que M. Johnson veut aujourd'hui, cela veut dire que demain, par la Grande-Bretagne, n'importe quel bien peut arriver qui ne respecte plus les règles européennes. Donc si j'accepte ce que M. Johnson demande, demain, je viendrai vous voir et puis vous me direz : comment ça se fait que nous, en Europe, on interdise les OGM et que parce que la Grande-Bretagne les autorise, ça rentre par la Grande-Bretagne et il n'y a plus de frontières ? C'est ça, ce qu'il veut. Ça, on ne peut pas l'accepter parce que je veux qu'on protège les consommateurs, les citoyens et qu'on soit un vrai marché. Donc il doit accepter qu'il y ait les termes de l'accord. Après, moi je pense que nous devons tous être intelligents. Si c'est des modifications techniques qui ne changent pas cet accord, c'est à Michel Barnier, avec lui, de le discuter. C'est ce que je lui ai dit. Je souhaite pour ma part qu'on trouve un accord. S'il n'y en a pas, à ce moment-là, ce sera une sortie sans accord. C'est que vous appelez le no deal ou le Brexit dur. Une sortie sans accord, on y est prêts. Elle sera dure. Ce n'est pas bon, ce n'est pas ce que je souhaite. Mais attendez, à la fin des fins, ceux qui auront toujours la possibilité de l'éviter, ce sont les Britanniques. Ils peuvent retirer ce projet. Donc nous, on doit défendre nos intérêts. Il ne faut pas tout céder parce qu'on aurait peur de cela. Ce qu'on a fait, on a passé des lois, on s'est préparé, on a embauché des douaniers, on a embauché des vétérinaires pour faire les contrôles s'ils devaient être faits. On accompagnera, on sera aux côtés de nos pêcheurs pour les défendre...

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr

Déclarations officielles de politique étrangère



Q - On se prépare au pire.

R - Il faut se préparer au pire. C'est ma responsabilité et c'est ce que j'ai demandé au gouvernement. Un travail a été fait, et on sera aux côtés des régions, des professions, si cela devait arriver. Je ferai tout pour que cela n'arrive pas, mais ce tout, cela ne peut pas être être faible avec les Britanniques contre nos intérêts.

Q - Vous avez également reçu Vladimir Poutine avant le G7 lorsque vous l'avez reçu au fort de Brégançon, il y a quelques jours.

R - Il y a une semaine, top chrono.

Q - Il y a une semaine exactement. Il a évoqué la gestion des manifestations des gilets jaunes. Il expliquait, en gros, que lui ne voulait pas ça dans son pays. Vous avez ensuite vous-même évoqué des blessures inacceptables lors des manifestations des gilets jaunes, lors d'un entretien à la presse, près de 2.500 blessés côté manifestants, 1.750 du côté des forces de l'ordre, 24 éborgnés parmi les manifestants, 5 ont eu la main arrachée. Inacceptable. Cela signifie que vous reconnaissez un usage inacceptable de la force. Est-ce que le maintien de l'ordre a été mal géré et déficient ?

R - Il faut d'abord se rappeler ce que nous avons vécu, une violence inédite et qui a sidéré, qui nous a sidérés, nous tous, qui a parfois sidéré le monde entier, ce qui n'était pas bon non plus pour notre image. Mais c'est ça, ce qu'on a vécu, c'est-à-dire qu'on a vécu des scènes d'une violence extrême à l'égard des forces de l'ordre, à l'égard parfois de citoyens, de journalistes, à l'égard de commerces, à l'égard de symboles de la République et de notre pays, l'Arc de triomphe en décembre 2018. Je le dis avec d'abord beaucoup de clarté parce que c'est l'essentiel et le coeur. Il n'y a pas de liberté s'il n'y a pas d'ordre public. L'ordre public, ce n'est pas l'arbitraire, c'est l'ordre qui protège la liberté de chacun.

(...)

Q - Merci beaucoup, on est obligé d'interrompre.

R - Juste un mot Madame Lapix, excusez-moi parce que nous sommes à Biarritz, on a parlé de beaucoup de choses sur ce sommet et je vous remercie vraiment du temps et de la pédagogie. Je voulais dire juste deux choses : je voulais dire d'abord à la Ville de Biarritz, aux habitants, aux commerçants, à tous les vacanciers qui étaient là un immense merci.

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr



Déclarations officielles de politique étrangère



Q - Qui sont partis.

R - Non, beaucoup étaient là, attendez qu'on reparte nous, bon. Et donc (inaudible) je voulais leur dire un immense merci, merci au Pays basque qui vous est cher et qui nous a accueillis. On a une chose, il y a une chose, je le dis parce que je n'y suis pour rien, on a formidablement réussi ce sommet grâce à vous. Pourquoi ? Parce qu'il y a eu un maintien de l'ordre remarquable, merci à toutes les forces de l'ordre ; parce qu'il y a une ville magnifique et accueillante, tous les gens m'ont dit qu'ils reviendraient à Biarritz ; et on a eu une population qui a été chaleureuse. On indemnise les commerçants qui ont eu à subir des pertes importantes, je leur dis, on va mettre en place un mécanisme. Mais je peux vous dire que la France a rayonné et vous pouvez être fiers de Biarritz, du Pays basque et de vous tous parce que c'est un formidable travail qui a été fait. Et je voulais dire aux Français et aux Français que pendant ces deux jours en leur nom j'ai essayé de faire le maximum, on continuera, c'est ce que j'essaie de faire depuis le début. On n'a pas tout réussi mais je pense qu'on a fait oeuvre utile pour nous, pour l'Europe et pour l'international.

Q - Merci beaucoup Monsieur le Président de la République.

R - Merci à vous./.

(source : site Internet de la présidence de la République)

(fin de l'article)

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr



Déclarations officielles de politique étrangère



2 - Sommet du G7 - Biarritz - Conférence de presse finale de M. Emmanuel Macron, président de la République à l'issue du Sommet du G7 à Biarritz

(Seul le prononcé fait foi)

Bonjour,

Je souhaitais, après la conférence de presse commune que nous avons donnée avec le président Trump, au cours de laquelle nous avons pu exprimer quelques points importants, revenir plus en détails sur le G7, qui vient de se tenir. Je voulais d'abord, évidemment, remercier l'ensemble des chefs d'Etat et de gouvernement qui ont contribué à ces travaux depuis samedi soir. Au premier titre, tous les chefs d'Etat et de gouvernement membres du G7, mais aussi les chefs d'Etat que j'avais souhaité inviter, les quatre démocraties, si je puis dire, de bonne volonté, que nous avons associées à la séquence "biodiversité", pour partie Afrique et numérique ; et les puissances africaines qui étaient présentes autour de la table, ainsi que les organisations internationales et régionales qui ont participé à ce G7. Je veux avant tout insister, comme nous l'avons fait avec le président Trump, sur la grande unité et l'esprit positif qui est sorti de ce G7. Cela ne veut pas dire que nous sommes tombés d'accord miraculeusement sur tout, mais cela veut dire qu'il y a beaucoup de lignes de force et d'accords qui se sont dégagées, y compris de situations qui n'étaient pas données. Et je pense que c'est un élément important, et c'est d'ailleurs ce à quoi servent ces événements et précisément, ces rassemblements de dirigeants. C'est leur utilité.

Ce G7 a été constitué de deux moments, comme nous l'avions voulu : une première phase durant laquelle les chefs d'Etat et de gouvernement du G7 stricto sensu ont pu échanger des vues stratégiques sur, à la fois, la situation de l'économie mondiale et les grandes crises, dans un esprit extrêmement informel et en dégagant des lignes de force extrêmement synthétiques. C'était un retour, si je puis dire, aux sources du G7, qui me semblait particulièrement important dans des moments de fébrilité, de tension, d'incertitude, où parfois, on crée de la tension avec un luxe de détails, parce qu'on ne se dit pas suffisamment les choses.

Je vais vous rendre compte de cette discussion. Elle a permis d'aboutir à une déclaration des chefs d'Etat et de gouvernement du G7, qui dans quelques instants, va vous être transmise et sera publiée, et qui tient en une page. Et donc, celle-ci, vous pourrez la lire, parce que je suis convaincu que jusqu'alors, peu d'entre vous ont lu des déclarations du G7 ou du G20. Pour en avoir négocié dans une vie antérieure, elles font 12 à 20 pages et elles sont assez techniques. Ce qui veut dire qu'on a eu beaucoup de débats, y compris techniques. Il y a eu un très gros travail des sherpas, des équipes, des ministériels. Les rendez-vous entre les ministres ont conduit à des textes beaucoup plus nourris et techniques, et c'est leur rôle, mais cette page-là, je l'ai écrite moi-même, à chaque fois après les séquences de discussion, pour refléter nos échanges. Elle n'était pas écrite avant. Elle a été distribuée aux dirigeants, et elle a été agréée par les dirigeants. Donc, c'est vraiment ce sur quoi nous sommes tombés d'accord, et ce sont les éléments de ce consensus très simples sur lesquels on a voulu exprimer une vision claire et forte d'accords.

Sur ce volet, et donc cette première partie du G7, nous avons eu une discussion sur le commerce international. C'était

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr

Déclarations officielles de politique étrangère



hier matin, et nous avons, à cette occasion, rappelé que le G7 est attaché à un commerce mondial ouvert et juste, et à la stabilité de l'économie mondiale. On a d'ailleurs demandé à nos ministres des finances de pouvoir travailler sur les préconisations. Parce que quand on regarde l'environnement mondial, il y a plusieurs sources d'inquiétude qui peuvent apparaître, de l'instabilité, des ralentissements régionaux - en particulier, d'ailleurs, quand on regarde l'Europe - qui doivent nous conduire, d'une part à interroger notre modèle économique actuel - beaucoup, il y a encore quelques mois, écrivaient qu'on ne pouvait pas, dans un univers de taux d'intérêt si bas, avoir des développements économiques -, et d'autre part nous interroger sur les mécanismes de relance de la croissance que nous devons opérer. Et c'est une discussion, tout particulièrement, que les Européens doivent porter. Plus spécifiquement, vous le savez, il y avait des tensions sur les sujets commerciaux de taxation. Nous avons acté ensemble, je vous le rappelle, de dire que " le G7 veut changer en profondeur l'Organisation mondiale du commerce, afin d'être plus efficace dans la protection de la propriété intellectuelle, de régler plus rapidement les différends, et d'éradiquer les pratiques commerciales déloyales ". Cela veut dire qu'il y a une discussion en cours, comme on le rappelait tout à l'heure, entre les Etats-Unis et la Chine, qui est très importante, mais il y a aussi une volonté de tous les membres du G7 d'avoir une organisation internationale plus efficace pour lutter contre ce qui, parfois nous a affaibli, ou ce qui a pu nous diviser. C'est un élément très important, parce que nous agissons ainsi que pour nous, c'est l'essentiel de la réponse, et surtout, nous décidons de travailler ensemble pour le résoudre. Finie la naïveté qu'il y a parfois eu à l'égard de certains, mais finie aussi la volonté de régler le problème de manière simplement bilatérale. Il y a vraiment un travail ensemble qui s'installe.

L'autre point, c'est que nous avons très clairement dit ensemble que le G7 s'engage à trouver un accord en 2020 pour simplifier les barrières réglementaires et moderniser la fiscalité internationale, dans le cadre de l'OCDE. Ce point-là, je l'ai détaillé tout à l'heure, dans la conférence de presse avec le président Trump. Cela fait plusieurs années que nous défendons ce sujet. Nous avons aujourd'hui une fiscalité internationale qui, si je puis dire, a des trous - c'est normal, elle a été conçue à d'autres époques - et qui permet de l'optimisation fiscale, devenue inacceptable, par certains acteurs. Il y a quelques années, c'était ce qu'on appelait l'évasion de la base fiscale taxable. Vous avez peut-être entendu parler de ce processus, dit BEPS, de l'OCDE. Il y avait des grands groupes qui s'arrangeaient, qui transféraient les profits entre les pays pour mettre les profits dans les pays les moins taxés, ou qui n'étaient pas taxés, et qui ainsi, échappaient à une taxation des pays où ils avaient leurs activités. Comment a-t-on réglé ce problème et comment est-on en train de finir de le régler ? On a construit un accord à l'organisation, qui est l'OCDE, et nous avons défini cet accord dit BEPS, contre l'érosion des bases fiscales taxables, en bon français, et on a une action concertée. Nous voulons faire la même chose sur les activités qui échappent aujourd'hui à une taxation. Nous avons décidé ensemble de le faire, et c'est beaucoup plus efficace que la taxe française. Nous sommes arrivés à prendre cette taxe. Vous vous souvenez, pour les journalistes français qui sont dans cette salle, parce que nous avons mené le combat à l'OCDE, mené le combat au niveau européen. À un moment donné, de manière assez légitime, nos parlementaires, l'opinion publique, les journalistes nous ont dit : "d'accord, mais si vous perdez, que ferez-vous ? Alors, vous continuez de dire que l'on n'arrive pas à trouver un accord ?" Nous avons répondu "non". Si on n'arrive pas à mettre d'accord les autres, on va au moins le faire chez nous. Il y a une dizaine de pays qui sont en train de le faire. Cela crée une dynamique, qui parfois, implique des conflits, des malentendus, mais qui a montré que, de toute façon, nous étions décidés à avancer. Là, ce que l'on a acté, c'est qu'on va, ensemble, travailler pour cet accord en 2020. Il y a ensuite une discussion bilatérale, aussi, pour régler les sujets potentiels de taxation ou de tarifs qu'il peut y avoir en réaction ; pour dire : "dès que l'on trouve l'accord, on déduit la fiscalité française de cet accord, et puis, nous, on l'abandonnera". Parce que le but, c'est bien de trouver un accord international et d'avoir une taxe internationale.

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr



Déclarations officielles de politique étrangère



C'est une avancée très importante, parce que nous n'avions jamais, au sein du G7, au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement, acté cela. Les ministres des finances l'avaient acté à Chantilly ; nous, pas encore. Et c'est un point très important, parce que cela va éviter la division, et donc la destruction de valeurs. Je voulais insister sur ces points en matière économique, ils sont très importants, ce sont des éléments de court terme. Plus largement, j'essaierai de prendre des initiatives en ce sens dans les prochaines semaines. Il nous faut repenser quand même beaucoup nos dogmes économiques et financiers, parce que l'on voit que l'univers économique et financier dans lequel nous avançons est aux limites de la pensée contemporaine, et encore une fois, je crois qu'il nous faut quand même revisiter certains automatismes.

Ensuite, nous avons eu à la fois samedi soir et aujourd'hui, des discussions en format G7 très informelles sur les crises, les situations chaudes géopolitiques.

D'abord, sur l'Iran. Nous avons longuement parlé de ce sujet tout à l'heure, ensemble avec le président Trump. Ce qui m'importe, c'est que l'on a, là aussi, dégagé ensemble nos deux objectifs ; cela a beaucoup de valeur. Nous avons dit que nous partageons pleinement deux objectifs : faire en sorte que l'Iran ne puisse jamais se doter de l'arme nucléaire, et favoriser la paix et la stabilité dans la région. Nous sommes tous d'accord là-dessus. Je ne reviens pas sur les initiatives que nous avons pu prendre. Je veux vraiment remercier le président Trump - parce que dès la première discussion que nous avons eue samedi midi, il a été très clair sur les objectifs qui étaient les siens et sa volonté d'essayer de trouver un accord. Ensuite sur la clarté de l'échange qu'on a eu samedi soir, où il a pu préciser ce qu'il voulait : un accord plus long, plus clair, avec plus de sites vérifiés, plus protecteur. Et il a permis que nous puissions avancer, du coup, sur des initiatives en parallèle, ce qui a été fait par le ministre des affaires étrangères, et par une discussion aussi, à part, qu'il y a eue entre le ministre des finances et son homologue américain, sur des sujets techniques, et qui ont permis vraiment de réfléchir à cette situation plus largement.

Je veux aussi remercier la chancelière Merkel et le Premier ministre Johnson, parce que ce travail a été fait très étroitement avec eux deux, que nous associons constamment, parce que, comme vous le savez, nous sommes les trois pays européens signataires de ce JCPOA, et donc notre coordination est à mes yeux très importante. Nous avons constamment, évidemment, associé l'Allemagne et la Grande-Bretagne à ce travail et à ces initiatives. Je pense que tout n'est pas réglé. Il faut être très prudent, extrêmement humble. Mais il me semble que d'abord, nous avons su, à 7, dire clairement ce que nous recherchons tous ensemble : unité, clarté, apaisement. Ensuite, nous nous sommes parlés et, y compris sur les détails techniques, nous avons amorcé des discussions entre nous, pas avec l'Iran, mais entre nous déjà, sur ce point. Et puis, nous, Français, nous avons pu continuer à discuter avec l'Iran à la lumière de toutes ces avancées. Et enfin, on a pu obtenir un message positif sur les intentions, l'acceptabilité d'une rencontre, du côté américain comme du côté iranien, avec beaucoup de prudence à ce stade, mais avec le fait que, de part et d'autre, si une rencontre est utile dans le bon format, au bon moment, ils y sont prêts. Je crois que c'est très important. Donc, tout cela doit nous conduire quand même, à court terme, à de la désescalade, et je l'espère, à la préparation d'une solution utile. En tout cas, nous allons continuer d'y travailler avec beaucoup d'humilité, mais cela n'aurait pas été possible sans, vraiment, cette clarté du président américain et ce travail que nous avons fait, en particulier avec la Grande-Bretagne et l'Allemagne.

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr

Déclarations officielles de politique étrangère



Je veux aussi remercier le Premier ministre Abe, qui a mené plusieurs initiatives à l'égard de l'Iran, et nous sommes très vigilants à ce que ces discussions se poursuivent. J'appellerai le président Rohani dans les prochaines heures. Les ministres parleront à leurs homologues également en ce sens.

Sur la Russie et la situation en Ukraine, nous avons eu, là aussi, une longue discussion. Nous avons acté, et c'est dans le texte très court que nous sortons, que nous réunirons en septembre une réunion des chefs d'Etat et de gouvernement en format Normandie. J'avais commencé cette discussion avec le président Poutine à Brégançon, il y a une semaine, quasiment heure pour heure, qui souhaitait aussi que l'on puisse avoir une telle réunion, et j'avais eu au téléphone le président Zelensky - avec qui le ministre a pu échanger aussi pendant ce sommet - qui a confirmé cette intention. Parce que nous pensons que les conditions sont réunies pour avoir un sommet utile, au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement. Là aussi, c'est une situation que l'on connaît depuis plusieurs années, sur laquelle il faut rester vigilant et humble, mais il nous semble que, par les discussions des dernières semaines, nous pouvons avoir de vraies avancées concrètes. J'espère qu'elles se feront, d'ailleurs, pour certaines, dès les prochains jours, suite aux discussions que nous avons pu avoir. Mais qu'il s'agisse des sujets opérationnels sur les prisonniers, sur la ligne de front, comme sur la situation politique, nous allons nous attacher, avec la chancelière, à proposer des dates très rapidement au président Zelensky et au président Poutine.

Par contre, la discussion n'a pas permis de dégager un consensus sur l'invitation qui serait faite à la Russie de revenir autour de la table. C'était une très bonne discussion, mais vous savez que la règle implicite du G7, c'est que tout le monde soit d'accord, c'est l'unanimité, en particulier pour inviter un nouveau membre autour de la table. C'est la décision de la puissance invitante d'inviter un pays, mais à titre d'invité. Le passage de G7 à G8 doit être une décision unanime, et je crois qu'il y a eu une discussion qui a permis de dégager le fait que, tant que certaines situations - comme ce qui s'est passé au Royaume-Uni - et surtout tant que la crise ukrainienne n'est pas réglée, il n'est pas opportun d'officialiser un retour au G8. Ces discussions se poursuivraient, nous avons tous acté qu'il était important de parler à la Russie, parce qu'elle est au coeur de toutes les crises régionales. Ce que j'ai, au titre de la présidence du G7, initié lundi dernier, doit se poursuivre. Et d'ailleurs, avec la chancelière Merkel, nous aurons une discussion avec la Russie dans le sommet Normandie que j'évoquais, et nous la poursuivrons aussi sur la crise syrienne.

Nous avons ensuite parlé de la Libye. Sur ce sujet, nous avons eu une discussion dans un format plus large, c'est-à-dire les membres du G7, et nous y avons associé, lors de la session d'hier après-midi, les pays africains et les organisations régionales, ainsi que le Secrétaire général des Nations unies. Le message très clair qui ressort de nos discussions, qui a été longuement discuté, je vous le livre tel quel. C'est, d'une part, le soutien unanime des membres du G7, de l'Union africaine et des pays africains qui étaient là (Afrique du Sud, Egypte, Burkina Faso, Sénégal, et évidemment, du président Faki, comme du Secrétaire général des Nations unies). Et il est très clair également sur ce sujet, que l'ensemble des puissances européennes qui étaient autour de la table ont confirmé très clairement leur accord. Le président Kagame a également été associé à cette discussion et a participé à cet accord. Donc toutes les puissances invitées ont eu à s'exprimer et cela fait l'unanimité. Premièrement, nous soutenons une trêve en Libye qui puisse donner lieu à un cessez-le-feu durable. Deuxièmement, nous considérons que seule une solution politique permettra d'assurer la stabilité de la Libye. Troisièmement, nous appelons de nos vœux une conférence internationale bien préparée associant toutes les parties prenantes et tous les acteurs régionaux concernés par le conflit.

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse

01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr

www.diplomatie.gouv.fr



Déclarations officielles de politique étrangère



Quatrièmement, nous soutenons le travail des Nations unies et de l'Union africaine afin de mettre en place une conférence inter-libyenne. Ce qui veut dire très concrètement que tous les Etats présents - G7, pays africains, organisations régionales, Nations unies - avons décidé sans réserve de soutenir la trêve et un cessez-le-feu durable ; mais nous avons aussi décidé de soutenir la feuille de route présentée par le représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies. C'est celle-ci qui propose une conférence internationale élargie impliquant toutes les parties prenantes de la région dans ce conflit. Nous souhaitons qu'elle puisse se faire dans les meilleurs délais et elle est maintenant à préparer et des réunions ont commencé à se tenir en particulier à Paris, à Berlin et continueront dans les prochaines semaines. Mais au-delà de ça, nous souhaitons aussi que l'Union africaine puisse pleinement se réinvestir en particulier dans la conférence inter-libyenne qui est à préparer. Là aussi le Secrétaire général des Nations unies et son représentant M. Salamé ont fait un très gros travail, il est important d'associer pleinement l'Union africaine mais c'est ce double travail avec les puissances qui agissent depuis l'extérieur comme avec l'ensemble des parties prenantes libyennes qui peut nous conduire à un chemin positif et à un résultat. Nous avons évidemment évoqué également la question de la Syrie. Le Secrétaire général des Nations unies a pu nous présenter ce matin en détail la situation, les avancées. J'avais évidemment eu une très longue discussion avec le président Poutine sur ce point également lundi dernier. Il en ressort un message commun très clair du G7 de préoccupations sur la situation à Idlib et le rappel d'une exigence de protection des civils et des personnels humanitaires. Et nous sommes tous attachés évidemment à cette situation humanitaire, tous profondément préoccupés, tous aussi préoccupés au-delà de ce conflit de la situation et de la protection indispensables à apporter à tous les travailleurs humanitaires, à tous les journalistes et à tous les défenseurs des droits. Car de manière croissante dans ces zones de conflit nous voyons ces humanitaires, ces défenseurs des droits de plus en plus menacés.

La question se pose donc tout particulièrement à Idlib où nous souhaitons réaffirmer de manière très claire un message de soutien à toutes les initiatives prises et aux Nations unies. Il ne peut pas y avoir d'impunité en la matière et quelle que lutte que ce soit contre le terrorisme ou quelques groupements ne peut justifier le sacrifice de populations civiles et a fortiori d'enfants. Nous avons ensuite échangé sur la situation au Nord-Est, le président Trump nous a exposé aussi les discussions en cours avec la Turquie et nous sommes tous très attachés à ce que cette zone-tampon puisse se maintenir, qui protège évidemment une partie de la population syrienne, en particulier des combattants rebelles, et qui est un élément de la stabilité. Et puis nous avons également apporté tout notre soutien au processus politique enclenché par le Secrétaire général des Nations unies. Celui-ci avait donné lieu à un soutien fort et important, vous vous en rappelez, l'année dernière lors du sommet dit d'Istanbul où l'Allemagne, la France, la Turquie, la Russie s'étaient réunis pour rapprocher deux processus, celui dit du small group et d'Astana pour veiller à ce que nous puissions tous ensemble soutenir ce processus onusien. Nous avançons sur ce point, nous sommes presque au moment d'obtenir un accord de tous sur la constitution du comité constitutionnel porté par les Nations unies, et je veux saluer sur ce point le travail du Secrétaire général des Nations unies qui a résisté à toutes les pressions et est en train de finaliser celui-ci, il a eu un message de confiance sur ce point. C'est un élément essentiel parce que la stabilité durable de la Syrie ne pourra être trouvée, et là-dessus nous sommes tous d'accord aussi, que si nous savons assurer une Syrie pacifiée et plus inclusive, c'est-à-dire avec un comité constitutionnel qui peut travailler, avec des réformes qui permettront d'être proposées ensuite au vote des Syriens et avec des Syriens qui, vivant en Syrie ou en dehors de Syrie, pourront être pleinement associés au vote et décider de leur destin. Le retour des réfugiés ne pourra être quant à lui réglé que quand la sécurité de ces derniers dans leur pays d'origine pourra être assurée, et les échanges que j'ai pu avoir encore ces dernières semaines avec le HCR me l'ont confirmé.

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr

Déclarations officielles de politique étrangère



Sur la Corée du Nord, nous avons eu également une discussion cet après-midi en format G7 et nous souhaitons rappeler l'attachement du G7 à une solution qui permette par la négociation la dénucléarisation complète, vérifiable et irréversible de la péninsule. Nous avons aussi évidemment souhaité rappeler, et le Premier ministre Abe a justement attiré notre attention aussi sur l'importance de ce sujet, le plein respect des droits de l'homme et en particulier que le sujet des personnes enlevées soit traité et réglé. C'est un sujet important pour le Japon tout particulièrement mais pour nous tous. Là-dessus aussi le président Trump a pu exposer les initiatives prises ces derniers mois et l'avancée des discussions avec le président de Corée du Nord.

Enfin nous avons échangé sur Hong Kong. Sur ce point nous avons acté aussi d'un message très clair : le G7 réaffirme l'existence et l'importance de la déclaration sino-britannique de 1984 sur Hong Kong et appelle à éviter les violences. Et sur ce point il était aussi important, tout particulièrement compte tenu aussi des accords qui ont été signés historiquement entre la Grande-Bretagne et la Chine, que ce qui a été acté entre ces deux puissances soit pleinement respecté et que la situation soit véritablement maintenue sous contrôle. Voilà les grands sujets stratégiques qui ont été évoqués dans ce format réduit.

Comme vous le savez j'avais ensuite souhaité mettre la lutte contre les inégalités au coeur de ce G7 et innover là aussi dans la méthode en associant, comme je vous le disais, des puissances démocratiques de bonne volonté, l'Afrique au coeur des débats - et c'est avec les pays africains que je citais que nous avons construit l'agenda et que nous avons bâti ces solutions - et évidemment les organisations internationales. Sur ce sujet je voulais très rapidement revenir sur quelques initiatives et là aussi vous tenir au courant. Lutter efficacement contre les inégalités contemporaines, c'est d'abord agir de manière efficace pour changer les règles de fonctionnement de l'économie de marché et des grands acteurs économiques. C'est ce que nous avons longuement discuté hier midi et sur ce point plusieurs initiatives sont à souligner.

L'initiative B for IG, Business for Inclusive Growth qui a été construite avec des acteurs économiques du secteur privé et qui a été présentée donc durant cette section et qui est la détermination et l'initiative autour de laquelle plusieurs acteurs, investisseurs, entreprises se sont engagés pour acter que l'entreprise n'était pas simplement un lieu où on produit des bénéfices pour les actionnaires mais bien un lieu qui a à se saisir des défis contemporains en matière climatique, d'égalité des sexes, d'inégalité, de partage de la valeur. Et autour de cette initiative les gouvernements ont pu échanger et les soutiennent pleinement. Nous avons pour la première fois aussi obtenu un texte commun de toutes les organisations internationales pour plus de coordination dans leur action contre les inégalités. C'est un sujet très important, j'avais eu l'occasion de l'évoquer lors du discours que j'avais fait à l'Organisation internationale du travail. C'est la cohérence de notre agenda global. Nous avons parfois tendance à défendre des positions quand nous sommes à l'OMC ou au FMI et à dire le contraire quand nous prenons des engagements climatiques ou quand nous sommes à l'OIT. Il est essentiel que toutes ces organisations qui travaillent en notre nom puissent se coordonner pour que nous ayons un agenda de croissance sociale et climatique. Parce que lutter contre les inégalités c'est d'abord un agenda de justice mais c'est aussi un agenda d'efficacité : lorsque l'inégalité s'installe entre pays cela crée des situations de déstabilisation, de guerres, de conflits ; lorsque l'inégalité s'installe au coeur des sociétés cela affaiblit la démocratie et cela rend instable la croissance même durable de nos sociétés. C'est dans ce contexte-là aussi que nous avons décidé d'avancer sur un agenda volontariste en matière d'égalité femmes-hommes.

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr



Déclarations officielles de politique étrangère



L'égalité de genre était aussi au coeur des discussions d'hier midi, le partenariat de Biarritz pour l'égalité a permis de tirer toutes les conclusions du très bon travail fait par le Conseil consultatif de l'égalité femmes-hommes que nous avons réuni suite à l'initiative de la présidence canadienne et qui a produit un rapport - que je vous invite d'ailleurs à regarder de près - en nous faisant plusieurs recommandations d'action, avec là aussi un engagement que les Etats ont pris d'adopter des mesures nationales pour améliorer l'égalité. C'est cette idée du bouquet législatif qu'ils nous ont proposé et ils ont détaillé d'ailleurs les meilleures pratiques dans chaque pays. Moi-même je me suis engagé d'ailleurs à m'inspirer de plusieurs pratiques, certaines américaines d'autres européennes, pour améliorer l'accès à l'entrepreneuriat des femmes. Mais c'est une initiative comme ça d'amélioration entre nous qui a été proposée. Plusieurs autres axes sont importants, en particulier le fait que nous devons développer massivement dans tous les pays en voie de développement l'accès des femmes aux droits fonciers. Je le dis parce que c'est un point très important pour aider à l'émancipation des femmes et des droits des femmes. Dans beaucoup de pays, en particulier sur le continent africain, l'accès au foncier n'est pas égalitaire. Ne pas avoir accès au foncier dans beaucoup de ces pays c'est ne pas avoir accès derrière au crédit et à l'égalité des droits.

Nous avons également lancé le Fonds pour les victimes de violence sexuelle qui a été présenté par les deux Prix Nobel et qui est porté donc par Mme Murad et M. Mukwege et qui est vraiment l'initiative, le travail d'une vie si je puis dire du docteur Mukwege. Et la France s'est engagée à verser 6,2 millions d'euros à ce fonds qui pourra ainsi dès le mois d'automne commencer son travail et donc pouvoir réparer physiquement, psychologiquement les femmes victimes de ces violences.

Nous avons aussi dans ce cadre lancé l'initiative dite AFAWA qui est une initiative extrêmement importante pour soutenir l'entrepreneuriat féminin en Afrique, initiative qui a été pensée, initiée par Angélique Kidjo, portée par la Banque africaine de développement que notre présidence a voulu mettre en avant, conforter et pour laquelle nous avons levé donc 251 millions de dollars - la France s'engageant elle-même à 135 millions de dollars dans cette enveloppe - et qui fera l'illustration même de ce que j'évoquais c'est-à-dire avoir des structures financières qui permettent aux femmes africaines d'accéder au crédit et donc à l'entrepreneuriat. Car aujourd'hui en Afrique dans beaucoup d'endroits les femmes n'ont pas accès au crédit et donc ne peuvent tout simplement pas commencer une activité.

La lutte contre les inégalités c'est évidemment un agenda également climatique et nous l'avons évoqué hier et ce matin. Dans ce cadre-là nous avons évidemment avancé sur beaucoup de sujets. D'abord nous avons lancé dès le début de ce sommet une initiative sur l'Amazonie. Nous avons eu une très longue discussion dès samedi soir et nous avons ce matin présenté avec le président Piñera l'initiative que nous lançons ensemble et la mobilisation. Je n'y reviendrai donc pas ici, je répondrai à vos questions si vous en avez mais nous avons eu une conférence de presse ad hoc sur ce sujet. Mais nous avons aussi, pour lutter contre ces inégalités climatiques et donc traiter de ce sujet du climat et de la biodiversité, pris plusieurs initiatives extrêmement concrètes et c'est dans cet esprit que nous avons voulu avancer, d'abord en mobilisant pour le sommet organisé par le Secrétaire général des Nations unies au mois de septembre. Là-dessus nous nous sommes nous-mêmes beaucoup mobilisés pour aider à avoir des engagements financiers pour le Fonds vert, essentiel pour la stratégie financière de transition.

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr



Déclarations officielles de politique étrangère



Comme vous le savez, la France avec la Jamaïque a été mandatée par le Secrétaire général des Nations unies pour aider au financement et en particulier à l'aide que les pays développés doivent apporter aux pays en développement sur ce sujet. Nous avons trois pays qui ont annoncé leur doublement de contribution au Fonds vert : la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni. Ce G7 permet de mobiliser en tout près de 5 milliards de dollars en vue de sa reconstitution. C'est un point extrêmement là aussi important et qui était attendu par le Secrétaire général, donc c'est 4,8 milliards d'euros.

Sur le climat, nous avons également parlé de la biodiversité et nous avons adopté au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement présents, en format élargi c'est-à-dire ceux du G7 plus tous ceux qui étaient associés au G7, et donc je parle là aussi de pays aussi importants pour la biodiversité que l'Afrique du Sud, le Rwanda ou l'Inde pour n'en citer que quelques-uns, nous avons formellement adopté la Charte pour la biodiversité. C'est là véritablement une première. Vous vous souvenez sans doute il y a quelques mois que pour la première fois des experts internationaux avaient adopté un rapport sur la biodiversité, ce groupe qu'on appelle celui de l'IPBES qui est l'équivalent pour la biodiversité du GIEC pour le climat.

Cela avait donné lieu ensuite à une déclaration commune, un travail des ministres de l'environnement. Et bien au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement, pour la première fois à ce niveau de solennité, cette charte est adoptée. Elle doit maintenant si je puis dire rentrer dans les travaux pratiques et c'est ce que nous avons décidé ensemble. C'est un premier engagement historique et très important. Il nous faudra maintenant travailler sur des dates, des cibles et engager tout le monde de manière concrète sur cet agenda. Nos rendez-vous sur ce point seront le Congrès pour la nature à Marseille en juin 2020 et la COP biodiversité que présidera la Chine dans le deuxième semestre de l'année 2020 aussi, mais ce sont des éléments très importants sur ce point.

Enfin, nous avons avancé, au-delà du sujet amazonien que j'ai déjà évoqué, sur beaucoup de sujets très concrets et des coalitions concrètes d'acteurs. C'est ainsi que nous avons voulu avancer sur le sujet du climat et de la biodiversité. Nous savons les désaccords autour de la table, une déclaration pour savoir qui signe l'accord de Paris n'était pas très utile, vous en conviendrez. Par contre, c'est utile de voir comment se joue la dynamique et comment on arrive à enclencher tout le monde. Sur ce sujet, premier point, je le rappelais tout à l'heure lors de ma conférence avec le président Piñera, nous continuons le travail sur l'accord de Paris. Cela ne concerne pas directement le G7, mais nous avons obtenu que les Russes enclenchent le processus d'approbation et de ratification.

Je pense qu'il sera finalisé dans les prochaines semaines. J'ai eu une très bonne discussion avec le président Poutine sur ce point. C'est une avancée majeure, majeure car cette ratification était bloquée depuis la signature. Ensuite, si on veut mettre en place les accords de Paris et avancer sur cet agenda, vous le savez, le cœur, c'est de rehausser nos engagements et donc d'aller sur l'engagement dit de neutralité carbone en 2050. C'est inclus dans la stratégie de l'accord de Paris, mais c'est une précision, on avait jusque-là surtout parlé de nos engagements pour 2030.

Nous avons, là-dessus, comme vous le savez, mené plusieurs initiatives. Au niveau européen, on était 2 il y a 6 mois

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr



Déclarations officielles de politique étrangère



avec les Pays-Bas. On était 8 en mai de cette année à Sibiu. On a élargi le club, on a presque tout le monde maintenant, et vous avez entendu la présidente de la Commission européenne à venir, Mme von der Leyen, qui soutient cet agenda, donc je pense qu'on arrivera à finaliser la réponse européenne, mais nous avons réussi à convaincre la Chine qui s'est enclenchée dans cette dynamique, en particulier lors des discussions que nous avons eues à Osaka et qui ont donné lieu à un texte entre nos deux ministres des affaires étrangères, et nous avons, dans la coalition neutralité carbone lors de ce G7, eu d'autres pays qui se sont joints à nous, en particulier l'Inde. C'est une avancée majeure sur ce point.

Nous avons aussi avancé concrètement sur des agendas très pratiques, une coalition pour réduire les émissions de gaz dits HFC. Ces gaz qu'on trouve dans les climatiseurs, un peu sous-utilisés peut-être cet après-midi mais c'est une très bonne chose justement pour l'équilibre climatique puisque je nous vois souffrir collectivement, mais ces gaz dits HFC sont extraordinairement nocifs et avec des impacts en matière de réchauffement climatique bien pires que le CO2. Là-dessus, il fallait engager d'une part les acteurs industriels, mais aussi des pays très concernés comme l'Inde. C'est la coalition HFC que nous avons montée, avec un très gros travail ces derniers mois, et un engagement qui a été conclu jeudi soir lors de la visite du Premier ministre Modi, et qu'il a pu exprimer aujourd'hui.

De la même manière, un accord inédit a été trouvé en matière de transport maritime. Vous savez, c'est aussi un secteur qui émet beaucoup, et là-dessus, nous avons engagé, avec tous les acteurs de ce secteur, une vraie dynamique positive - je veux remercier tout particulièrement les armateurs français et le Cluster maritime français qui a été leader sur ce point - et on a ensuite convaincu de manière très large - et qui a pris un engagement très clair, avec plusieurs points qui ont été rappelés d'ailleurs il y a plusieurs jours par M. Picard et M. Saadé à Paris - l'engagement de ne pas utiliser la route du Nord, ce qui est très important. Parce que la route du Nord elle sera et serait ouverte par le réchauffement climatique et la fonte des glaces. Si les transporteurs s'engagent à ne pas utiliser cette route, ils disent clairement : on ne fera pas de business sur les conséquences nocives du réchauffement climatique. Mais surtout, c'est un engagement mondial à un ralentissement de la vitesse, ce qui est une des mesures les plus efficaces pour pouvoir réduire les émissions. Et enfin, c'est aussi un engagement à innover et accroître les financements et pratiques innovantes qui sont bonnes pour cette transition.

Et puis, pour n'en citer qu'une et finir là-dessus, il y a aussi eu une coalition très importante en matière d'émissions sur le textile. Pour la première fois, plusieurs dizaines d'acteurs du secteur textile se sont engagés à réduire les émissions et les déchets de leur secteur. Je l'ai rappelé à plusieurs reprises, parce que c'est souvent absent de nos débats, le secteur textile est le deuxième plus polluant au monde après le secteur pétrolier. Il représente plus d'émissions que l'ensemble des vols internationaux et du transport maritime réunis, et il représente, selon les estimations, environ un tiers des déchets que nous retrouvons en mer. Il y a eu un engagement très fort qui a été porté par une coalition d'acteurs industriels de tous les continents pour changer les pratiques, favoriser les pratiques comme celles qui sont emblématiques sur cette montre du G7 que nous avons voulu parfaitement recyclable, s'impliquer dans les tissus et les matériaux recyclables, réduire les émissions, avoir aussi une économie plus circulaire et donc s'engager dans des initiatives très concrètes.

Voilà quelques points que je souhaitais avancer, mais pour vous dire que l'agenda climatique, au-delà, évidemment, de

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr



Déclarations officielles de politique étrangère



la question amazonienne, qui était au coeur de tous les sujets et de toutes nos discussions, a avancé sur tous ces points de manière importante. La lutte contre les inégalités, c'est aussi la santé. Nous en avons longuement parlé, mais juste d'un mot, nous avons évidemment utilisé aussi ce G7 pour en faire un point de rendez-vous avant la reconstitution du Fonds mondial que la France aura à organiser à Lyon au mois d'octobre. Sur le Fonds mondial, c'est 4,6 milliards d'euros d'engagements qui ont pu être confirmés aujourd'hui en vue du rendez-vous d'octobre. Comptez sur moi, je maintiendrai la pression. Nous avons également longuement travaillé sur l'Afrique. C'était le coeur de la séquence d'hier après-midi. Je ne reviens pas sur les sujets les plus chauds et les crises, mais sur l'Afrique, nous avons surtout voulu acter d'une méthode du G7. On a parlé des crises avec les Africains, et moi j'y tenais beaucoup. On a parlé de Libye, on a parlé du Sahel, on a parlé de tous les sujets avec les Africains autour de la table. Nous avons, au-delà de cette discussion, acté une déclaration commune sur la Libye. Nous avons ensuite acté d'un partenariat commun pour la stabilité et la sécurité au Sahel, qui a été présenté hier après-midi avec la chancelière Merkel et le président Kaboré, qui était un point très important sur les sujets de sécurité. Nous avons acté de l'initiative AFAWA, dont je viens de vous parler, sur l'entrepreneuriat féminin, et je souhaite que nous puissions aussi adopter un partenariat stable et dans la durée associant plus concrètement l'Afrique et l'ensemble des puissances africaines pour qu'ils construisent avec nous cet agenda.

Enfin, nous avons ce matin également une discussion sur le numérique, parce que c'est un sujet essentiel de cet agenda en matière de lutte contre les inégalités et de préservation de nos démocraties. Il y a évidemment tout l'aspect positif, la création de valeur, les innovations qui sont permises par le numérique, dont nous avons longuement discuté et que nous accompagnons par des initiatives, des financements et que nous avons à traiter. Mais il y a aussi, en quelque sorte, des règles à créer pour le numérique et que nous devons créer ensemble. Il ne s'agit pas d'avoir un numérique qui soit surréglementé. Il s'agit simplement que le secteur numérique ne soit pas une jungle, une jungle économique, une jungle civique, et que lorsque nos citoyens sont en train d'échanger sur les réseaux sociaux, qu'ils aient les mêmes devoirs que dans la rue et les mêmes droits, que l'information puisse être aussi libre et protégée dans sa véracité et donc transparente, et que l'initiative économique soit juste. C'est pourquoi nous avons obtenu plusieurs avancées sur ce point, la signature, par les acteurs de l'internet, d'une charte pour un internet libre, sûr et ouvert pour protéger contre les contenus haineux. C'est la poursuite du travail que nous avons lancé au mois de mai dernier à Paris, avec l'appel dit de Christchurch. Rappelez-vous, au mois de mai, des acteurs du numérique de plusieurs pays se réunissaient pour justement lutter contre ces contenus haineux.

Nous avons formalisé un accord avec, pour la première fois, plusieurs plateformes anglo-saxonnes et européennes qui ont signé cet accord, avec une quasi-unanimité des Etats pour le soutenir, et nous continuons le travail. On a eu une très bonne discussion avec les Etats-Unis d'Amérique, qui, pour des sujets juridiques, n'ont pas pu formaliser un accord sur ce point, mais avec beaucoup d'avancées concrètes qui me rendent optimiste pour les prochaines semaines. Nous avons ensuite formalisé un soutien unanime, celui-ci au partenariat Information et démocratie, qui est, comme vous le savez, une initiative extrêmement importante qui a été lancée par Reporters sans frontières avec plusieurs partenaires, qui avait été présentée au premier forum de Paris en novembre dernier. Il y avait un très gros travail qui a été fait avec les acteurs économiques et les puissances qui étaient là. Il a été endossé et il y aura une signature formelle en marge de l'assemblée générale des Nations unies au mois de septembre. Nous avons passé une étape supplémentaire, après nos conclusions de l'année dernière, pour mettre en place un partenariat mondial pour l'intelligence artificielle. Il sera basé à Paris, à l'OCDE, avec un lien privilégié avec le Canada qui, avec nous, s'est beaucoup saisi de ce sujet, et plusieurs groupes de travail qui seront aussi tenus au Canada en partenariat étroit avec

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr



Déclarations officielles de politique étrangère



la France. Voilà l'essentiel des sujets que je souhaitais rapporter au titre de la présidence de ce G7, de la manière la plus transparente et précise qui soit, et donc pardon d'avoir été peut-être un peu exhaustif, mais je pense que c'était ce que j'avais promis à mes collègues, et c'était la condition aussi pour avoir un document à 7 le plus complet, le plus clair et le plus synthétique, c'est celui qui est en train d'être diffusé.

Je voulais, en concluant, évidemment, remercier l'ensemble des parties prenantes et donc tous les chefs d'Etat et de gouvernement qui ont été ici présents, remercier aussi tout particulièrement, d'une part, le Premier ministre Trudeau, qui a assuré la présidence de ce G7 avant la France et avait permis beaucoup d'initiatives et d'avancées, et remercier le président Trump qui aura à assurer la présidence l'année prochaine, il a annoncé il y a quelques instants qu'il le ferait à Miami, et qui a aussi permis d'avancer sur beaucoup de sujets avec beaucoup de volontarisme et des discussions extraordinairement productives que nous avons pu avoir tous les deux et autour de la table, à 7 ou plus. Je veux aussi ici remercier le Secrétariat général de la Présidence française, qui a fait un énorme travail de sherpa, l'ensemble des équipes diplomatiques français qui ont vraiment beaucoup oeuvré, les ministres et leurs équipes, parce que tout cela est un travail de l'ombre que vous n'avez pas forcément vu mais qui a pris des mois et beaucoup de nuits parmi ces mois à tout le monde, et en particulier toutes les équipes qui ont permis d'organiser tout cela, de créer ces lieux qui ont été appréciés par tous nos collègues, et d'organiser que tout se passe bien pour vous, pour l'ensemble des chefs d'Etat et de gouvernement. Merci, vraiment, au Secrétariat général, à la task force, aux ministres, aux sherpas et à l'équipe de sherpas pour le travail formidable qui a été fait et l'efficacité dans laquelle tout cela s'est conduit.

J'ai aussi avoir un mot de remerciement pour la ville de Biarritz, ses habitants comme ses vacanciers, parce que nous avons évidemment bousculé le rythme habituel d'une fin de saison. J'irai dans quelques instants en mairie pour m'exprimer devant eux, à la fois les remercier et puis leur dire ce que nous ferons pour accompagner la ville et les commerçants, mais c'était important.

Et puis, je vais vous dire juste deux mots pour conclure. D'abord, il y aura un suivi de ce que je viens de vous dire, j'y tiens beaucoup, comme nous le faisons pour le One Planet Summit et tout ce sur quoi je m'engage. Nous allons préciser cela dans les prochains jours, mais nous allons mettre en place un suivi indépendant de tous les engagements pris. En impliquant des ONG, des acteurs du secteur privé, on va mettre en place un processus, là aussi, que je veux inédit, d'accountability, comme on dit en bon français, de responsabilité et de rendez-vous de résultats parce qu'il y a des annonces qui sont faites, c'est très bien, mais il faut que tout soit au rendez-vous et que ça arrive dans la vraie vie des vraies gens et que tout le monde le fasse vraiment, et nous aussi les premiers. Je m'engage à suivre ce processus de suivi indépendant.

Enfin, je voulais dire qu'on a essayé, lors de ce sommet, de faire aussi, de manière très concrète, ce qu'on a dit. Je pense que ce sommet de Biarritz 2019 restera comme l'un des moins chers de l'histoire, si ce n'est le moins cher. En tout cas, il est 10 fois moins, si ce n'est plus, que le sommet précédent. J'ai regardé par rapport aux chiffres du dernier G7, que la France avait organisé à Deauville en 2011. Nous avons 40 millions d'euros votés, 31 millions dépensés. Nous avons, cette fois-ci, 36,4 millions votés, et 21 millions d'euros ont été dépensés. C'est donc un sommet économe par rapport à tous les standards, économe par rapport à nos propres pratiques, parce que nous

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr



Déclarations officielles de politique étrangère



l'avons voulu aussi pleinement responsable, et c'est tout le travail qui a été fait par le Secrétariat général, l'ensemble des partenaires, des mécènes que je remercie, ce qui a permis une labellisation, c'est une première. C'est un sommet qui a été labellisé en matière d'égalité femmes hommes et labellisé en matière d'éco-responsabilité. Et pour toutes les empreintes carbone qui étaient malheureusement inévitables, les avions qui arrivent, les voitures qui bougent, etc., il y a un plan qui a été mis en place sur 30 ans pour compenser cet impact avec le financement d'initiatives avec les communes voisines, de manière très concrète, très suivie et labellisée par Afnor. Je voulais le dire de manière très empirique à l'issue d'un compte-rendu très exhaustif, parce que, nous aussi, on essaie de changer, et je pense que pour nos concitoyens, ces sommets, j'espère qu'ils le mesurent, ils doivent comprendre que ce sont des sommets utiles parce qu'ils permettent d'avancer sur des choses. On essaie de les rendre le plus utile possible, il y a des initiatives concrètes, mais ils sont d'autant plus utiles lorsqu'on agit comme on dit. C'est, je crois, ce que l'on a tous essayé de faire lors de ce sommet./.

(Source : site Internet de la présidence de la République)

(fin de l'article)

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr



Déclarations officielles de politique étrangère



3 - Sommet du G7 - Biarritz - Conférence de presse conjointe de M. Emmanuel Macron, président de la République, de Mme Angela Merkel, chancelière de la République fédérale d'Allemagne, et de M. Roch Marc Christian Kaboré, président du Burkina Faso, consacrée au Sahel - Propos de M. Emmanuel Macron

(Seul le prononcé fait foi)

Madame la Chancelière,

Monsieur le Président,

Mesdames Messieurs,

Merci beaucoup d'être là. Nous venons de tenir donc une session de ce G7 élargi à l'ensemble de nos partenaires africains et je remercie le président Kaboré d'avoir été l'un des présidents à nos côtés non seulement en tant que président du Burkina Faso mais également président en cours du G5 Sahel. L'objectif en effet de cette réunion c'était d'abord de montrer que pour la première fois le G7 n'a pas une session finale avec des pays qu'il invite en plus mais cherche bien aujourd'hui à concevoir un partenariat stratégique avec l'Afrique sur des questions à la fois de développement économique, de création d'opportunités, nous en avons largement parlé également, et sur les grandes questions de sécurité. Nous avons évoqué la question libyenne et très longuement la question du Sahel. Or vous le savez, dans la région du Sahel stricto sensu aujourd'hui le défi qui est le nôtre c'est de lutter efficacement contre le terrorisme. Depuis plusieurs années nous sommes engagés, la force Barkhane engageant évidemment des forces françaises mais aussi européennes, onusiennes, africaines, la MINUSMA est fortement engagée, l'Europe à travers l'EUTM pour la formation des militaires. Nous avons développé un partenariat dans le cadre du G5 Sahel avec à la fois une volonté de renforcer la coordination entre les armées africaines concernées mais également avec un pilier de développement, l'Alliance pour le Sahel, que nous avons lancée avec Mme la Chancelière en juillet 2017.

Mais aujourd'hui face à l'extension et l'expansion de ce phénomène terroriste nous avons décidé avec Mme la Chancelière, les membres du G5 Sahel, de pouvoir élargir ce soutien, le renforcer et lancer une nouvelle initiative avec le Partenariat pour la sécurité et la stabilité au Sahel. Tous les efforts que je viens d'évoquer sont évidemment très utiles mais notre objectif est de changer d'échelle, de méthode, d'associer plus largement. Je vais laisser Mme la Chancelière, chère Angela, présenter les objectifs et la méthode de ce partenariat dont nous avons discuté cet après-midi et qui a été présenté à l'ensemble de nos partenaires.

(Interventions de Mme Merkel et de M. Kaboré)

Emmanuel Macron - Merci Président. Est-ce qu'il y a des questions sur ce partenariat ou les choses sont claires ?

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr

Déclarations officielles de politique étrangère



Q - Euh... Il y a de l'argent ?

R - Bien sûr il y a de l'argent qui sera mis et ce que Mme la Chancelière disait nous nous engageons. Pour que les choses soient très claires c'est une logique en cercles concentriques que nous conduisons. Il y a les implications de la force Barkhane, militairement. Il y a ensuite ce qu'on met dans le G5 Sahel sur les 5 pays. Là-dessus nous avons tenu plusieurs conférences pour lever de l'argent, le défi qui est le nôtre aujourd'hui c'est d'aller chercher l'argent sur lequel la conférence de mémoire de février 2018 avait permis d'aboutir et que tous ceux qui se sont engagés à donner donnent bien jusqu'au bout. Parce que l'argent qu'on s'engage à donner, ce qui est important c'est qu'il arrive ! Ça c'est au niveau des 5 pays pour financer le travail conjoint de leurs armées et financer ce qui est le pendant en matière de développement qui est l'Alliance pour le Sahel. Parce que vous savez qu'on a toujours eu ce double moteur sécurité et développement. Pourquoi ? Parce que dès qu'on reconquiert du terrain sur les djihadistes il faut tout de suite développer des projets pour stabiliser et permettre d'avoir justement des projets de développement, ce qui était dit.

Là ce qu'on annonce aujourd'hui c'est un élargissement donc il y a des financements additionnels. On est en train aussi de finir le tour de table. Notre objectif c'est dans les prochaines semaines de pouvoir le finaliser avec des pays qui ne sont pas simplement au G7. Mais je crois la force de l'initiative qui est prise aujourd'hui c'est qu'elle élargit le périmètre de sécurité compte tenu de l'évolution justement terroriste. Et en particulier elle permet de réengager dans l'aspect sécuritaire les membres de la CEDEAO c'est-à-dire en particulier tous les pays du Golfe de Guinée qui aujourd'hui étaient hors du G5 Sahel : Côte d'Ivoire, Ghana, Sénégal, etc... Et elle va permettre de réengager du financement international en soutien de ces derniers, sachant qu'on a déjà beaucoup de coopération avec ces pays-là. À ceux-ci de coopérer sur le plan militaire mais aussi sur le plan des douanes, de tous les services et donc d'avoir une action beaucoup plus importante. Je prends un exemple : le Burkina Faso. Le président Kaboré doit faire face à des agressions permanentes dans son pays qui maintenant touchent d'ailleurs - on le voit - toutes les zones frontalières. Grâce à ce pacte, on crée un cadre. On va pouvoir, avec les armées et les services de douanes de ces pays voisins, le réengager dans ce cadre-là et donc réengager sur le plan opérationnel, financer des opérations conjointes, permettre à ces Etats voisins de s'engager et aussi à des bailleurs internationaux de venir financer ces actions. Sur la partie développement, c'est l'Alliance pour le Sahel qui assurera cette partie-là.

(Interventions de Mme Merkel et de M. Kaboré)

Q - Monsieur le Président une question sur la venue peut-être de...

R - Non, on va... Sinon c'est une conférence de presse. On était vraiment sur cet objet-là. Je ne vais pas répondre sur d'autres sujets. C'était sur l'initiative de stabilité au Sahel. Non non. Je ferais un point de presse tout à l'heure sur les autres sujets.

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr



Déclarations officielles de politique étrangère



Q - Est-ce que vous pourriez dire juste si cela laisse présager de plus de troupes française et allemande au Sahel ou pas ?

R - Alors, comme l'a dit à l'instant Mme la Chancelière, la question est de savoir si cela présage plus de troupes françaises engagées et plus de troupes allemandes engagées dans la région du Sahel. C'est d'abord un cadre de coopération sur le plan militaire qui est plus large que celui du G5, premier point. Deuxième point nous sommes aujourd'hui engagés sous des formes diverses dans le cadre de l'opération Barkhane, dans le cadre de l'opération dite EUTM pour la formation et dans le cadre de la MINUSMA. En fonction de l'expression des besoins nous verrons s'il faut renforcer ces actions-là sur le plan militaire. Nous sommes aussi engagés d'ailleurs sur le plan bilatéral avec beaucoup de ces pays de la région. La France a créé, a développé plusieurs initiatives avec le Sénégal comme avec la Côte d'Ivoire en matière de lutte contre le terrorisme, de formation et nous avons des troupes présentes dans ces deux pays sur le plan de la coopération. On verra si dans ce cadre elles doivent être engagées mais c'est, comme le disait le président Kaboré à l'instant, un cadre qui va permettre de créer des synergies entre des initiatives multiples, d'élargir notre rayon d'action et, en fonction des besoins éventuellement sous des formes qui sont à définir, d'avoir une présence militaire qui réponde à ces besoins. Voilà comment nous allons faire.

Merci beaucoup./.

(Source : site Internet de la présidence de la République)

(fin de l'article)

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr



Déclarations officielles de politique étrangère



4 - Sommet du G7 - Biarritz - Conférence de presse de M. Emmanuel Macron, président de la République, de M. Akinwumi Adesina, président de la Banque africaine de développement, et de Mme Angélique Kidjo, consacrée au programme AFAWA - Propos de M. Emmanuel Macron

(Seul le prononcé fait foi)

Je suis très heureux d'avoir ici le président de la BAD et Angélique Kidjo. Alors merci pour votre présence, je viens de le dire avec la chancelière et le président Kaboré notre objectif pour ce G7 c'est vraiment de construire un partenariat stratégique avec l'Afrique et donc c'est pour cela qu'on a associé 5 chefs d'Etat africains, 2 présidents d'organisation africaine aux travaux du G7 et donc la BAD et l'Union africaine avec une discussion qui a porté sur tous les sujets - de sécurité, de développement - parce que nous sommes profondément convaincus, je parle au nom vraiment de tous les membres du G7, que la réussite de l'Afrique, son développement est un des défis contemporains les plus importants qui touche toute la planète et qui touche évidemment l'ensemble des pays développés. On a une responsabilité particulière : aider, faciliter, ouvrir et, il faut être très lucide, on a aussi un intérêt. Il faut que l'Afrique réussisse parce qu'on ne traite souvent que les conséquences des difficultés quand on parle de sujets migratoires ou autres mais on ne va pas s'attaquer à la racine. Il y a une très bonne discussion tout à l'heure autour justement de cette idée de partenariat, d'essayer de voir comment aujourd'hui et en quoi l'Afrique n'avait plus besoin d'une approche en termes de développement classique mais beaucoup plus de partenariats équilibrés pour l'aider à faire ce qu'elle est capable de faire. Et alors dans cette méthode, je dois dire moi je suis convaincu d'une autre chose c'est que ce sont les Africaines et les Africains qui savent beaucoup mieux que les Européens ou les Américains ou les Japonais ce qui est bon pour eux, et il se trouve qu'il y a quelques mois j'avais détourné de sa route habituelle Angélique Kidjo et elle avait accepté de m'accompagner au Nigéria. Et en revenant du Nigéria elle m'a raconté une anecdote qui consistait à dire "Je suis allée sur plusieurs marchés au Bénin voir des femmes entrepreneuses et elles m'ont dit 'Nous, personne s'occupe de nous'", en substance. Il y a du microcrédit qu'on a créé depuis des années mais c'est très, très cher et les montants sont très, très faibles et donc on peut monter un tout petit commerce avec des taux d'intérêt 15-20 parfois plus et donc c'est affreux pour rembourser. Mais on ne peut pas développer véritablement une entreprise, on ne peut pas créer notre entreprise et se développer comme il faut parce que de l'autre côté on n'a pas accès au crédit. Je suis ensuite allé quelques semaines, quelques mois plus tard au Tchad et j'ai eu une discussion avec plusieurs associations de femmes entrepreneuses etc., plusieurs d'ailleurs étaient peut-être avec moi, et j'ai eu exactement les mêmes interpellations : des femmes qui m'ont dit "On a cette difficulté" et avec, quand on regarde les choses, cela a été analysé par beaucoup qui sont ici présents (le conseil présidentiel pour l'Afrique), au fond un vrai défi pour l'Afrique c'est qu'il y a deux moteurs démographiquement, les femmes et les hommes, il n'y a qu'un moteur qu'on aide, les hommes, pour pouvoir se développer, pour pouvoir créer des entreprises, pour pouvoir... L'autre moteur est à l'arrêt parce que dans beaucoup de pays africains les femmes n'ont pas le droit d'accéder au foncier ce qui est un défi fondamental, et donc cela veut dire qu'elles n'ont pas le droit d'accéder au crédit, elles ne peuvent pas développer une activité, et dans beaucoup de pays africains les femmes ne peuvent pas accéder en effet au crédit, à l'emprunt (hors le microcrédit) et donc développer de l'entrepreneuriat.

C'est pourquoi ce midi lorsqu'on a traité des inégalités femmes-hommes au Conseil consultatif on a soulevé le sujet du foncier entre tous les leaders qui étaient là, les organisations internationales pour lancer une initiative pour aider les femmes à acquérir du foncier, à avoir des droits fonciers parce qu'il y a une vraie injustice qui est un frein pour beaucoup de continents dont l'Afrique, et que nous avons décidé ensemble de lancer cette initiative AFAWA. Et moi je

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr



Déclarations officielles de politique étrangère



vais m'arrêter là mais, outre le fait que l'idée vient Angélique Kidjo et de son interpellation, ensuite nous on a essayé de travailler, on a travaillé en mobilisant des banques françaises, des structures françaises, et puis en fait la bonne solution elle était dans une structure africaine, la BAD. Et donc je le dis parce que en tant que président du G7 je suis très fier qu'on ait pu lancer une initiative sur une idée africaine avec une structure africaine.

Intervenante - Si rapidement.

R - Emmanuel Macron - On l'a fait rapidement parce qu'on aime que les choses avancent vite. Et donc aujourd'hui nous avons réuni dans le cadre du G7 nous des contributions qui vont permettre de lever un montant de 251 millions de dollars de prêts au bénéfice de femmes africaines. La France à elle seule s'est engagée à 135 millions sur l'initiative AFAWA. Je le dis parce que c'est un engagement très fort de notre part mais parce que j'y crois très profondément, parce que ça se fera sur le terrain avec l'engagement de femmes comme Angélique Kidjo qui iront suivre et avec une structure derrière qui est la BAD. Donc merci Angélique d'avoir été si libre, si inspirante, merci à la BAD d'avoir été si efficace, je vous cède maintenant la parole. Je crois que c'est Angélique d'abord puis le président Adesina.

(Interventions de Mme Angélique Kidjo et de M. Akinwumi Adesina)

Emmanuel Macron - Est-ce qu'il y a des questions par rapport à l'initiative AFAWA ? Oui ?

Q - Peut-être une question financière : est-ce qu'il y a des institutions financières, des banques, d'autres, n'importe quelle institution financière qui soutiennent votre initiative, qui y participent, qui vont faciliter les prêts pour les femmes en Afrique ou qui même donnent financièrement pour cette initiative ? Merci.

R - Emmanuel Macron - Peut-être président Adesina puisque c'est ce qu'il a commencé à expliquer dans son propos sur tout ce qui va être mis en place.

(Intervention de M. Adesina)

Très bien, merci beaucoup. En tout cas je pense c'est une étape très importante et comme cela a été dit les montants qui ont été donnés sont ceux qui permettront de lever beaucoup plus et donc d'accorder des prêts à des conditions qui sont des bonnes conditions. Et tout ce qui va être fait, c'est pour ça que la Banque africaine de développement qui est cette structure faïtière, c'est de le faire avec tous ces partenaires nationaux, privés et publics, parce qu'ils vont constituer la bonne connaissance du risque. Nous, on a regardé au début pour le faire avec des structures européennes, c'était un très mauvais choix parce que cela coûte tout de suite très cher parce que la connaissance du risque est mauvaise. Et donc nous c'est par notre agence de développement qu'on va apporter nos 135 millions à la Banque africaine, elle-même elle a ses structures existantes en place qu'elle va cibler pour pouvoir donner des prêts

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr



donc aux femmes qui souhaitent avoir un projet, enfin qui ont un projet entrepreneurial, mais il va à la fois activer tout un réseau de banques africaines qui connaissent le risque pour leur permettre de bénéficier de rehausseur de crédit, d'avoir des mécanismes de garantie pour accorder des prêts au meilleur marché. Et derrière surtout c'est tout le mécanisme de transparence qu'on va mettre en place, d'index comme l'a dit le président Adesina, qui va mettre en quelque sorte en évidence un vrai rating des banques et des structures en fonction de cela. Donc c'est un mécanisme à plusieurs étages mais autour de la Banque africaine de développement.

(Interventions de Mme Angélique Kidjo et de M. Adesina)

Emmanuel Macron - C'est pour cela je pense qu'il y aura plusieurs solutions et que ce sera très décentralisé.

On prend une dernière question avant de devoir filer.

Q - Les fonds français ils viennent de l'AFD ou du Trésor ou des deux ?

R - C'est des fonds qu'on a rajoutés sur l'aide et je pense qu'ils seront versés techniquement par l'Agence française de développement, mais l'Agence française de développement elle est abondée par le budget de l'Etat donc c'est à peu près la même chose. Mais techniquement je pense que cela passera par le biais de contributions de l'AFD à la BAD. En tout cas je veux vraiment insister sur l'importance à mes yeux de cette initiative comme d'ailleurs une des initiatives très concrètes de ce G7 - je sais que beaucoup attendent cela -, concrète, pensée, je l'ai dit, par une Africaine, des Africaines, opérée par une institution africaine, avec des tas de choses derrière qui vont - notre discussion le montre bien - devoir être développées au plus près du terrain et de manière très pragmatique, et donc c'est un objet qui va se transformer à travers le temps. Moi je prends aujourd'hui un engagement financier, on donne de la visibilité à cette initiative mais on va continuer à la porter dans le temps à la fois avec exigence pour être sûr que cela répond aux besoins du terrain et que s'installe notre crédibilité collective.

Cela répond au défi parce que je pense que c'est un investissement car tous les chiffres le montrent, ils m'étaient rappelés encore il y a quelques jours : quand une femme gagne de l'argent en Afrique, elle réinvestit 90% de cet argent gagné - je parle sous le contrôle de Vanessa - dans la santé et dans l'éducation. Quand c'est un homme c'est entre 30 et 40 %.

Donc c'est un bon investissement parce qu'il y a un effet retour pour le total de l'économie qui est très bon. Un dernier mot avant de vous quitter pour remercier parce que je vois Denis Mukwege qui est là avec Phumzile et ils ont l'humilité tous les deux d'être présents dans cette salle mais je veux vraiment que l'on salue leur travail ainsi que celui de Nadia Murad. C'était les trois représentants du Conseil consultatif pour l'égalité femmes-hommes qui ont tout à leur apporter devant les leaders et qui ont fait beaucoup. Et donc nous avons, au-delà de ce sujet AFAWA, sur le sujet de l'égalité femmes-hommes, pris des décisions, celle du bouquet législatif et donc un gros travail a été fait par le

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse

01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr

www.diplomatie.gouv.fr



Déclarations officielles de politique étrangère



Conseil consultatif pour soumettre les législations de tous les pays, et on s'est engagé chacun à prendre au moins une législation mieux-disante que nous à un autre pays. Moi je l'ai fait pour la France sur l'entrepreneuriat féminin justement.

On a un point de rendez-vous sous l'autorité de Phumzile à l'été prochain à Paris parce que nous aurons ce rendez-vous sous l'égide de l'ONU et coprésidé par la France et le Mexique, et donc ONU Femmes sera là pour regarder justement l'avancée de l'agenda féministe et en particulier de ce qui a été décidé aujourd'hui. Et donc on pourra faire un point d'étape sur les initiatives AFAWA dans ce cadre-là en France.

Et puis nous avons décidé d'abonder au fonds de nos prix Nobel et en particulier donc à cette initiative qui est l'inspiration de toute une vie, cher Docteur, cher Denis, et je veux vous en remercier qui est donc un fonds pour pouvoir assister les victimes des violences en particulier dans les crises et les guerres, qu'il s'agisse d'ailleurs de les assister physiquement comme psychologiquement, de répondre aux traumatismes, de réparer ces femmes avec d'ailleurs des mots très émouvants et des cas très émouvants que vous avez cités tout à l'heure. La France évidemment a décidé de contribuer à la création de ce fonds, plusieurs autres pays et structures s'y sont engagés tout à l'heure tant et si bien qu'il pourra être effectivement lancé cet automne avec dès cet automne des résultats concrets et une action qui permettra de démultiplier ce qu'avec beaucoup de courage vous faites dans votre pays et dans la région depuis des décennies. Donc bravo à vous deux et à Nadia Murad pour qui j'ai une pensée. Merci à vous, merci Messieurs Dames./.

(Source : site Internet de la présidence de la République)

(fin de l'article)

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr



Déclarations officielles de politique étrangère



5 - Sommet du G7 - Biarritz - Point de presse de M. Emmanuel Macron, président de la République, à l'issue de la première matinée de travail

(Seul le prononcé fait foi)

On a eu une discussion hier extrêmement utile, enfin je crois vraiment dans l'esprit de ce que doit être le G7 c'est-à-dire une discussion informelle, libre, intense, extrêmement longue où on a couvert essentiellement trois sujets : l'Amazonie, l'Iran, la crise ukrainienne et la question de la Russie.

Et donc j'aurai l'occasion évidemment à la fin de ce G7 de rendre compte de l'ensemble de nos discussions mais je trouve qu'hier l'échange a permis de vraiment voir les sujets de convergence, les points sur lesquels on veut se mobiliser ensemble sur ces trois points, de lever parfois les malentendus qu'il y avait, de voir parfois aussi nos différences et en quoi ce collectif peut être utile et il y a une vraie volonté de se mobiliser sur ces trois sujets qui ont été évoqués longuement.

Et ce matin on a parlé du commerce international, des sujets de taxation, de la croissance mondiale et là aussi on sait les tensions qu'il y a pu y avoir mais je crois aussi, chacun a pu s'expliquer, que la discussion a été très libre parce qu'informelle mais je crois aussi que chacun a clairement redit sa volonté de, on a une croissance mondiale qui reparte de l'avant et donc qui a besoin d'apaisement, d'un travail multilatéral sans naïveté où il nous faut protéger la propriété intellectuelle, où il nous faut protéger nos pays contre toute forme de concurrence déloyale mais dans un cadre concerté et pour cela sans doute transformer en profondeur l'Organisation mondiale du commerce avec une volonté aussi de trouver de manière concertée au moins nous 7 et si possible plus largement les voies et moyens de moderniser la fiscalité internationale dans le cadre de l'OCDE. Donc pour moi ce sont des très bonnes discussions, on va les poursuivre ce midi sur le sujet des inégalités, cet après-midi sur l'Afrique et je vous rendrai compte aussi de ces avancées évidemment à la fin de ce sommet.

Q - (inaudible) le président Trump dit qu'il n'est pas d'accord pour que, qu'il s'était mis d'accord avec vous, que vous puissiez envoyer un message en tant que président du G7. Il dit vous parlez pour la France, je parle pour les Etats-Unis.

R - Non... Mais il a parfaitement raison et je pense que c'est totalement ce qu'il faut collectivement éviter, c'est-à-dire d'avoir des espèces de spin comme on dit où les messages de presse se répondent les uns les autres. On a eu hier une discussion, cette discussion sur l'Iran a dégagé deux lignes de force communes : premièrement aucun membre du G7 ne veut que l'Iran ne puisse jamais avoir l'arme nucléaire ; deuxièmement tous les membres du G7 sont profondément attachés à la stabilité et la paix de la région et donc ne veulent pas engager des actions qui puissent nuire à celle-ci. Dans ce cadre-là, on a évoqué nos différentes initiatives : Shinzo Abe a pris des initiatives à l'égard de l'Iran, j'ai pris plusieurs initiatives et nous en avons rendu compte.

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr



Déclarations officielles de politique étrangère



Le G7 est un club informel, il n'y a pas de mandat qui est donné dans le cadre du G7 formel à l'un ou à l'autre et donc il y a des initiatives qui continueront d'être prises par les uns et les autres pour parvenir à ces deux objectifs. C'est cela qui est très important. Et ce que nous avons conclu de nos discussions d'hier c'est qu'on va continuer à agir les uns les autres chacun dans son rôle. Evidemment quand je parle, je parle au nom de la France mais je parle à la lumière de l'échange d'hier, en disant pour arriver à ces deux objectifs on fait une action utile. Mais le G7 ce n'est pas une instance où on donne un mandat formel nous ne sommes pas une organisation structurée où il y a des mandats et des compétences. On est 7 pays souverains, 7 puissances souveraines qui se mettent d'accord autour de la table.

Q - Est-ce que les 7 étaient vraiment d'accord que la politique de pression maximale des Etats-Unis est en train de donner des résultats ? C'est ce que les Américains nous disent.

R - Ce qui est important c'est qu'on arrive à ce résultat final et je pense que nous sommes tous utiles dans cet échange. S'il n'y avait pas eu les Européens pour rester dans le cadre du JCPOA l'Iran en serait sorti. Donc c'était utile que certains y restent. S'il n'y avait pas eu politique de sanctions et une pression, il y aurait peut-être moins de volonté de bouger sur d'autres sujets de la part des Iraniens. Donc vous savez ce qui compte aujourd'hui c'est d'arriver à ces deux effets finaux. Moi j'essaie d'être le plus humble et pragmatique possible : on veut quoi ? Plus de visibilité pour pas qu'il y ait de nucléaire en Iran et la stabilité. La situation est fragile, on doit tous être mobilisés et à la fin de la partie ce sera une très bonne discussion de savoir qui a fait quoi et c'est grâce à qui. Moi je suis même prêt à dire que c'est grâce à qui on veut, il n'y a pas de droit de propriété, mais qu'on ait réussi à obtenir à atteindre ces deux objectifs, c'est le plus important.

Q - Et sur les sanctions est-ce que le président Trump est d'accord pour les alléger (inaudible) ?

R - Non, écoutez, on n'est pas du tout à ce niveau-là. Je pense que c'est très important que sur ces sujets-là on n'aille ni trop vite ni on fasse dire aux uns et aux autres des choses, parce que ces commentaires peuvent avoir un effet inutile. Donc là-dessus je serai très prudent. Je vous dis : il y a un consensus sur ces deux objectifs et puis nous on va continuer à agir, parfois y compris d'ailleurs de manière très discrète pour que ce soit efficace

Q - (inaudible) Qu'est-ce que vous allez faire dans les prochaines semaines ?

R - Continuer à discuter.

Q - Et vous allez vous rendre sur place ?

R - Non, j'ai des échanges téléphoniques, le ministre Zarif, comme vous le savez, est venu à Paris vendredi, donc on va continuer les échanges sous cette forme. On va continuer mais je veux être très clair : le président Trump a raison, il

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr



n'y a pas de mandat formel qui est donné dans le cadre du G7, cela n'existe pas.

Q - Vous vouliez des avancées concrètes sur le commerce international, est-ce que vous en avez eu ce matin ?

R - Je souhaite, on a eu une très bonne discussion et j'espère qu'on pourra dans les prochaines heures, dans les prochains jours réussir vraiment à finaliser notre volonté claire de moderniser en profondeur l'Organisation mondiale du commerce et d'agir ensemble sur la taxation dans le cadre de l'OCDE, ça je pense que c'est vraiment deux choses utiles.

Mais je souhaite aussi qu'on puisse avoir un message très clair et positif, qui d'ailleurs était vraiment ce qui ressortait de nos discussions ce matin, sur la nécessité de stabiliser la situation mondiale, de pacifier la situation mondiale. Je crois que tout le monde est attaché à cela. Et donc ce sont deux sujets très concrets sur l'OMC et la taxation dans le cadre de l'OCDE parce que, comme vous le savez, c'était aussi un sujet de contentieux : comme on n'arrivait pas à se mettre d'accord à l'OCDE, l'Union européenne a essayé de trouver une taxation sur les activités numériques. Il y a eu ces tensions et c'est d'ailleurs pour cela qu'une dizaine de pays, dont la France, ont pris cette décision d'avoir une taxe qui, à un moment, heurtait certaines entreprises américaines. J'ai très clairement dit hier au président Trump : si on trouve une solution ensemble dans le cadre de l'OCDE, nous on ne souhaite pas garder notre taxe, elle est très imparfaite notre taxe. C'est beaucoup plus intelligent d'avoir une taxation internationale, mais aujourd'hui notre système de fiscalité internationale il n'est pas bon. Si on arrive à enclencher cette dynamique internationale c'est la meilleure des solutions possibles : elle est bonne par rapport à ce que veut le président Trump et à ce qu'il a dit, c'est-à-dire "un pays ne peut pas taxer mes entreprises, je veux que ce soit fait à l'international ou que ce soit moi" et elle sera bonne pour nous parce qu'elle obtient le même objectif.

Q - Monsieur le Président, concernant l'Amazonie, s'il vous plaît, puisque vous en avez parlé je crois hier soir avec vos homologues, est-ce qu'il y a eu des convergences, des divergences ? Et si oui lesquelles ?

R - Il y a une vraie convergence pour dire : on se met tous d'accord pour aider au plus vite possible les pays qui sont frappés par ces feux. Il y en a plusieurs ce matin - la Colombie a fait appel à la communauté internationale - et donc on doit se montrer présent, donc on va finaliser cela. Il y a des contacts qui sont en train d'être pris avec tous les pays de l'Amazonie par nos équipes pour qu'on puisse finaliser des engagements très concrets de moyens techniques et financiers.

Ensuite, il y a la question de la reforestation de l'Amazonie. Il y a plusieurs sensibilités qui se sont exprimées autour de la table parce que tout cela aussi dépend des pays de l'Amazonie. On sait l'attachement à la souveraineté nationale qu'ont ces pays qui est tout à fait légitime, la France au demeurant je le rappelle en fait partie : nous sommes un des 9 pays amazoniens par la Guyane. Mais il faut être très clair : respectant la souveraineté, on doit avoir un objectif de reforestation et on doit aider chaque pays à se développer économiquement. Mais l'enjeu de l'Amazonie, pour ces pays comme pour la communauté internationale, est tel en termes de biodiversité, d'oxygène, de lutte contre le

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr



réchauffement climatique qu'il nous faut procéder à cette reforestation. Et donc, là, ce que nous sommes en train de travailler, c'est un mécanisme de mobilisation internationale pour pouvoir justement aider de manière plus efficace ces pays mais avec eux. Voilà, et donc c'est ce qui est ressorti de la discussion d'hier et sur laquelle nous continuons à travailler efficacement.

Q - Est-ce que M. Trump (inaudible) pour pouvoir faire des accords avec lui (inaudible) ne change pas d'avis le lendemain ?

R - M. Trump est président des Etats-Unis d'Amérique.

Q - C'est-à-dire ?

R - C'est-à-dire la première puissance mondiale et nos alliés. Et donc de manière très claire, c'est pour cela que quand il est arrivé hier après-midi à Biarritz la première chose que je souhaitais faire c'est pouvoir passer du temps avec lui, on a eu un formidable moment pendant deux heures on a déjeuné, on a parlé de tous les sujets de manière très utile. Et je pense que c'est ce dialogue direct qui vraiment nous permet d'avancer efficacement. La discussion d'hier soir était aussi extrêmement concrète et a permis d'avancer. Et donc moi je suis confiant. Je sais quels sont ses objectifs, il est très clair et d'ailleurs c'est quelqu'un qui fait ce qu'il a dit à ses électeurs. Il est normal qu'il veuille défendre les intérêts de l'économie, des travailleurs et de la population américaine et il est aussi pleinement conscient de ses responsabilités en tant que première puissance mondiale. Et donc, dans ce cadre-là, on avance utilement et ça sert à ça le G7. Voilà, on y retourne, merci beaucoup.

Q - (Inaudible) Vous avez parlé d'une nouvelle taxe cut. (inaudible)

R - Mais c'est ce qu'a décidé les Etats-Unis et ce qu'ils s'engagent à faire.

Q - (Inaudible) Donc rien de nouveau alors..(inaudible)

R - Ce n'est pas au niveau du G7 qu'on décide de faire des coupes budgétaires ou des coupes fiscales. Mais on a clairement dit que dans cet agenda on devait se coordonner pour réfléchir aux mécanismes de relance de la croissance. Cela peut être des baisses d'impôts chez les uns, cela peut être des simplifications réglementaires, cela peut être de la relance budgétaire mais on a besoin de booster pour notre économie mondiale. J'y retourne. Merci à vous./.

(Source : site Internet de la présidence de la République)

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr



////////////////////
**Déclarations officielles
de politique étrangère**
////////////////////



(fin de l'article)

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr



Déclarations officielles de politique étrangère



6 - Conférence des ambassadeurs et des ambassadrices - Discours de M. Emmanuel Macron, président de la République

Seul le prononcé fait foi

Mesdames, Messieurs les présidents,

Monsieur le Premier ministre,

Mesdames, Messieurs les ministres,

Mesdames, Messieurs les parlementaires,

Mesdames, Messieurs les ambassadeurs,

Mesdames, Messieurs,

Chers amis,

J'ai beaucoup hésité au fond à venir faire un discours devant vous aujourd'hui. Je voulais malgré tout honorer une tradition et je me suis demandé s'il n'était pas préférable de rester sur le G7 qui vient de s'achever en me disant que le seul risque que je courais c'était finalement d'être en deçà des résultats obtenus, de ce que nous avons collectivement réussi à faire mais je pense que ce moment partagé, avant les travaux que vous allez conduire, a son utilité.

D'abord parce que c'est la troisième fois que nous nous retrouvons dans ce format et qu'il est bon d'avoir du suivi et qu'au fond le faire après ce G7 que la France vient d'organiser, nous donne encore plus de sens.

D'abord pour vous dire que le succès de ce G7 est le vôtre, celui des diplomates qui l'ont organisé, des élus qui l'ont accompagné, des équipes qui avec beaucoup de professionnalisme au sein de l'Etat dans nombre de ministères s'y sont impliqués. La part d'insuffisance, d'échecs relatifs, elle nous revient collectivement chefs d'Etat et de gouvernement parce que nous n'avons pas suffisamment avancé.

Enfin, il y a une part de véritable réussite qui a été portée par cette équipe française et qui est la vôtre. Et je tenais

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr



Déclarations officielles de politique étrangère



profondément aujourd'hui à vous en remercier. La préparation pendant des mois par le Secrétariat général de la présidence. Le travail de tous les ministères. La sécurisation de l'événement, sa bonne organisation, l'association de toutes les forces vives et des élus ont permis de donner cette image de la France et d'avoir pour la première fois depuis bien longtemps un G7 qui s'est tenu dans le calme et je le crois un G7 utile.

L'avenir dira seul si ce G7 est un succès complet parce que nous verrons comment les résultats obtenus pourront être confortés ou non. Mais d'ores et déjà, je crois pouvoir dire que ce qui a été fait est votre oeuvre et que c'est une réussite. Je crois aussi que ce G7 s'inscrit dans une démarche profonde, cohérente avec notre stratégie. Celle de mettre la France au coeur du jeu diplomatique, j'y reviendrai dans un instant et au fond dans le droit fil de ce que ces deux dernières années j'ai pu vous dire. Et avant de m'exprimer devant vous, je relisais ces derniers jours mes deux derniers discours aux ambassadeurs qui se sont à chaque fois articulés autour de ce triptyque sécurité, souveraineté et influence. Il reste parfaitement valide et évidemment tout le travail qui a été fait depuis 2 ans en matière de lutte contre le terrorisme, d'actions sur chacun de ces domaines, je crois se conforte, et cette stratégie que nous mettons en oeuvre depuis 2 ans est cohérente et s'est d'ailleurs déclinée lors de ce sommet. La relecture de ces discours m'a aussi conduit à beaucoup d'humilité parce que beaucoup de choses que nous prévoyions d'avancer rapidement il y a 2 ans sont encore en chantier et beaucoup de choses d'il y a deux ans sont encore malheureusement valables lorsqu'on parle du Sahel, de la crise libyenne ou de beaucoup d'autres choses.

Néanmoins, je dois le dire, une chose me frappe, je voulais partager avec vous avant de rentrer dans le détail, c'est que tout se tient. Le Premier ministre reviendra lorsqu'il s'exprimera devant vous sur les transformations conduites en France par le gouvernement, le sens qu'elles portent, et je crois, le continuum qu'elles constituent avec l'action diplomatique. Mais je suis frappé chaque jour de voir combien pour nos concitoyens l'action qui est la vôtre a de plus en plus d'importance. Je crois que c'est l'âme profonde de notre pays et c'est aussi les transformations du monde qui conduisent à cela. Nous sommes quand-même un pays où malheureusement et nous l'avons condamné avec force, on va détruire des permanences d'élus ou agresser des élus parce qu'on signe un traité de libre-échange avec le Canada. Nous sommes un pays où la fierté est tangible lorsqu'on reçoit le monde entier et qu'on obtient des résultats comme hier. Le rapport au monde, je crois profondément, irrigue la nation. Et donc, je ne veux pas voir nos échanges comme une discussion qui serait en quelque sorte à part du reste du cours de notre vie mais plutôt dans la cohérence profonde de ce que nous sommes en train de faire, qu'il s'agisse de l'agenda social, climatique ou économique. Tout cela se tient très profondément. C'est pourquoi en toute chose, je voulais très rapidement partager avec vous au fond une espèce de tableau rapide du monde et de ses désordres et dans ce contexte, de nos priorités. Parce que je crois que c'est ce qui très profondément doit inspirer notre action en France, en Europe et à l'international. Nous le vivons tous ensemble ce monde et vous le connaissez mieux que moi, mais l'ordre international est bousculé de manière inédite mais surtout avec, si je puis dire, un grand bouleversement qui se fait sans doute pour la première fois dans notre histoire à peu près dans tous les domaines, avec une magnitude profondément historique.

C'est d'abord une transformation, une recomposition géopolitique et stratégique. Nous sommes sans doute en train de vivre la fin de l'hégémonie occidentale sur le monde. Nous nous étions habitués à un ordre international qui depuis le 18ème siècle reposait sur une hégémonie occidentale, vraisemblablement française au 18ème siècle, par l'inspiration des Lumières ; sans doute britannique au 19ème grâce à la révolution industrielle et raisonnablement américaine au 20ème grâce aux 2 grands conflits et à la domination économique et politique de cette puissance. Les choses

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr



Déclarations officielles de politique étrangère



changent. Et elles sont profondément bousculées par les erreurs des Occidentaux dans certaines crises, par les choix aussi américains depuis plusieurs années et qui n'ont pas commencé avec cette administration mais qui conduisent à revisiter certaines implications dans des conflits au Proche et Moyen-Orient et ailleurs, et à repenser une stratégie profonde, diplomatique et militaire, et parfois des éléments de solidarité dont nous pensions qu'ils étaient des intangibles pour l'éternité même si nous avons constitué ensemble dans des moments géopolitiques qui pourtant aujourd'hui ont changé.

Et puis c'est aussi l'émergence de nouvelles puissances dont nous avons sans doute longtemps sous-estimé l'impact. La Chine au premier rang mais également la stratégie russe menée, il faut bien le dire, depuis quelques années avec plus de succès. J'y reviendrai. L'Inde qui émerge, ces nouvelles économies qui deviennent aussi des puissances pas seulement économiques mais politiques et qui se pensent comme certains ont pu l'écrire, comme de véritables Etats civilisations et qui viennent non seulement bousculer notre ordre international, qui viennent peser dans l'ordre économique mais qui viennent aussi repenser l'ordre politique et l'imaginaire politique qui va avec, avec beaucoup de force et beaucoup plus d'inspiration que nous n'en avons.

Regardons l'Inde, la Russie et la Chine. Elles ont une inspiration politique beaucoup plus forte que les Européens aujourd'hui. Elles pensent le monde avec une vraie logique, une vraie philosophie, un imaginaire que nous avons un peu perdu. Et donc tout ça vient nous bousculer très profondément et rebattre les cartes. Je ne parle pas évidemment de l'émergence africaine chaque jour confirmée et qui se traduit aussi là par une recomposition profonde et j'y reviendrai aussi. Le risque dans cette grande bascule se double également d'une bascule géopolitique et militaire, nous sommes dans un monde où les conflits se multiplient et où je vois 2 principaux risques.

Le premier, c'est que ces conflits font de plus en plus de victimes civiles et changent de nature. Regardez les théâtres d'opérations partout dans le monde. Et la deuxième chose, c'est que l'ensauvagement est reparti et là aussi, l'ordre sur lequel reposaient parfois nos certitudes et notre organisation est en train de disparaître. On abandonne les traités de contrôle des armements qui venaient là aussi de la fin de la guerre froide, chaque jour dans l'innocence et le silence. Tout ça doit nous poser des questions profondes. D'abord, nous faire constater que les habitudes et données qui étaient les nôtres ne sont plus valables. Et ensuite, ça doit nous conduire à interroger notre propre stratégie parce que les 2 qui ont aujourd'hui des vraies cartes en main dans cette affaire, ce sont les Etats-Unis d'Amérique et les Chinois.

Et ensuite, nous avons un choix par rapport à ce grand changement, ce grand basculement : décider d'être des alliés minoritaires de l'un ou l'autre ou un peu de l'un et un peu de l'autre ou décider d'avoir notre part du jeu et de peser. Dans ce même moment, nous vivons une crise inédite de l'économie de marché. Et je pense que cette crise est au moins aussi importante et elle vient en quelque sorte doubler ce que je viens de décrire. Cette économie de marché qui a été pensée en Europe par l'Europe a progressivement dérivé depuis quelques décennies. D'abord elle s'est profondément financiarisée et ce qui était une économie de marché, que certains avaient pu même parfois théoriser en parlant d'économie sociale de marché et qui était au cœur des équilibres que nous avons pensés est devenue une véritable économie d'un capitalisme cumulatif où, il faut bien le dire, d'abord la financiarisation puis les transformations technologiques ont conduit à ce qu'il y ait une concentration accrue des richesses chez les

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr

Déclarations officielles de politique étrangère



champions, c'est-à-dire les talents dans nos pays, les grandes métropoles qui réussissent dans la mondialisation et les pays qui portent la réussite de cet ordre. Et donc l'économie de marché qui jusqu'à présent par la théorie des avantages comparatifs et tout ce que nous avons sagement appris jusque-là et qui permettait de répartir la richesse et qui a formidablement marché pendant des décennies en sortant de manière inédite dans l'histoire de l'humanité des centaines de millions de concitoyens du monde de la pauvreté, a replongé et conduit à des inégalités qui ne sont plus supportables. Dans nos économies, la France l'a vécu ces derniers mois, très profondément mais en fait nous le vivons depuis des années et dans le monde entier. Et cette économie de marché produit des inégalités inédites qui au fond viennent bousculer en profondeur là aussi notre ordre politique. D'abord, elles viennent bousculer la légitimité même de cette organisation économique. Comment expliquer à nos concitoyens que c'est la bonne organisation lorsqu'ils n'y retrouvent pas leur part. Mais cela vient questionner aussi l'équilibre de nos démocraties. Parce qu'au fond, là aussi, nous vivons depuis le XIX^{ème} siècle dans des équilibres où les libertés individuelles, le système démocratique et le progrès continu des classes moyennes avec l'économie de marché constituaient une espèce de trépied sur lequel nous avançons. Quand les classes moyennes qui sont le socle de nos démocraties n'y ont plus leur part, elles doutent et elles sont légitimement tentées ou par des régimes autoritaires ou par des démocraties illibérales ou par la remise en cause de ce système économique. En tout cas, dans des changements de paradigme très profonds sur lesquels nous ne sommes pas du tout engagés jusqu'alors. Et donc, cette crise là aussi peut conduire à des fermetures, ce que certains décident, ce que la France n'a pas décidé au printemps 2017. Mais cette tentation est toujours là. Il doit nous conduire très profondément à savoir comment nous pouvons repenser des équilibres dans ce système qui n'est pas qu'un système français mais bien européen et mondial et comment nous pouvons rendre l'ouverture qui je le crois est indispensable, bonne pour notre pays, conforme à nos valeurs et notre ADN en y retrouvant notre part de contrôle. Et au fond, ce que les brexiteurs ont proposés aux peuples britanniques qui était un très bon mot d'ordre : reprendre le contrôle de nos vies, de notre nation. C'est ce que nous devons savoir penser et agir dans une nation ouverte. Reprendre le contrôle. Fini le temps où on expliquait à nos concitoyens la délocalisation. C'est l'ordre des choses, c'est une bonne chose pour vous. Les emplois vont en Pologne ou en Chine, en Vietnam et vous allez retrouver le ... je n'arrive plus à expliquer cette histoire. Et donc, nous devons trouver les moyens de peser dans la mondialisation mais aussi de repenser cet ordre international. J'ai conscience de l'ambition de ce que je dis et cela ne se fera pas en un jour. Mais j'ai conscience de la nécessité de cette pensée et de cette démarche au niveau français et européen. Sinon, nous tombons.

Troisième grand bouleversement que nous vivons c'est évidemment la révolution technologique. Elle est inédite. Celle de l'internet, des réseaux sociaux, maintenant de l'intelligence artificielle, c'est d'abord une mondialisation formidable de l'intelligence, des progrès technologiques qui acquièrent une rapidité inédite. Mais c'est aussi une mondialisation de l'imaginaire, des émotions, de la violence, de la haine, là aussi, une contribution forte à l'ensauvagement du monde que nous vivons chaque jour. C'est un changement anthropologique profond qui touche nos démocraties et c'est aussi un espace nouveau qui se constitue sous nos yeux qui nécessite de repenser des règles, un ordre international qui aujourd'hui n'existe pas. Et je crois très profondément que cette révolution technologique conduit à des déséquilibres économiques mais aussi anthropologiques, qu'il nous faut penser, sur lesquels il nous faut agir sans quoi nous aurions si je puis dire une diplomatie intempestive et donc, courant le risque d'être rapidement caduque. D'autres d'ailleurs s'en sont saisis avant nous. Qui en ont fait un outil de déstabilisation des démocraties et d'influence.

Enfin, nous avons le grand bouleversement écologique. Celui-ci, je crois très profondément, est en accélération

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr

Déclarations officielles de politique étrangère



profonde. Nous l'avons saisi depuis plusieurs années et la France a porté une diplomatie environnementale efficace avec des résultats comme celui de la COP 21 que tout le monde nous consacre encore et celui des accords de Paris. Et on voit que cette question aujourd'hui s'accélère, qu'il s'agisse du réchauffement climatique ou de la lutte pour la biodiversité. Elle s'accélère parce que les effets de notre inaction collective passée se font aujourd'hui ressentir dans nos sociétés, nos économies et partout dans le monde. Et elle s'accélère parce que nos concitoyens en ont conscience, beaucoup plus et nous pressent d'agir. Et elle s'accélère aussi parce que les conséquences de ce grand bouleversement sont là chaque jour. Et ces conséquences, ce sont des vraies crises géopolitiques. Et le dérèglement climatique, le grand bouleversement écologique conduisent à des déséquilibres profonds régionaux, à des phénomènes migratoires profonds et viennent accélérer aussi le grand bouleversement démographique qui déstabilise notre monde.

Et donc, vous le voyez, tous ces grands bouleversements arrivent au même moment. Et vous le savez tout cela. Mais je pense qu'il nous faut le remettre en perspective non pas simplement pour le constater mais pour essayer de voir comment nous devons agir utilement à ce moment. Le dire est une chose, quelle part avons-nous à prendre ? Nous pouvons décider d'en être les spectateurs, les commentateurs. Et je pourrais m'arrêter sur ce que je viens de dire. Et au fond de dire : nous allons continuer la même action en France et la même action diplomatique dans ce contexte. Cette stratégie de la prudence ou de la poursuite des habitudes parce qu'on peut d'ailleurs suivre cette voie sans considérer qu'on est prudent. Si on continue à faire comme avant pour le dire autrement, qu'on soit d'ailleurs une entreprise, un diplomate, un ministre, un président de la République, un militaire, tous ici dans cette salle, si on continue à faire comme avant, alors nous perdrons définitivement le contrôle. Et alors, ce sera l'effacement. Je peux vous le dire avec certitude. Nous savons que les civilisations disparaissent, le pays aussi. L'Europe disparaîtra. L'Europe disparaîtra avec l'effacement de ce moment occidental et le monde sera structuré autour de deux grands pôles : les Etats-Unis d'Amérique et la Chine. Et nous aurons le choix entre des dominations. Nous pouvons faire semblant de l'oublier. On peut le faire très bien. On l'a déjà très longtemps fait sur beaucoup de sujets. On expliquera que nous sommes souverains. On se battra pour maintenir les emplois dans notre pays en faisant des compromis bancals avec des groupes sur lesquels nous ne pouvons plus rien. On essaiera d'avoir des politiques environnementales dans notre pays ou sur notre continent mais ce sera déjà trop tard puisque nous n'aurons plus la maîtrise et les choses. C'est la ligne des plus grandes pentes.

Il y a une autre stratégie, celle de l'adaptation. Cela consiste à dire : il faut au fond courir plus vite face à ce monde qui bouge. Donc on va essayer de faire quelque chose sur l'écologie vaguement mais on doit s'adapter à cet ordre qui va plus vite, faire des réformes pour rattraper les autres simplement en essayant de ne pas vraiment changer, ne pas vraiment peser. C'est un scénario intermédiaire qui assez rapidement à mes yeux nous conduira au même résultat. Je pense même qu'il nous conduira au même résultat avec pour conséquence une réaction profonde, un rejet de notre population parce que nous ne sommes pas un pays qui aime s'adapter. Donc, parfois même le défaut de vouloir changer le monde pour ne pas nous adapter, mais nous n'aimons pas nous adapter. Je crois que la vocation de la France est ce qui correspond à la nécessité du temps présent, c'est d'essayer de peser sur cet ordre du monde avec les cartes qui sont les nôtres pour ne pas céder à quelques fatalités que ce soit, mais tenter de bâtir un ordre nouveau, dans lequel non seulement nous aurions notre place mais nos valeurs, nos intérêts au fond pourraient l'avoir.

Et donc, je ne crois qu'à une chose. C'est la stratégie de l'audace, de la prise de risque. Ce qui veut dire que tout ce que nous sommes en train de faire et tout ce que nous ferons ne réussira peut-être pas. Et il y aura beaucoup de

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr



Déclarations officielles de politique étrangère



commentateurs pour dire que cela ne réussit pas à certains moments. Ceci n'est pas grave. Ce qui est aujourd'hui mortel c'est de ne pas essayer compte-tenu de tout ce que je viens de dire. C'est la stratégie de l'audace, de la vision et c'est d'essayer de retrouver dans ce contexte qui caractérise profondément l'esprit français et au fond à mes yeux de refonder ce qui est profondément la civilisation européenne. Je crois que c'est cela ce qui doit être notre objectif dans notre pays, dans notre stratégie européenne et au niveau international. L'esprit français c'est un esprit de résistance et une vocation à l'universel. Un esprit de résistance, cela veut dire, ne pas céder à la fatalité ni à l'adaptation des choses et aux habitudes. Cela veut dire de considérer que quand les choses sont injustes, on peut parce qu'on se donne les moyens de le faire et donc qu'on se donne les moyens d'être plus forts, qu'on fait les réformes pour le faire, qu'on se redonne du muscle économique, productif. On arrive à faire bouger les choses mais on ne cède pas à l'ordre ambiant pour des bonnes raisons et qu'on arrive à retrouver ce que sont nos valeurs profondes. Et je crois que ce qui a toujours caractérisé l'Europe, ce qui est le fil rouge de notre vocation, c'est un véritable humanisme. Et je le dis parce que ce n'est plus une évidence. Et si nous allons dans le sens de plus grande pente et si nous continuons à voir le monde tel qu'il va et que je le décrivais, cet humanisme européen disparaîtra.

Les Etats-Unis d'Amérique sont dans le camp occidental mais ils ne portent pas le même humanisme. Leur sensibilité aux questions climatiques, à l'égalité, aux équilibres sociaux qui sont les nôtres n'existe pas de la même manière. Il y a un primat de la liberté qui caractérise d'ailleurs la civilisation américaine très profondément et qui explique aussi nos différences même si nous sommes profondément alliés. Et la civilisation chinoise n'a pas non plus les mêmes préférences collectives pour parler pudiquement, ni les mêmes valeurs. Nous sommes le seul espace géographique qui a mis l'homme avec un grand H au coeur de son projet à la Renaissance, au moment des Lumières et à chaque fois que nous avons eu à nous réinventer. Je crois que compte tenu de ces bouleversements, c'est cela le projet qui est le nôtre et qui doit être à nouveau le nôtre. Et donc, qui suppose sur les grandes questions économiques, industrielles, climatiques d'avoir cette démarche et cette exigence avec nous-mêmes et avec les autres. Et donc, d'avoir un projet éducatif, productif, social, écologique qui soit repensé dans notre pays. C'est ce que nous sommes en train de faire mais nous ne pouvons pas le faire seul parce que si vrai que le socialisme dans un seul pays ne fonctionne pas historiquement, l'humanisme dans un seul pays ne dure pas longtemps. Et il nous faut pouvoir l'irriguer en Europe et à l'international. Et c'est là où la cohérence de notre agenda doit se tenir. C'est ce projet humaniste qui est au coeur de l'agenda du gouvernement en réinvestissant sur l'humain par le projet éducatif, social et de santé en faisant les réformes qui nous permettent d'avoir un vrai projet productif et en ayant cette transformation écologique indispensable. C'est je crois très profondément ce qui doit nous animer. Et avec cela, de savoir collectivement retrouver et je prends ma part et je mesure le caractère inachevé de mon propos sur ce point. Mais il nous faut rebâtir sur cette base un récit collectif et un imaginaire collectif. C'est pour ça que je crois très profondément que le projet qui est le nôtre, il faut l'assumer comme un projet de civilisation européenne.

Le projet de civilisation européenne ne peut pas être porté ni pas par la Hongrie catholique, ni par la Russie orthodoxe. Et nous l'avons laissé à ces deux dirigeants par exemple, et je le dis avec beaucoup de respect, allez écouter des discours en Hongrie ou en Russie, ce sont des projets qui ont leurs différences mais ils portent une vitalité culturelle et civilisationnelle, pour ma part, que je considère comme erronée mais qui est inspirante. Et donc, il nous faut trouver à travers ce projet européen qui est je crois très profondément aussi un projet français une force d'inspiration pour notre peuple. C'est l'esprit de la Renaissance, c'est l'esprit des Lumières. C'est l'esprit très profond de cet humanisme français que nous avons à chaque fois porté, inventé et qu'il nous faut réinventer aujourd'hui. Cela veut dire quoi ?

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse

01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr

www.diplomatie.gouv.fr



Déclarations officielles de politique étrangère



Cela veut dire que tous les sujets que nous évoquons souvent ne doivent pas être simplement des sujets techniques. Ils doivent contribuer d'un imaginaire qu'il nous faut porter, d'un vrai projet de civilisation de cette nouvelle frontière et où on remet très profondément les femmes et les hommes au coeur de celui-ci. Je mesure évidemment l'ambition d'un tel projet. Mais je crois qu'il était important que je partage avec vous cette conviction aujourd'hui parce que c'est ça qui doit irriguer très profondément l'action qui est la nôtre et le continuum qui est le nôtre chaque jour. Et au fond, les nouvelles alliances qui sont les nôtres, ce projet-là suppose évidemment d'avoir une exigence en termes de dignité de l'homme. Ceux qui aujourd'hui dans le monde défendent les droits à la liberté au péril de leur vie tournent leurs regards vers nous. Et quand je parle d'un projet européen de civilisation et de ce projet français, c'est aussi cela ce que je veux dire. Nous avons retrouvé la sève de cette exigence et savoir partout dans le monde sans remettre en cause la souveraineté de quelque pays que ce soit.

Défendre la force et la vitalité des droits de l'homme qui se sont si affaiblis ces dernières années. Nous sommes revenus à ce que David Miliband, dans une conférence récente appelait l'âge de l'impunité. Il y a 20 ans, nous nous serions dits tous ici que les droits de l'homme avaient une espèce de course inarrêtable, que tout le monde allait venir mécaniquement à la démocratie aux mêmes valeurs que nous. Regardez la situation dans laquelle nous sommes. Dans des pays parfois en Europe, en matière de recul des droits, d'indépendance de la Justice, de menace sur les défenseurs des droits, regardez où nous sommes partout dans les théâtres de guerre. Donc notre responsabilité dans ce contexte et je crois dans cette capacité à revivifier l'esprit des Lumières, c'est d'être des acteurs essentiels pour porter une nouvelle exigence en termes de droits de l'homme, porter une nouvelle exigence pour que nos démocraties et nos valeurs soient partout défendues. Dans les théâtres d'opérations pour lutter contre l'impunité et défendre les civils et les humanitaires, pour défendre partout les défenseurs des droits, pour aussi oeuvrer comme nous l'avons fait encore ces dernières semaines pour un internet respectueux des démocraties, des libertés et des équilibres qui sont les nôtres. Mais défendre cette civilisation européenne, avoir cet objectif de porter cela chez nous et dans le monde suppose aussi dans notre action diplomatique très profonde d'avoir une ambition éducative, climatique, démocratique, de pouvoir repenser très profondément les équilibres de l'économie de marché comme nous avons commencé à le faire et d'avoir un agenda culturel qui constitue aussi le coeur de cette ambition et de cet esprit.

Pour y parvenir, je souhaiterais que, dans les prochains mois et dans la continuité de ce qui est fait depuis 2 ans, nous puissions collectivement agir autour de 5 axes prioritaires. Je ne couvrirai pas ici tous les champs géographiques et tous les sujets, ne m'en veuillez pas et ne considérez pas que le silence vaut désintéressement. Il vaut soucier de nos équilibres collectifs et j'ai peur déjà d'être trop long. Donc sachez que cette longueur ne vaudra toutefois pas exhaustivité, mais il y a 5 choses importantes que je voudrais vous dire après vous avoir rapidement expliqué comment je voyais cet ordre du monde et au fond notre objectif dans ce contexte.

La première chose, c'est que pour parvenir à cet objectif dans ce désordre, je crois que ce que nous devons faire très profondément, c'est jouer notre rôle, au fond, de puissance d'équilibre. Puissance d'équilibre, c'est d'acter que nous sommes une grande puissance économique, industrielle même si nous avons perdu, quand je regarde les dernières décennies, sur beaucoup de points, que nous avons à rebâtir et que nous devons rebâtir pour pouvoir rester cette puissance-là. C'est le coeur de notre agenda national et européen et nous sommes une puissance militaire et

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr



Déclarations officielles de politique étrangère



diplomatique qui demeure. Nous sommes en passe de devenir de manière indiscutable la première armée européenne par les investissements que nous avons décidés, par la loi de programmation militaire, par la qualité de nos soldats et l'attractivité de notre armée. Et aujourd'hui, en Europe, personne n'a cette vitalité et personne n'a décidé ce réinvestissement stratégique et humain. Ce qui est un point essentiel pour pouvoir peser. Et nous restons une grande puissance diplomatique, membre permanent du Conseil de sécurité, au coeur de l'Europe et au coeur de beaucoup de coalitions. Mais quand je dis que nous devons être une puissance d'équilibre, cela veut dire que nous devons en quelque sorte avoir la liberté de jeu, la mobilité, la souplesse. Nous ne sommes pas une puissance alignée. Je le dis ici avec beaucoup de force. Nous avons des alliés, nous sommes européens et nous devons travailler avec nos partenaires européens en les respectant. Nous avons des alliés dans chaque région du monde et nous avons un allié important que sont les Etats-Unis d'Amérique sur le plan stratégique et militaire. Mais pour le dire en termes simple, nous ne sommes pas une puissance qui considère que les ennemis de nos amis sont forcément les nôtres ou qu'on s'interdit de leur parler. Et je crois que c'est ça la force de la France. Et donc nous devons avoir notre propre stratégie parce que cette stratégie est au service de nos intérêts et, au fond, de notre utilité dans le concert du monde, comme l'ont montré encore les dernières semaines et les derniers jours. Ce rôle de puissance d'équilibre, c'est celui que nous devons jouer dans les grandes crises et les situations de conflit. Je ne veux pas tous ici les détailler.

Je parlerai de l'un d'entre eux : l'Iran. Nous l'avons vu ces derniers jours à Biarritz, en créant les conditions nécessaires à une désescalade. Le ministre des affaires étrangères et le ministre de l'économie et des finances impliqués aussi dans cette affaire ont conduit pendant 2 jours un travail extrêmement fin mais après plusieurs semaines, plusieurs mois d'initiatives, pour essayer non simplement de peser dans cette situation, mais construire les conditions d'une désescalade et d'une solution. Sur l'Iran, nous le savons bien, la France n'a pas été l'initiatrice de ce fameux JCPoA. Elle a même avec raison durci les conditions en 2015. Mais nous nous retrouvons dans cette situation ayant signé un traité. Celui qui l'avait initié décide d'en sortir. Et où, au fond, les divergences qui s'installaient entre nous pouvaient conduire à une escalade dans la région avec des résultats terribles. Je crois que notre rôle dans ce type de conflit, c'est d'une part de s'assurer de la cohérence des grandes puissances. Ce que nous avons fait lors de ce G7 en dégageant deux messages clairs pour la première fois assumés par tous. Nul autour de la table du G7 ne veut que l'Iran ne puisse jamais se doter de l'arme nucléaire et tous tiennent à la stabilité et la paix dans la région. Ce qui veut dire que tout le monde aussi s'abstiendra d'avoir des comportements qui puissent menacer cette paix et cette stabilité. Et de l'autre côté nous avons tenté d'agir pour faire venir davantage l'Iran à la négociation et éviter une désescalade liée à l'absence de discussions entre les deux principales parties. Nous avons obtenu des premiers résultats ; ils sont fragiles, il faut avoir beaucoup d'humilité, mais qui, dans la discussion bilatérale avec l'Iran permettent de voir un chemin possible avec des compensations économiques et financières, avec aussi des demandes additionnelles, et qui ont au moins permis à court terme une désescalade et les conditions possibles de rencontres utiles. Nous l'avons fait en lien avec le soutien de nos partenaires européens, et en jouant pleinement ce rôle de puissance d'équilibre. Et pour pouvoir jouer utilement ce rôle dans les grands conflits ou comme nous l'avons fait autour de la table du G7, il nous faut pouvoir pleinement décliner si je puis dire cette forme d'indépendance indispensable de notre diplomatie et d'autonomie stratégique, ce qui suppose de repenser en profondeur la relation avec quelques puissances. Alors je sais que, comme diraient certains théoriciens étrangers, nous avons nous aussi un Etat profond. Et donc parfois le président de la République dit des choses, se déplace et dit quelque chose, puis la tendance collective pourrait être de dire : "Il a dit ça enfin nous on connaît la vérité on va continuer comme on l'a toujours fait". Je ne saurais vous recommander de ne pas suivre cette voie. D'abord parce qu'elle est collectivement inefficace puisqu'elle décrédibilise la parole du président de la République et par voie de conséquence elle décrédibilise la parole de celles et ceux qui les représentent. Mais surtout elle nous enlève de la capacité à faire.

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr

Déclarations officielles de politique étrangère



Et donc dans cette capacité à repenser les grandes relations il y a notre relation avec la Russie. Je sais que beaucoup d'entre vous ont parfois fait leur carrière à conduire des dossiers où tout les a conduits à avoir de la défiance à l'égard de la Russie, parfois à juste titre. Et nous, nous avons structuré cette relation depuis au fond la chute du Mur de Berlin dans cette défiance par une succession de malentendus. Je n'ai aucune naïveté en voulant revisiter cette relation. Mais j'ai quelques évidences. Nous sommes en Europe, et la Russie aussi. Et si nous ne savons pas à un moment donné faire quelque chose d'utile avec la Russie, nous resterons avec une tension profondément stérile. Nous continuerons d'avoir des conflits gelés partout en Europe. Nous continuerons à avoir une Europe qui est le théâtre d'une lutte stratégique entre les États-Unis d'Amérique et la Russie. Et au fond à voir les conséquences toujours de la guerre froide sur notre sol, et nous ne créerons pas les conditions du projet profond de recréation de la civilisation européenne que j'évoquais tout à l'heure. Parce qu'on ne peut pas le faire sans repenser notre lien avec la Russie très profondément, très profondément. Je pense en plus que pousser la Russie loin de l'Europe est une profonde erreur stratégique parce que nous poussons la Russie soit à un isolement qui accroît les tensions, soit à s'allier avec d'autres grandes puissances comme la Chine, qui ne serait pas du tout notre intérêt. Dans le même temps il faut bien le dire nos relations se sont structurées et ont documenté la défiance. Les attaques sur le plan cyber, déstabilisation démocratique, un projet russe aujourd'hui qui est profondément conservateur et opposé au projet de l'Union européenne, assumé. Et tout ça au fond s'est noué dans les années 90 et 2000 lorsqu'une série de malentendus se sont joués et lorsque sans doute l'Europe n'a pas joué une stratégie propre et a donné le sentiment d'être le cheval de Troie d'un Occident dont le but final était de détruire la Russie et où la Russie a construit son imaginaire dans la destruction de l'Occident et donc l'affaiblissement de l'Union européenne. Nous en sommes là. On peut le déplorer, on peut rester dans cette guerre de position, ce n'est pas notre intérêt profond. Notre intérêt non plus n'est pas d'être d'une faiblesse coupable à l'égard de la Russie et de considérer qu'il faudrait oublier tous les désaccords, les conflits passés, et se mettre à se réembraser, non. Mais je pense qu'il nous faut repenser cette grammaire très profondément. Je crois qu'il nous faut construire une nouvelle architecture de confiance et de sécurité en Europe, parce que le continent européen ne sera jamais stable, ne sera jamais en sécurité, si nous ne pacifions pas et ne clarifions pas nos relations avec la Russie. Ce n'est pas l'intérêt de certains de nos alliés, soyons clairs avec ce sujet. Certains d'ailleurs nous pousseront toujours à avoir plus de sanctions, parce que c'est leur intérêt. Quand bien même ce sont nos amis. Mais ce n'est pas le nôtre très profondément. Et je crois que pour arriver à l'objectif que je viens d'évoquer, qui est celui de rebâtir un vrai projet européen dans ce monde qui risque la bipolarisation, réussir à faire front commun entre l'Union européenne et la Russie penser au fond ces cercles concentriques qui sont en train de structurer l'Europe jusqu'à une relation nouvelle avec la Russie, est indispensable. Et donc il nous faut pour cela et c'est ce que j'ai dit au président Poutine la semaine dernière à Brégançon, avancer pas à pas. Vous aurez chaque jour des preuves de ne pas aller dans ce sens. Il y en aura chaque jour parce que les acteurs de part et d'autre essaieront chaque jour de menacer ce projet, y compris côté russe, parce qu'il y a beaucoup d'acteurs dans les services, dans les forces économiques, qui essaieront des attaques, des provocations et essaieront de fragiliser cette voie. Nous devons être intraitables lorsque notre souveraineté ou celle de nos partenaires est menacée. Mais il nous faut stratégiquement explorer les voies d'un tel rapprochement et y poser nos conditions profondes. Il s'agit de sortir des conflits gelés sur le continent européen, il s'agit de repenser ensemble la maîtrise des armements conventionnels, nucléaires, biologiques et chimiques, parce que regardez la situation dans laquelle nous sommes plongés. Nous sommes dans une Europe où nous avons laissé le sujet des armements à la main de traités qui étaient préalables à la fin de la guerre froide entre les États-Unis et la Russie. Est-ce que c'est ça une Europe qui pense son destin, qui construit ? Pour ma part je ne crois pas donc il faut avoir ce dialogue avec la Russie. La fin du traité FNI nous oblige à avoir ce dialogue parce que les missiles reviendraient sur notre territoire.

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr

Déclarations officielles de politique étrangère



Troisième sujet, il nous faut ensemble penser à une stratégie spatiale. D'ailleurs dans notre histoire nous avons su le faire et sur le sujet spatial, que je sache, nos principaux alliés ne sont pas américains. Il nous faut ensemble penser une stratégie sur le cyber, nous en sommes très loin. Aujourd'hui les attaques sont quotidiennes mais il faut pouvoir s'en exposer sur la place publique sans naïveté, échanger sur ce point, sans relâche essayer de reconstruire un agenda de confiance. Et il nous faut aussi avoir une vraie discussion stratégique pour bâtir les conditions d'une souveraineté technologique, je le crois très profondément, sur le plan industriel lato sensu. Rien de tout cela n'est évident, rien de tout cela n'est facile et vous aurez chaque jour les preuves pour ne pas aller en ce sens. Je vous demande de ne rien céder aux provocations, de toujours défendre nos intérêts, notre souveraineté, de rester fort, mais je crois très profondément qu'il nous faut aussi profondément rebattre les cartes dans un dialogue franc et exigeant avec la Russie. Et je veux que nous jouions cet axe parce qu'il est indispensable pour réussir à obtenir des résultats et une vraie stratégie européenne. C'est ce que feront les ministres de l'Europe et des affaires étrangères et la ministre des Armées lorsqu'ils se rendront dans quelques jours à Moscou pour reprendre le dialogue 2+2. C'est ce que nous poursuivons par un dialogue constant avec le président Poutine et nous allons mettre en place ce groupe de travail pour avancer sur cette architecture commune. Et évidemment l'un des sujets décisifs pour pouvoir avancer en ce sens c'est notre capacité à avancer sur le conflit russo-ukrainien, donc la mise en oeuvre des accords de Minsk. À ce titre, les discussions récentes ont permis de voir des avancées concrètes qui nous conduiront avec la Chancellerie à proposer pour les prochains jours un nouveau sommet en format Normandie. J'imagine le doute qu'il peut y avoir quand peut-être certains ou certaines d'entre vous m'écoutent, mais je vous demande d'avancer sur cette voie, encore une fois sans naïveté, mais parce que je crois profondément que c'est la bonne.

Et s'il fallait achever la démonstration je vous demanderais de vous interroger collectivement sur la stratégie que peut avoir la Russie pour elle-même. Regardez ce grand pays, il a retrouvé des marges de manoeuvre par nos faiblesses. Depuis cinq ans la Russie a pris une place inédite dans tous les grands conflits, elle a pris une place inédite parce que les Etats-Unis d'Amérique, la Grande-Bretagne et la France ont été faibles. On avait mis des lignes rouges, elles ont été franchies, nous n'avons pas agi. Ils ont très bien compris, ils ont avancé et donc on ne peut pas ostraciser en étant faible : il faut choisir une logique. Et ce n'est pas notre intérêt d'aller dans une logique du fort avec notre voisin. La Russie a maximisé dans le contexte actuel tous ses intérêts : elle est revenue en Syrie, elle est revenue en Libye, elle est revenue en Afrique, elle est dans tous les sujets de crise par nos faiblesses ou nos erreurs. Mais est-ce que cette situation est durable ?

Je ne le crois pas et si j'étais à la place des Russes, ce qui est toujours la question que nous devons nous poser, je m'interrogerai parce que cette grande puissance qui investit beaucoup sur son armement, qui nous fait si peur a le produit intérieur brut de l'Espagne, a une démographie déclinante et un pays vieillissant, et une tension politique croissante. Est-ce que vous pensez que l'on peut durer comme cela ? Je pense que la vocation de la Russie n'est pas d'être l'alliée minoritaire de la Chine et donc nous devons aussi savoir par ce dialogue exigeant et les conditions que nous poserons, offrir à un moment donné une option stratégique à ce pays qui va immanquablement se la poser, immanquablement, et c'est à nous de le préparer et de savoir avancer sur ce point.

Notre rôle ensuite de puissance d'équilibre doit aussi s'exercer en Asie. La Chine a changé, le monde avec elle et nous

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr



Déclarations officielles de politique étrangère



devons construire le partenariat euro-chinois du 21ème siècle. Et notre pays au sein de l'Europe, avec l'Allemagne et le Royaume-Uni, a un rôle historique à jouer en la matière. Alors sur ce point aussi nous avons posé ces derniers mois des jalons importants, en particulier lors de la visite du président chinois à Paris où pour la première fois nous avons assumé d'avoir un dialogue franc, sincère, constructif mais d'assumer aussi une stratégie européenne. La Chine a un véritable génie diplomatique pour jouer de nos divisions et nous affaiblir. C'est pourquoi j'ai voulu pour la première fois inviter la Chancelière Merkel et le président Juncker à cette visite, et nous avons pour la première fois eu un véritable agenda stratégique pas simplement franco-chinois mais aussi sino-européen. Et je pense qu'il est indispensable d'intégrer systématiquement cette approche européenne en travaillant selon trois axes prioritaires : un agenda économique et commercial qui s'inscrit dans le cadre multilatéral mais qui permet d'acter des résultats complets en particulier en matière de réciprocité, ce mot est souvent interdit dans ce contexte, mais enfin il est une réalité, nos entreprises le savent ô combien et nous avons sur plusieurs sujets du nucléaire civil à l'aéronautique en passant par l'agroalimentaire des intérêts à défendre ; un agenda multilatéral centré sur le climat et la biodiversité, et la Chine est devenue notre allié sur cet agenda multilatéral, profondément en changeant la donne de manière inédite. Le pacte, cette coalition pour la neutralité carbone 2050, a connu un moment inédit lorsqu'en marge du sommet d'Osaka les ministres des affaires étrangères ont signé un document stratégique où la Chine s'est engagée avec nous sur cet agenda où quelques semaines plus tôt nombre d'Européens doutaient encore ; et enfin un agenda eurasiatique qui permette une meilleure convergence entre l'initiative chinoise des nouvelles routes de la soie et la stratégie européenne de connectivité. Cette construction elle doit se faire dans le respect, l'exigence. Nous respectons les intérêts et la souveraineté de la Chine, mais la Chine doit elle aussi respecter pleinement notre souveraineté et notre unité, et sur ce plan la dynamique européenne est essentielle.

Nous avons commis des erreurs profondes il y a 10 ans sur ce sujet. L'Europe, dans le traitement qu'elle a eu de la crise économique et financière, a poussé plusieurs Etats à des privatisations forcées sans option européenne et a décidé elle-même méthodiquement de réduire sa souveraineté en livrant nombre d'infrastructures essentielles en Europe du Sud aux Chinois. On ne va pas reprocher aux Chinois d'avoir été intelligents, on peut se reprocher d'avoir été stupide. Ne poursuivons pas cette logique. Je vous demande également de vous mobiliser pleinement pour construire une stratégie française dans l'axe indopacifique, et c'est le complément de cette stratégie chinoise. Si nous voulons être respectés de la Chine il faut d'abord avoir une approche européenne, ce que je viens de dire, mais il faut peser aussi avec les puissances de la région. C'est indispensable. Ce qui veut dire qu'il nous faut jouer d'abord comme nous puissance indopacifique : la France a plus d'un million d'habitants dans cette région à travers ses territoires ultramarins, nous avons plus de 8 000 soldats, nous sommes l'une des principales puissances maritimes de cette région, parmi les seuls à faire des vraies opérations militaires en mer de Chine, et sur ces océans. Et nous l'avons sous-exploité à tous égards jusqu'alors. Et donc il nous faut revisiter cette région d'abord en actant que nous sommes une puissance de celle-ci, mais en développant une alliance si je puis dire complémentaire, non confrontationnelle mais complémentaires de cette relation avec la Chine par cette taxe indopacifique. J'ai pu annoncer l'année dernière en Inde puis en Australie, nos partenaires sont l'Inde, l'Australie, le Japon, l'Indonésie, Singapour sur ce sujet, chacun sur des axes différents selon des logiques qui sont complémentaires. Mais nous devons traduire cet agenda indopacifique de manière stratégique. Nous l'avons décliné sur le plan militaire et nous devons encore le renforcer, mais la ministre lors de la rencontre de Shangri-La a pu le présenter il y a quelques mois. Nous devons maintenant le décliner pleinement sur le plan diplomatique aussi en réallouant nos forces qui ne sont pas adaptées à cet agenda : notre aide publique au développement, nos investissements dans le monde où cette zone n'a pas toujours été la plus privilégiée et nous n'avons pas relié si je puis dire tous les agendas entre eux. Mais je souhaite aussi que nous puissions le décliner sur le plan économique, climatique et technologique. Nous avons dans cette zone des partenaires

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr

Déclarations officielles de politique étrangère



climatiques essentiels parce que nous avons beaucoup d'Etats vulnérables. Nous avons aussi des partenaires sur un des défis qui est important et j'y reviendrai tout à l'heure rapidement qui est le défi technologique. Si nous voulons réussir sur la souveraineté technologique et celle des connexions nous devons jouer sur l'axe indopacifique. La souveraineté des câbles sous-marins comme celle des technologies 5G et autres se construira aussi par ces alliances géographiques parce que vous avez là nombre d'Etats qui n'ont qu'une peur : avoir des câbles sous-marins contrôlés par les Chinois et avoir des technologies qui ne sont que chinoises. Nous sommes des alliés pour cette stratégie et ils ont à cet égard une vraie complémentarité et une synergie d'agenda avec l'Europe. Et donc cet axe indopacifique a beaucoup de synergie avec ce que nous voulons faire au niveau national et au niveau Européen. Voilà quelques-uns des grands axes géographiques qui à mes yeux nous permettent de constituer cette puissance d'équilibre au-delà de la gestion des crises que j'évoquais.

La deuxième priorité c'est de travailler à la construction d'une souveraineté européenne. J'ai plusieurs fois souligné ce point. Il est au coeur du projet Européen que je partage avec beaucoup dans cette salle. Cette souveraineté Européenne n'est pas un vain mot. Je crois que nous avons très longtemps commis l'erreur de laisser le mot de souveraineté aux nationalistes. Souverainisme est un joli mot. Il renvoie à ce qui est au coeur de notre démocratie et notre République, c'est le fait qu'à la fin, celui qui est souverain, c'est le peuple. C'est lui qui décide. Mais si nous perdons la maîtrise de tout, cette souveraineté ne mène à rien. Et c'est une aporie démocratique qui consiste à ce que le peuple puisse souverainement choisir des dirigeants qui n'auraient plus la main sur rien. Et donc, la responsabilité des dirigeants d'aujourd'hui c'est de se donner aussi les conditions d'avoir la main sur leur destin, l'avenir de leurs peuples pour pouvoir être responsable et agir.

L'Europe, ces dernières décennies s'est construite comme un espace formidable d'ouverture, d'amitié, de paix et de délitement de la souveraineté. Nous sommes le marché le plus ouvert, le plus naïf. Bienveillant, mais contrairement à ce que parfois certains de mes amis que je fréquentais hier peuvent dire : nous ne sommes pas l'espace le plus fermé sur le plan commercial, loin de là ni sur tous les autres supports. Et nous avons oublié le fil de notre souveraineté au niveau européen. Nous n'avons pas oublié au niveau national sur le plan militaire, sur le plan économique ou autre mais nous devons le repenser au niveau Européen, très profondément parce qu'il n'y a qu'au niveau européen qu'on puisse le bâtir sur beaucoup de sujets. Qu'il s'agisse du sujet numérique, du sujet climatique et bien d'autres. Cette souveraineté européenne doit passer par un agenda ambitieux qui est au coeur d'ailleurs de ce que la présidente de la Commission européenne a repris de notre projet dans son discours devant le Parlement européen et de ce que nous avons à bâtir pour les 5 ans à venir.

Et cet agenda de souveraineté européen doit à mes yeux aussi inclure très profondément la Grande Bretagne. Quelle que soit l'issue du Brexit, il est indispensable que nous continuions à penser notre souveraineté avec la Grande-Bretagne. Sur le plan militaire, sur le plan stratégique, sur tous les sujets. Il y a évidemment la défense de nos intérêts à court terme, les règles qui doivent être respectées, la souveraineté et l'unité de l'Europe. Mais là aussi, l'histoire et la géographie ont leurs réalités. Une forme de déterminisme. Et donc, nous devons l'inclure dans cette réflexion.

Mais la souveraineté européenne est indispensable à penser. D'abord, sur le sujet de la Défense. Regardez le chemin

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr

Déclarations officielles de politique étrangère



accompli depuis 2 ans. Depuis les années 50, nous n'avions pas avancé sur la défense européenne. C'était même un interdit, voire un impensé. Nous pouvons avoir plus de souveraineté en matière de défense sans d'ailleurs rien renier de notre souveraineté nationale et de notre autonomie stratégique et opérationnelle. Nous avons constitué une coopération renforcée en matière de défense, un fonds européen de défense et une initiative européenne d'intervention. Que n'ai-je entendu quand il y a 2 ans, quasiment jour pour jour, à la Sorbonne, j'ai proposé cette initiative européenne d'intervention. Fadaïses, folie française, il n'y arrivera jamais. Je vous le dis pour documenter mon incitation à l'audace. Eh bien, l'initiative européenne d'intervention, elle a été signée le 14 juillet dernier. Vous aviez, pour notre fête nationale, les Etats signataires autour de la table à la tribune devant nos concitoyens et nos armées et autour de la table ici. La Grande Bretagne était là, l'Allemagne, tous les signataires. Chose que je vous demande de mesurer. La Finlande, comme l'Estonie. La Grèce veut aujourd'hui entrer. Qu'est-ce que ça veut dire ? Cela veut dire que les Etats européens qui étaient jusqu'alors les plus nerveux sur les sujets de défense, qui parfois n'avaient conçu leur protection que pour les uns dans un rapport particulier avec la Russie. Pour les autres que dans une relation à l'OTAN considèrent que l'Europe va redevenir souveraine sur le plan de la défense. Ce n'est pas une initiative qui vise à remettre en cause l'OTAN mais elle est complémentaire de celle-ci très profondément parce qu'elle nous redonne là aussi de la marge de manoeuvre et de l'autonomie stratégique. Je crois que cette souveraineté sur le plan militaire est indispensable y compris dans le contexte de tension sur le contrôle des armements que j'évoquais tout à l'heure.

La souveraineté, c'est celle aussi que nous devons repenser à nos frontières. Je viens de dire un mot parce que j'ai évoqué tout à l'heure les sujets démographiques et migratoires. Nous devons être mieux capables de protéger nos frontières. Et là-dessus, je demande aussi votre mobilisation extrêmement forte. En effet, l'Europe vit depuis 2015 une crise migratoire inédite dont d'ailleurs les prémices sont profondément différentes entre 2015 et aujourd'hui. Crise géopolitique au Levant d'abord, déséquilibres profonds en Afrique et crise libyenne. Aujourd'hui, il nous faut sortir de la gestion des urgences à répétition en matière de migration. Nous devons mettre en place un mécanisme soutenable de débarquement sur la base de ce que nous avons acté à Paris, en juillet avec le HCR et le OIM par un travail là aussi des ministres des affaires étrangères et de l'intérieur. Indispensable. Nous devons reprendre rapidement aussi le filtre que nous avons engagé à Paris dès le mois d'août 2017 et qui a permis des résultats. Un dialogue structuré entre les pays européens et les pays de la rive sud de la Méditerranée pour poursuivre quatre objectifs principalement : prévenir les départs et accélérer les retours de ceux qui n'ont pas vocation à venir en Europe et après bénéficier de la protection asilaire. Intensifier la lutte contre les trafics d'êtres humains qui est le coeur d'une bataille qu'on doit avoir et qu'on oublie souvent dans nos débats. Ouvrir des voies d'accès directement depuis les pays tiers pour ceux qui ont droit à notre protection et éviter que ceux qui ont droit à l'asile ne prennent tous les risques et puissent bénéficier de cette protection au plus près de leur pays et permettre à ceux qui sont pris au piège en Libye de pouvoir rentrer dans leur pays d'origine avec le soutien de l'Organisation internationale des migrations, de l'Union africaine et de l'Union européenne. On a su faire un peu ça lors de la crise de la fin de l'année 2017. Mais nous ne savons pas le faire dans la durée. Et je dois le dire, c'est un peu notre faute collectivement. Là aussi, nous avons une forme, nous avons des convictions profondes, administratives, aussi bien au ministère de l'intérieur qu'au ministère des affaires étrangères qui fait qu'on a tendance à ne pas vouloir bouger sur ces sujets-là. Il y a toutes les théories, celle de l'appel d'air, celle de ... il faut revoir tous ces dogmes. Cela, je le dis depuis l'été 2017. Et nous-mêmes, nous ne le faisons pas. Je vais moi-même intensifier mon implication sur ce sujet parce que je considère que ce n'est pas de notre intérêt de ne pas bouger sur ce point. Je le dis dans un contexte où la France est en train de devenir le premier pays européen de demandes d'asile. Ne soyons pas naïfs. Ce n'est pas les gens qui prennent le bateau en Libye notre problème. Ce n'est pas ces scènes inacceptables sur le plan humanitaire que nous vivons. Ce sont tous les gens qui rentrent par tous nos

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr



Déclarations officielles de politique étrangère



voisins Européens, qui ont déjà commencé à demander ailleurs l'asile et qui viennent parce que nous sommes un pays assez mal organisé sur ce plan, auquel nous ne sommes pas assez ni efficace ni humain. Nous devons intensifier là-dessus très profondément notre travail.

Très rapidement, cette souveraineté européenne, au-delà de ces deux sujets qui sont les frontières et la défense, nous devons la penser, l'organiser, pour rebâtir une vraie souveraineté industrielle et climatique. Et je dis à dessein ces deux mots. L'Europe a été formidable pour penser une stratégie concurrentielle. Très utile pour créer plus d'innovation, plus de concurrence, protéger les consommateurs. Et il ne faut pas perdre cette qualité. Mais nous n'avons plus pensé notre stratégie industrielle. Et nous avons construit les éléments de notre dépendance, industrielle technologique sur beaucoup de sujets. Il nous faut donc dans la stratégie à venir, pouvoir repenser cette stratégie industrielle qui se lie d'ailleurs à l'agenda climatique. Parce que l'industrie de demain ne sera que compatible avec cet agenda. C'est-à-dire une Europe qui investit dans la recherche et l'investissement beaucoup plus massivement et en particulier dans les nouveaux secteurs industriels qui rebâtissent des règles de concurrence qui sont compatibles avec cette souveraineté industrielle et qui considèrent qu'on doit regarder les champions au niveau d'un marché pertinent qui est devenu un marché mondial dans tous ses secteurs et une Europe qui décide d'avoir une vraie stratégie climatique ou industrielle et donc qui met un vrai prix du carbone suffisamment élevé pour inciter à la transition que mènent nos acteurs et un vrai tarif aux frontières pour éviter la concurrence déloyale d'acteurs qui ne jouent pas la même transition. Pendant trop longtemps, nous avons joué divisé sur ce sujet. Il est indispensable de retrouver cette souveraineté. Si on veut demain continuer à avoir une vraie souveraineté sur ces sujets, continuer à produire nos centrales, nos services climatiques environnementaux, nos avions et nos technologies de défense et toute notre industrie. C'est indispensable. Et dans cette stratégie-là, je mets évidemment la souveraineté technologique qu'il nous faut poursuivre. Sur la 5G, quel est notre choix ? Choisir entre une technologie américaine ou chinoise ? Je pense très profondément que nous devons défendre une vraie souveraineté européenne sur ce point sans stigmatiser qui que ce soit. C'est ce que nous avons décidé au niveau français par des choix que le Premier ministre a fait avec les ministres pour pouvoir décider que dans certains secteurs technologiques les plus sensibles il nous fallait maîtriser les composants et pour éviter qu'il y ait une trop grande dépendance de nos opérateurs de télécommunications à certaines technologies. Nous avons ce faisant déclenché un véritable mouvement au niveau européen. Chez nos partenaires qui ont reconsidéré certaines de leurs exigences. Il nous faut maintenant bâtir une vraie stratégie et des acteurs au niveau Européen.

C'est aussi une souveraineté économique et financière qu'il nous faut repenser. Je parlais de l'Iran tout à l'heure. On peut continuer fièrement à défendre notre agenda iranien. Pourquoi nous trouvons-nous dans cette situation ? Parce qu'il y a une extraterritorialité de fait du dollar. Parce que nos entreprises, même quand nous décidons de les protéger, d'avancer, elles dépendent du dollar. Je ne suis pas en train de dire qu'il faut lutter contre le dollar, mais il faut construire une vraie souveraineté économique et financière de l'euro. Et là aussi, nous avons été trop lents. Et ce sur quoi nous devons nous battre, c'est véritablement un renforcement, une intégration plus grande de la zone euro, une intégration plus grande des marchés financiers de la zone euro et des acteurs, et une capacité à bâtir tout ce qui construit véritablement une souveraineté financière et monétaire. Nous n'en sommes pas encore là. Et c'est indispensable. C'est aussi une souveraineté numérique qu'il nous faut bâtir. Nous avons beaucoup avancé sur ce point, beaucoup, avec un règlement inédit au niveau européen, protégeant les données individuelles, qui d'ailleurs a été repris par plusieurs amis. Il nous faut aller encore plus loin. Poursuivre la réflexion en termes de fiscalité et de protection des données. Et l'Europe est le bon niveau.

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr

Déclarations officielles de politique étrangère



C'est aussi une souveraineté culturelle qui est indispensable pour mener le projet que j'évoquais tout à l'heure. Nous avons, avec succès, défendu les droits d'auteurs mais nous portons un projet bien plus profond pour le patrimoine européen, pour la culture et le savoir européen, ce que nous avons lancé sur les universités et ce que nous avons déclenché pour la circulation des oeuvres d'art et des grands projets culturels européens est indispensable, parce que c'est par ce truchement que nous pouvons retrouver la force et l'inspiration du projet que j'évoquais tout à l'heure. Et c'est aussi un élément de souveraineté. Parce que la souveraineté touche à l'imaginaire européen. Et c'est considérer que les romans, les rêves que nos concitoyens ont le droit d'avoir, de lire, de partager, les films, les spectacles doivent pouvoir relever d'un imaginaire qui est le nôtre, d'artistes qui sont les nôtres et pas simplement d'avoir le choix contre des produits d'importation et des imaginaires qui n'ont pas nos racines profondes. Cette stratégie, je crois qu'elle est absolument indispensable et elle doit aussi conduire à travailler ensemble et réinvestir le sujet de la souveraineté linguistique en Europe. Je ne reviendrai pas ici sur le sujet de la Francophonie que j'ai longuement développé en particulier au mois de mars 2018 à l'Académie française. Mais cette stratégie, nous devons la voir partout dans le monde, mais la réinvestir sur le plan européen est indispensable. Nous avons le sens du paradoxe. Mais si au moment du Brexit nous décidions que pour toujours l'anglais serait la seule langue de travail européen, ce serait étrange. Je pense que nous avons là une véritable carte à jouer qui consiste à réinvestir de l'éducation aux forums de discussion, un véritable travail. Pour réussir cette stratégie européenne. Cette stratégie de souveraineté qui vous le voyez combien est complémentaire de cette stratégie de puissance d'équilibre.

Ce que je vous demande aussi c'est de réinvestir le travail bilatéral. J'ai parfois été frappé de voir que l'Europe avait été en notre sein, laissée aux spécialistes. Il en faut et ils sont d'immenses qualités. Mais il nous faut réussir à trouver cette articulation entre évidemment l'indispensable travail interministériel sur les sujets européens qui irriguent notre quotidien et qui doit être coordonné. Il l'est par les services du Premier ministre. Mais je pense qu'il faut aussi réinvestir le dialogue bilatéral. Il est complémentaire du dialogue communautaire. Il est complémentaire parce qu'il nous redonne des marges de manoeuvre. Je me permets de vous le dire parce que c'est ce que j'ai tenté de faire depuis 2 ans. J'ai fait 20 déplacements bilatéraux parmi les pays de l'Union européenne en 2 ans. Je suis parfois revenu dans des pays qui n'avait plus été visité par des présidents depuis 15, 20 ans. C'est fou. Et réinvestir l'action bilatérale, c'est retrouver parfois qu'on a désinvesti cette relation sur ou le plan politique, ou plan culturel, souvent éducatif parce que le français recule dans beaucoup de ces pays, etc, mais c'est surtout se redonner des marges de manoeuvre dans le jeu européen. Parce qu'on arrive à trouver des alliances autour de la table du conseil quand on n'a réinvesti la relation bilatérale. Et je dois bien dire que l'Allemagne a été beaucoup plus efficace que nous durant les 15 dernières années sur ce sujet. Donc, nous devons parler avec tous les groupes. On doit réinvestir le dialogue avec les Etats Baltes, les Etats de l'Est, le groupe de Visegrad, les pays de la rive sud de la Méditerranée et je pense que c'est un élément indispensable sur lequel je vous demande de vous réengager très profondément.

Je pense aussi que nous devons réussir, j'y reviendrai en conclusion mais à réinvestir tous les sujets techniques avec un angle diplomatique. C'est une des grandes difficultés de notre travail diplomatique contemporain. Les sujets se technicisent. Et donc, quand les sujets se technicisent, le risque, c'est qu'on perde la vision d'ensemble. Et donc, qu'il ne soit mené que par les techniciens de certains ministères ou parfois que par des gens qui sont moins techniciens et donc les connaissent moins. Et donc, le risque, c'est le risque du hiatus, pardon de rentrer dans la cuisine mais c'est quand même ainsi qu'on construit des résultats utiles. Quand on parle des sujets numériques. Si c'est un diplomate

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr

Déclarations officielles de politique étrangère



généraliste qui les traite, il est moins efficace qu'un expert du numérique. Et on a essayé les deux sujets, je peux vous le dire, il n'y a pas photo. Par contre, si ce n'est qu'un expert du numérique qui traite dans son coin dans la filière numérique, il perd de vue la grande vision diplomatique et les intérêts qui sont les nôtres. Donc, il faut qu'on arrive à marier ces compétences de façon utile. Et je pense que sur le sujet européen, c'est indispensable. Et c'est comme ça que nous pourrions réinvestir des sujets sur lesquels nous avons perdu beaucoup de terrain, qui sont les sujets des standards européens, des normes et de ce qui permet de définir aussi ces éléments de souveraineté.

Et je vous demanderai enfin sur l'Europe de réinvestir géographiquement les Balkans occidentaux. J'ai fait au mois de juillet un déplacement en Serbie, où quelques-uns d'entre vous m'ont accompagné. Je crois que la dernière visite présidentielle datait de 2001. C'est fou ! Et quand je regarde ce qu'on investit par exemple sur le plan culturel, on y investit sur le plan public beaucoup moins que dans des Etats beaucoup moins stratégiques et beaucoup plus éloignés que nous alors que nous sommes attendus formidablement. Et avoir une stratégie européenne, c'est aussi penser les frontières de l'Europe. Nos marges, nos voisins et des pays qui plus est nous aiment profondément et où nous devons réinvestir pour ne pas laisser des puissances non européennes faire le jeu à notre place. Sinon les Balkans occidentaux seront décidés entre les Etats-Unis, la Russie et la Turquie. Là aussi, l'Allemagne a une pensée et je dois le dire, plus efficace et stratégique que nous. Je souhaite qu'on puisse réallouer les moyens et de l'efficacité sur ce sujet.

Troisième priorité sur laquelle je voulais revenir avec vous, c'est de construire un partenariat renouvelé avec la Méditerranée et l'Afrique. Je ne couvrirai pas, je vous rassure toutes les aires géographiques mais je veux couvrir quelques points où j'avais pu moins parler les deux fois précédentes où je souhaitais aller plus loin aujourd'hui. C'est au fond notre politique de voisinage stratégique ce partenariat. Mais il est indispensable là aussi de la poursuivre, de la relancer. Je ne reviendrai pas ici ni sur la Syrie ni sur la Libye. Je l'ai évoqué longuement en conférence de presse hier. Nous travaillons étroitement sur ces sujets de crise qui sont évidemment notre, notre quotidien. Nous sommes profondément engagés. Il était au coeur de ce G7 et de ce que j'ai pu également en dire, pas plus que je ne reviendrai ici devant vous sur le processus de paix au Proche-Orient. Le travail sur ce sujet simplement je le dis, doit profondément se poursuivre et être relancé.

Pourquoi je n'ai pas décidé de prendre d'initiatives ? Parce que je pense que les conditions ne sont pas remplies sur le territoire. Je pense que les initiatives qui viennent du bout du monde ont généralement peu de succès. Mais je suis aussi convaincu d'une chose, c'est que le statu quo ne fonctionne pas et qu'il n'est pas soutenable. Nous avons sur ce sujet et je l'ai réitéré à plusieurs reprises, des convictions, une position de la France qui n'a jamais été démentie. Je pense qu'avec quelques-uns de nos alliés, il va nous falloir travailler là aussi de manière innovante pour trouver une solution utile et nous n'y sommes pas. Je voulais simplement ici parler rapidement de la rive sud de la Méditerranée et de l'Afrique sur ce partenariat. Nous avons en effet avec la rive sud et la Méditerranée des liens historiques civilisationnels, culturels très profonds. Et l'Europe ne peut pas réussir et la France au premier chef, si nous ne repensons pas et revisitons pas ces liens. On ne parle plus aujourd'hui de la Méditerranée qu'à travers le sujet des migrations, ce scandale humanitaire que j'évoquais, où les sujets de protection sur lesquels nous devons nous organiser. Là aussi, c'est le risque d'un affaiblissement géopolitique et domestique. Car quand on parle de la rive sud de la Méditerranée comme de l'Afrique, on parle aussi de fait, de la France. J'ai été amenée à le redire lors des commémorations du mois d'août. La France a une part africaine en elle parce que des combattants de ce continent ont sauvé notre pays et notre liberté. Et nos destins sont liés, même s'ils sont aussi liés par des pages sombres et des

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr

Déclarations officielles de politique étrangère



blessures. Alors au Maghreb aujourd'hui, bien évidemment, nous sommes attentifs aux situations, aux messages portés par le peuple algérien, à la situation éminemment sensible aujourd'hui en Tunisie. J'ai eu l'occasion lors des obsèques du Président Essebsi de combien nous étions aux côtés du peuple et de la nation tunisienne dans ce moment critique. Toujours dans le respect de leur souveraineté et de l'amitié qui nous tient ensemble. Il nous faut pouvoir réinvestir ce lien là aussi de manière nouvelle, équilibrée. Sans les oripeaux ni du colonialisme ni de l'anticolonialisme. Et je crois très profondément que ça peut passer par un dialogue plus vivant entre nos sociétés civiles. C'est pourquoi j'avais souhaité à Tunis annoncer ce sommet des deux rives et donc un dialogue entre les sociétés civiles, universitaires, académiques, entrepreneuriales, et bien sûr les gouvernements, pour essayer que les choses recirculent à la fois entre nos deux rives, compte-tenu des liens qui sont les nôtres, mais aussi sans doute entre les pays de la rive Sud. Parce ce qui doit nous frapper aujourd'hui c'est que le Maghreb n'est plus une réalité géopolitique, que les divisions sont très profondes entre ces pays, ce qui les fragilise et les bloque dans leur propre développement. Nous avons tenu un premier sommet à Marseille en juin dernier et je souhaite que nous puissions poursuivre collectivement ce travail et que toutes et tous vous puissiez être très profondément engagés en allant chercher ce qui partout dans ces sociétés civiles, ces intellectuels, ces artistes peuvent irriguer un nouveau dialogue. Je dois vous dire que j'ai été frappé à Marseille en juin dernier de voir la vitalité de ce dialogue quand certains de ces pays avaient joués le jeu. Il y avait une jeunesse libyenne, tunisienne, mauritanienne en particulier, extraordinairement inspirante et nous proposant d'ailleurs des coopérations, des liens auxquels nul n'avait pensé et qu'on n'entend pas dans le dialogue intergouvernemental. Et donc je crois que cette voie est féconde et je souhaite qu'on puisse ensemble la poursuivre. Notre destin, il est également indissociable de celui de l'Afrique. Nous y sommes extraordinairement engagés aujourd'hui et nous devons continuer à le faire mais, en essayant de poursuivre ce que j'ai pu appeler cette conversion du regard réciproque.

L'Afrique nous y sommes engagés sur le plan militaire, là aussi j'en ai longuement parlé à plusieurs reprises devant vous donc je serai rapide mais nous continuons de l'être. Nous sommes engagés dans les crises, la crise libyenne que j'évoquais, sur laquelle je crois une avancée forte a été tenue lors de ce G7 en actant d'une conférence internationale et de la conférence inter-libyenne, en associant des Etats africains qui jusqu'alors étaient sceptiques sur ce processus, mais avec lesquels nous travaillons étroitement. Et bien évidemment il y a le sujet du Sahel. C'est un théâtre d'opération pour nos armées essentiel, c'est un sujet sur lequel la France il y a un peu plus de 5 ans a été déterminante pour éviter la montée du djihadisme et que celui-ci ne s'installe. Et sans la décision rapide de la France d'intervenir, sans la qualité d'exécution de nos armées, les choses ne seraient sans doute pas les mêmes aujourd'hui au Sahel. Néanmoins nous sommes aujourd'hui, on le voit bien, dans un contexte de déstabilisation et d'expansion du phénomène terroriste au Sahel. Maintenant, cela commence dans le golfe de Guinée et dans la région du lac Tchad. Nous devons être prudents quand on parle de terrorisme dans cette région parce qu'il n'a pas les mêmes caractéristiques que le califat territorial qu'on a pu connaître au Levant. Et ce sont aussi des groupes terroristes qui jouent des divisions ethniques, du phénomène économique et c'est, si je puis dire, une traduction africaine très spécifique. Néanmoins, il nous faut ici soutenir les Etats souverains de cette région. Et donc dans ce contexte, nous continuerons d'être engagés évidemment avec l'opération Barkhane, avec force, en étant mobiles sur le plan opérationnel comme nous le sommes, mais il est indispensable que cela se double d'un réengagement de nos partenaires africains ce que nous avons voulu à travers d'une part le G5 Sahel et d'autre part l'Alliance pour le Sahel, le pilier militaire et le pilier de développement, et à travers un élargissement de cet engagement de la communauté internationale et des Etats voisins comme nous l'avons lancé avant-hier avec la Chancelière Merkel et le Président Kaboré dans ce nouveau Partenariat de stabilité et de sécurité pour le Sahel qui permet le réengagement d'Etats du Golfe de Guinée qui étaient spectateurs mais qui commencent à voir les conséquences de ce conflit, qui permet les

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr



Déclarations officielles de politique étrangère



partenariats entre Etats africains sur ce sujet et qui permet aussi une implication de la communauté internationale sur ce sujet sécuritaire pour aider chacun d'entre eux.

Mais l'Afrique est bien davantage pour nous, elle est notre indispensable allié pour que l'Europe continue de jouer tout son rôle dans les affaires du monde et nous avons posé les bases du nouveau partenariat qui nous est nécessaire pour relever les grands défis de demain lors du discours prononcé à Ouagadougou en novembre 2017, et c'est autour de cela qu'il nous faut poursuivre. Et là aussi c'est un travail important que je vous demande, mais que je crois profondément essentiel, qui est une conversion de notre propre action, de la relation avec nos partenaires africains et de nos méthodes. D'abord en aidant l'Afrique dans ses projets régionaux et d'intégration en cours, je crois qu'il nous faut participer à ce changement. C'est pourquoi nous accompagnons la CEDEAO dans sa marche vers une monnaie unique, parce qu'il y avait jusque-là de notre côté des blocages, de leur côté des tensions. Ce chemin sera difficile et rien n'est fait, mais je crois que ce serait une contribution historique de la France à aider l'Afrique de l'Ouest à avoir une vraie intégration économique et monétaire sur ce sujet. C'est pourquoi aussi nous soutenons le projet de l'Union africaine d'aller vers une zone de libre-échange à l'échelle continentale. C'est pourquoi aussi, sur tous les conflits nous avons réengagé l'Union africaine pour travailler avec nous, pour prendre le leadership des opérations et pour appuyer cette stratégie consistant à avoir les opérations onusiennes en partenariat étroit avec l'Union africaine. C'est pourquoi aussi, j'assume que sur les sujets politiques les plus sensibles, les situations de transitions démocratiques et politiques, parfois les plus complexes, nous ayons adopté une stratégie de pression par les pairs et pas d'expression directe ou de leçon donnée. Certains ont pu parfois me reprocher des silences mais ces silences n'ont jamais valu inaction. Ils se sont construits dans des stratégies méticuleuses d'alliances avec d'autres dirigeants africains pour que les choses soient faites. Et je crois qu'en RDC cette stratégie a été payante, je ne sais pas si elle a permis d'avoir tout ce qui était souhaité sur le plan démocratique, elle a en tout cas permis ce qui était souhaitable sur le plan d'une alternance. Et sur beaucoup d'autres sujets de tension, comme le Togo un moment et comme d'autres qui viendront c'est cette stratégie qui je pense est le fil conducteur qui doit nous inspirer. Mais je pense que plus largement, ce que nous voulons c'est ne plus avoir une relation avec l'Afrique qui repose sur un sentiment ou parfois des réalités d'asymétrie. Et donc c'est concevoir nos stratégies avec nos partenaires africains, c'est de les porter avec nos partenaires africains et c'est de réinvestir ces stratégies avec eux et pour eux. C'est pour cela que l'agenda de Ouagadougou, nous l'avons déclinée sur le sport de manière très concrète, en ayant un partenariat avec des fédérations sportives de basket ou de football, avec les fédérations olympiques et les pays. Nous l'avons déclinée sur le plan culturel, en ouvrant ce vaste sujet de la restitution des oeuvres d'art, indispensable pour pouvoir aider nombre de ces Etats à rebâtir et repenser leurs propres imaginaires et le faire en partenariat avec la France.

C'est pourquoi nous avons aussi voulu rouvrir le sujet éducatif, là aussi sur d'autres bases. Et j'assume profondément la réforme de l'université qui a été portée parce qu'elle s'est doublée d'une stratégie éducative responsable. Jusqu'à présent on acceptait tout le monde gratuitement en France, c'était formidable et on avait un système qui était au fond postcolonial, pour dire les grands mots que certains utilisent. Parce qu'on disait à tous les étudiants dans nombre de pays "Vous voulez faire des études supérieures ? Venez en France, c'est formidable." Et on actait qu'il était impossible, ne serait-ce que de faire une licence dans leur propre pays. Nous avons adopté une stratégie qui consiste d'abord à dire que l'éducation supérieure a un coût et je crois que c'est juste. Le coût que nous y avons mis 10 à 20 fois inférieur à ce que les Canadiens, beaucoup d'autres Européens ou les Américains mettent. Nous avons un effort fait sur les bourses, qui fait que d'ailleurs les inscriptions universitaires ne baissent pas cette année. Mais à côté de ça nous avons réinvesti une stratégie de partenariats éducatifs, tout particulièrement en Afrique, et pour la première fois

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr

Déclarations officielles de politique étrangère



en ouvrant des cycles universitaires dans des pays, qui sont nos alliés depuis tant et tant de décennies et en permettant qu'on puisse faire certains cycles, certains premiers cycles universitaires en effet au Sénégal, en Côte d'Ivoire, aussi fou que cela puisse paraître, en proposant et en le faisant en Tunisie, en le proposant en Algérie. Et je crois que c'est ça la vraie voie de ce développement et de ce partenariat, c'est que nos enseignants puissent irriguer ce qui est notre force éducative, de permettre dans ces pays un développement éducatif et d'avoir une vraie stratégie d'alliance et pas d'hégémonie.

C'est aussi ce que nous voulons en termes économiques, la pensée de ce nouveau partenariat africain. L'initiative dite AFAWA annoncée il y a quelques jours pour l'entrepreneuriat féminin a été pensée par les Africains avec la Banque africaine de développement. Nous la finançons. Et donc, ce que j'appelle cette conversion du regard, c'est-à-dire que nous-mêmes nous devons agir et travailler différemment avec les Africains pour eux-mêmes, penser leur action avec eux et considérer que les actions les plus en pointe sont à faire avec les Africains en Afrique. Et j'en veux deux exemples : la transition climatique est pour moi un des axes stratégiques de l'action que nous devons avoir avec l'Afrique, parce qu'ils en sont les premières victimes et parce qu'ils ont la possibilité d'en être les principaux théâtres de développement. La stratégie dite Desert to Power de la Banque africaine de développement et de la Banque mondiale doit être au cœur de la relation que l'Agence française de développement, qui joue un rôle essentiel évidemment dans cette stratégie, a avec ces structures, et c'est ce que nous avons pu lancer par exemple au Burkina Faso il y a quelques mois, et développer. Et c'est la même stratégie avec l'Afrique que nous devons avoir en matière d'innovation. C'est aussi pour ça que nous avons décidé que l'innovation sera le thème majeur du sommet Afrique-France que nous accueillerons à Bordeaux en 2020. C'est une manière de prendre acte qu'au fond demain se prépare en Afrique, et avec les Africains. Je crois que sur ce sujet, cette ligne qui peut être parfois une ligne de crête pour nous, c'est une stratégie essentielle et la plus efficace. Ne tombons pas dans le piège qui consisterait à faire de l'Afrique un théâtre d'influence. Il y a aujourd'hui une stratégie chinoise, une stratégie japonaise, une stratégie turque, chacune avec leur logique, évidemment une stratégie américaine en Afrique. Je crois très profondément que notre stratégie ne doit pas être une stratégie de part de marché et d'influence, d'hégémonie prédatrice qui parfois est au cœur de certains de ces projets que je viens de citer. Non. Elle doit être de réinventer un partenariat parce que nous avons parfois fait des erreurs dans le passé. Donc nous pouvons nous inspirer des erreurs faites et nous en instruire. Je crois que cette ligne est la seule féconde. Je ne parlerai pas évidemment sur ce point de tous les sujets, et je crois important de poursuivre les stratégies que nous avons sur les autres plaques continentales qui sont les nôtres.

Quatrième priorité sur laquelle je voulais ici revenir, et qui est pour moi un axe essentiel : c'est d'ancrer par les résultats une diplomatie des biens communs, et au fond d'essayer d'avoir dans le cadre multilatéral d'apporter notre part de réponse aux déséquilibres du monde et aux inégalités que j'évoquais tout à l'heure. D'abord en réinvestissant nous-mêmes le cadre multilatéral. Je l'ai plusieurs fois dit en parlant d'un multilatéralisme fort. Certains veulent aujourd'hui construire des choses en dehors du cadre multilatéral, disant je peux le faire en décidant moi-même. Je crois que ça n'est pas notre intérêt. Et le grand risque est qu'un cadre multilatéral alternatif soit bâti par d'autres en particulier la Chine qui est au cœur de sa stratégie. Je pense donc que si nous voulons avoir des vrais résultats dans cette diplomatie des biens communs il nous faut assumer ce multilatéralisme fort, être très présent et fort dans les enceintes multilatérales comme nous le sommes à l'ONU, réinvestir et être innovant dans les enceintes qui sont en crise comme à l'OMC ; c'est l'engagement que nous avons pris d'accueillir. Si nous ne sommes pas innovants à l'OMC, l'OMC disparaîtra. Et réussir à trouver de nouveaux alliés, c'est le cadre de l'initiative que nous porterons en marge de

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr

Déclarations officielles de politique étrangère



l'assemblée générale des Nations unies avec cette alliance pour un nouveau multilatéralisme, ou avec l'Allemagne. Nous rassemblerons non seulement des puissances européennes mais des puissances démocratiques de bonne volonté qui partagent cette vision du monde et sont sensibles à ces équilibres. Je crois que cette stratégie est absolument essentielle si nous voulons tenir les structures du multilatéralisme, les réinvestir pleinement et en porter la pensée, en tout cas l'irriguer.

Mais au-delà de ça sur beaucoup de sujets de biens communs, il nous faut avoir des résultats dans les prochains mois. Le premier d'entre eux évidemment, c'est le climat et la biodiversité. Et l'essentiel se jouera, je dois le dire sur ce point, dans l'année qui vient. Beaucoup de choses sont en train de bouger. En matière de réchauffement climatique, je le disais, nous connaissons la position américaine, mais est-ce qu'elle a fragilisé notre jeu diplomatique international ? Je ne crois pas. Nous avons réussi à convaincre la Russie de lancer la ratification des accords de Paris, processus qui attendait depuis la signature. Nous avons convaincu l'Inde comme je le disais de rejoindre la coalition neutralité carbone 2050. Et donc les choses sont en train de bouger très profondément. Les rendez-vous à venir sont importants. Le sommet du secrétaire général des Nations unies sur le climat en septembre, la COP au Chili en décembre, le Congrès mondial de l'UICN à Marseille en juin 2020, puis la COP biodiversité à Pékin en octobre. Sur ces sujets il nous faut poursuivre l'avancée pratique et les coalitions.

D'abord sur les financements : J'ai annoncé au G7 le doublement de la contribution française au Fonds vert. Au total et grâce notamment à l'engagement de l'Allemagne et du Royaume-Uni ce sont 4,8 milliards d'euros qui ont pu être actés. Je vous demande d'aller chercher une par une les contributions pour que la reconstitution du Fonds vert soit un succès. L'enjeu est en septembre de passer un cap dans la mobilisation de l'ensemble des acteurs du système financier pour qu'ils intègrent les risques climatiques dans leurs décisions d'investissement. Sans cela la transition écologique ne passera jamais à l'échelle. Et vous savez que la France a eu ce mandat avec la Jamaïque sur le sujet des financements, et donc cette mobilisation de tout notre appareil diplomatique est essentielle pour parvenir à ce résultat. Ce sera aussi l'objectif du One Planet Summit décidé par nous et depuis décembre 2017 qui sera organisé en marge justement de l'assemblée générale des Nations unies.

Au-delà des sujets de financement, nous devons progresser sur la coalition neutralité carbone que j'évoquais, que nous avons portée au G7, là aussi. La priorité est sur ce point d'avancer au niveau européen selon les orientations définies par la nouvelle présidente de la Commission. Je rappelle qu'au mois de mars dernier nous étions deux, en Chine au mois de mai nous étions 8 européens. Nous avons maintenant convaincu beaucoup d'autres et je pense que nous allons finir le travail dans les prochaines semaines. C'est ce qui nous permettra d'engager un dialogue décisif sur cette question, en particulier avec la Chine, je le disais la Chine a fait une avancée importante à Osaka sur ce point, et je considère que la visite que j'effectuerai en novembre en Chine doit continuer encore les avancées sur ce sujet, parce que c'est devenu comme je l'ai évoqué un partenaire essentiel. Nous devons aussi poursuivre la dynamique lancée sur les coalitions concrètes. Je ne les citerai pas toutes, mais lors du G7 elles ont été largement présentées. Celles sur les gaz HFC, celles sur le transport maritime, ou celles sur le textile. Ces collections concrètes permettent de traiter des secteurs qui étaient jusqu'alors complètement ignorés. Le textile est le deuxième secteur le plus émetteur de CO₂. Aucune action concertée n'avait été produite jusqu'alors. Nous avons su mobiliser des acteurs industriels, mais les Etats doivent s'engager aujourd'hui pour avoir des adaptations réglementaires qui les accompagneront. On parle d'un secteur qui représente 8 % des émissions, 30 % de la pollution des océans. Sur les gaz HFC qui sont infiniment plus

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse

01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr

www.diplomatie.gouv.fr



Déclarations officielles de politique étrangère



polluants que le CO₂, nous avons là aussi engagé une stratégie d'acteur industriel impliquant l'Inde là aussi de manière historique. Maintenant il nous faut des résultats. Quant au transport maritime, on le sait c'est un secteur polluant qui là aussi s'est engagé mais va nous imposer aussi un agenda dans les enceintes internationales et avec nos principaux partenaires.

Sur la biodiversité l'urgence est démontrée et tout est à construire. Pour la première fois nous avons signé lors du G7 une charte pour la biodiversité qui est le résultat concret du premier rapport qui était celui de l'IPBES au printemps dernier. Mais il nous faut maintenant décliner un agenda concret. Ce sera la responsabilité de Marseille, et surtout de la COP biodiversité en Chine. C'est indispensable. Mais le pas qui était franchi à Biarritz est un pas historique. Parce que cette charte de la biodiversité a non seulement été signée par les membres du G7 mais par des pays comme l'Afrique du Sud ou l'Inde. Sur ce sujet comment évidemment ne pas évoquer ici ce qui s'est passé en Inde qui a conduit à une mobilisation extrêmement rapide des membres du G7 et de toutes les puissances présentes puisque j'ai pu présenter avec le Président Pinerol hier l'initiative pour l'Amazonie que nous avons lancée. C'est une initiative qui répond aux besoins d'urgence en mobilisant nos moyens. Je remercie sur ce point aussi le ministre de l'intérieur qui a réagi tout de suite en dépêchant plusieurs pompiers qui étaient dans la région, en contribuant aussi financièrement parce que c'est ce qui peut être le plus efficace avec plusieurs autres pays, et surtout en nous mobilisant tout de suite pour la reforestation. Puisque le sujet est bien celui-ci, stratégique pour chacun des pays de l'Amazonie et stratégique pour la planète entière en matière de réchauffement climatique comme de biodiversité. Sur ce sujet j'ai noté les inquiétudes sans doute les maladresses de quelques dirigeants considérant que la souveraineté c'était au fond l'agressivité. C'est, je crois, profondément une erreur. Nous sommes un pays souverain quand nous avons des grands événements nous acceptons avec bonheur et bienveillance la solidarité internationale, parce que c'est un signe d'amitié. Mais surtout il y a neuf pays en Amazonie. Il y a beaucoup d'autres pays qui ont sollicité notre aide et donc il est important de la mobiliser vite pour que la Colombie, la Bolivie, toutes les régions brésiliennes qui voudraient avoir accès à cette aide internationale puissent l'avoir et puissent reforester rapidement. Plus largement sur ces sujets, il nous faudra mener plusieurs réflexions pour poursuivre cet agenda et mener plusieurs actions. On voit que le cadre international change. La première c'est que quand on parle de l'Arctique, de l'Antarctique, des océans, de la forêt amazonienne ou de la forêt africaine qui brûlent aussi, tout en respectant la souveraineté des états qui ont des compétences territoriales sur ces régions, nous parlons très clairement de biens communs géographiques inséparables de notre biodiversité et du sujet climatique. Il nous faut aussi construire la bonne gouvernance et le cadre international pour construire l'action utile. Je crois que c'est indispensable. Et ensuite il nous faut poursuivre le travail lancé, bloqué par beaucoup, pour construire les nouveaux droits environnementaux. Le travail que nous avons lancé après le groupe de travail présidé par Laurent Fabius précisément pour construire ce nouveau droit international, environnemental et la démarche qu'avait lancée la France doit être repris. Je crois qu'il ne faut pas que nous l'abandonnions, et je souhaite que nous puissions réengager par une initiative nouvelle la diplomatie française derrière cet objectif avec force car il est complémentaire de chacune des actions que je viens d'évoquer.

Parler de biens communs évidemment, c'est aussi parler de santé, je dirais là simplement un mot pour dire bien évidemment que la France en octobre aura à accueillir à Lyon la reconstitution du Fonds mondial contre le Sida, le paludisme et la tuberculose. Là aussi c'est une mobilisation forte de toute notre diplomatie qui est attendue. Au G7 nous avons ajouté au total près de 5 milliards d'euros de financement, j'annoncerai la contribution française à Lyon mais je vous demande d'ici là de vous mobiliser avec force pour atteindre l'objectif de 13 milliards d'euros qui est le nôtre. La diplomatie française doit aussi servir l'égalité entre les femmes et les hommes. Nous l'avons mis au cœur de

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr



Déclarations officielles de politique étrangère



la lutte contre les inégalités au G7 mais là aussi il nous faut poursuivre une vraie diplomatie féministe. Le Canada avait initié d'ailleurs et inspiré cette démarche, il faut reconnaître à la présidence précédente ce mérite, nous avons gardé le Conseil consultatif pour l'égalité femmes-hommes et nous avons adopté un bouquet législatif formellement conformément aux recommandations qui étaient faites. Cette action doit être poursuivie, amplifiée en vue de la conférence que nous tiendrons à Paris en juillet 2020, puis Pékin 2025 qui sera un rendez-vous important sur ce point en termes de résultats.

La lutte contre les inégalités c'est aussi avoir un véritable agenda éducatif. Je vous le disais, c'est le continuum entre notre stratégie nationale et internationale. Nous nous sommes fortement investis l'année dernière pour reconstituer le Partenariat mondial pour l'éducation avec nos amis sénégalais. Nous sommes nous-mêmes investis pour nous engager davantage, nous devons poursuivre cette voie. C'est une des priorités de l'Agence française de développement, c'est une priorité de notre action, ça doit être une priorité aussi de notre engagement opérationnel comme je l'évoquais tout à l'heure en parlant de l'Afrique. Ce sera aussi une des priorités qui irrigue profondément la réforme de l'AEFE que présentera lors de son allocution devant vous le ministre de l'Europe et des affaires étrangères inspirée par plusieurs travaux parlementaires écrits par quelques-uns présents dans la salle et qui a été travaillée très étroitement par le ministre de l'éducation nationale et qui va nous permettre aussi de développer le modèle d'éducation française, d'avoir une capacité justement non seulement à apporter le service que nous devons à nos compatriotes mais à permettre aussi de développer l'enseignement en français, l'enseignement avec les méthodes françaises. Et cette stratégie doit se poursuivre avec véritablement un investissement sur la formation des formateurs. Et je crois que partout où nous investissons dans l'éducation ne nous contentons pas de mettre des crédits ou des murs, il nous faut aussi nous assurer que nous faisons le nécessaire pour une éducation de qualité et cela fera partie de notre stratégie d'investissement. Sur l'ensemble de ces sujets nous nous donnons les moyens de l'action. Je confirme ainsi l'engagement que j'ai pris de porter à 0,55 % du produit intérieur brut notre aide publique au développement qui sera tenu en 2022. Cet investissement solidaire est au cœur de notre stratégie, il nous faut maintenant en définir tous les leviers et surtout le mettre en cohérence avec les priorités stratégiques que je viens d'évoquer. Et c'est ce que je tâcherai de faire lors du Conseil présidentiel du développement que je tiendrai au début du mois d'octobre, le ministre aura ensuite à présenter le texte qui on procédera.

Enfin la dernière priorité sur laquelle je voulais vous parler elle est au fond de méthode. Si nous voulons réussir à véritablement nous penser comme puissance d'équilibre, rebâtir la souveraineté européenne, réussir à avoir des résultats sur cette diplomatie de biens communs et renouveler ce partenariat avec l'Afrique et la Méditerranée je crois qu'il nous faut aussi poursuivre le renouvellement profond de nos méthodes. Le G7 à cet égard a été par votre travail, votre mobilisation une illustration de cette méthode à laquelle je crois. C'est ce que j'évoquais tout à l'heure de manière plus stratégique, c'est l'audace. Si la France et l'Europe n'ont pas de l'audace pour revisiter leurs schémas de pensée, leurs automatismes, réinvestir les instances internationales, personne ne le fera pour nous. Et nous sommes les seuls pour qui l'immobilisme est mortel. Les autres peuvent avoir une stratégie non-multilatérale, unilatérale ou bilatérale, nous non. Et donc ce que je vous invite très profondément à faire c'est d'avoir cette audace et en quelque sorte cette liberté d'action très profonde et de manière très simple. D'abord je pense qu'il est indispensable de renouveler et d'intensifier — je sais que beaucoup d'entre vous le font — mais les liens avec la société civile dans tous les interstices de chacun des pays où vous représentez la France et où se joue en profondeur pas simplement de la relation bilatérale mais la compréhension des enjeux profonds. La rencontre des artistes, des intellectuels, des créateurs exprime des failles profondes de ces pays et permettent de comprendre ce que la lecture sinon du jeu

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr

Déclarations officielles de politique étrangère



politique ou de ce que nous avons peut-être trop l'habitude de regarder ne permet pas de lire. Et je crois vraiment que ce que doit aujourd'hui apporter notre réseau diplomatique c'est cela. C'est un travail extrêmement difficile, j'en ai conscience, mais c'est là où est la valeur ajoutée qui est la nôtre. Et donc je vous demande d'aller à la rencontre de tous ces milieux, de la jeunesse, d'être à l'écoute de ses idées, de ses aspirations, de ses projets, d'expliquer la France et ce que notre pays a de singulier, d'attractif, d'innovant mais aussi de comprendre ce qui se joue en profondeur dans chacun de ces pays. Je crois que nous en avons profondément besoin pour notre diplomatie. Et je pense que si nous voulons être l'épicentre de cette capacité à repenser les grandes tendances du monde et une action utile et d'agir nous devons aussi le faire avec la société civile et c'est là où nous devons continuer à innover. C'est pour cela que j'ai voulu créer l'année dernière le premier Forum de Paris pour la paix. L'objectif de ce forum c'est de pouvoir au moins une fois par an à Paris avoir les grands penseurs, les think tanks, les entreprises, les gouvernements du monde entier qui puissent se réunir et penser un agenda commun. Mais ce travail avec la société civile, avec les intellectuels, les milieux académiques du monde entier, est essentiel si nous voulons rebâtir nous-mêmes, penser de manière juste les grands enjeux que j'évoquais, mais si nous voulons aussi avoir une action utile et les bons relais pour ce faire. Si nous avons pu faire avancer l'agenda de la protection de l'information dans internet lors de ce G7 c'est parce qu'il y a eu un travail très étroit avec Reporters sans frontières, qu'ils ont lancé cette initiative lors du Forum de Paris pour la paix l'année dernière et que nous avons poursuivi l'action. Et donc on sème ainsi des graines, on a des idées que nous n'aurions pas nous-mêmes et on tire les fils, et on a ensuite des partenaires de notre propre diplomatie. Et je crois que ce travail avec la société civile ne doit pas simplement être une case à cocher. C'est comment on reconstruit la compréhension profonde d'un pays, la compréhension intime de la France dans ces pays mais aussi une action utile pour nous-mêmes et sur le plan international. Parce que construire avec les sociétés civiles de chacun de ces pays c'est aussi se donner la garantie qu'il y aura comme un écho de notre action dans ces pays. C'est pourquoi lorsque l'on parle de l'Amazonie nous allons continuer de travailler avec les peuples autochtones, avec les régions, avec les organisations non gouvernementales parce qu'elles exerceront aussi une pression sur des gouvernements, y compris quand ils sont tentés par l'obscurantisme. Ce travail c'est l'efficacité de notre diplomatie. Mais au-delà de ça, ce que je vous demande, c'est au fond de multiplier les audaces intellectuelles et la ténacité opérationnelle. Ne pensez plus dans les cadres. Je vous ai donné quelques convictions que j'avais, j'attends de vous de les partager et d'agir efficacement pour les construire. Mais je crois qu'au-delà de ça vous devez être force de proposition, vous devez aider évidemment les directions à Paris, les ministres, le gouvernement, moi-même aussi à repenser ces équilibres qui sont en mouvement. La diplomatie contemporaine est une diplomatie de mouvement et parfois nous sommes restés dans des guerres de tranchées qui nous empêchent. Soyez force de proposition, ayez cette audace, proposez à chaque fois. Et ayez aussi cette efficacité opérationnelle qui construit notre crédibilité pour bâtir et faire advenir les initiatives qui sont partout prises et avec soin, aussi sur le plan bilatéral que multilatéral, obtenir des résultats. Et ça je pense que c'est un élément profondément utile. Cette diplomatie de l'audace, du mouvement est essentielle si nous voulons rebâtir. Je le disais, nous avons pris des engagements pour essayer de convaincre les Américains que régler le problème du commerce international ça n'était pas simplement avoir des guerres commerciales. Mais ceci ne fonctionne que si nous arrivons nous mêmes à réformer l'Organisation mondiale du commerce. Au fond ce que je vous demande c'est de ne plus être des experts mais d'être à la fois des connaisseurs et amis des peuples où vous êtes et des inventeurs d'une diplomatie à rénover. Dans le monde qui advient on a toujours besoin d'experts techniques mais si on a des experts partout on ne pense que le monde ancien parce que, par définition, les experts ne sont experts que de ce qui existe déjà. Et donc j'ai besoin d'experts sur certains sujets, de connaisseurs intimes mais je dis d'amis parce que je pense que c'est cela qu'il faut, d'entrepreneurs, d'innovateurs diplomatiques. Et je pense que ça n'est pas simplement une lubie, c'est ce dont nous avons profondément besoin. Et enfin, et le ministre aura à s'exprimer devant vous sur ce point, je sais que le Premier ministre y reviendra, beaucoup de changements aussi ont été faits qui ont bousculé vos vies mais au fond nous sommes efficaces quand nous faisons quoi ? Et je crois que c'est la vocation

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr

Déclarations officielles de politique étrangère



profonde de notre diplomatie : lorsque tout le clavier de l'Etat français travaille ensemble dans une même fin. C'est des tas de sujets organisationnels, il ne m'appartient pas d'y entrer. Je sais bien qu'il y a eu beaucoup de sujets pour savoir si les services économiques devaient être dans le Quai d'Orsay, en dehors du Quai d'Orsay, la diplomatie climatique ceci ou cela. J'ai conscience des implications organisationnelles, parfois budgétaires que cela importe. Mais je pense que ce qui est clé c'est que nous devons être efficaces. Et donc si on veut être efficace on doit partout avoir une France qui parle d'une seule voix et qui sait être à l'excellence sur chacun de ces sujets, et donc on doit s'en donner les moyens et jouer collectif. Et comme je le disais tout à l'heure, il nous faut avoir des assemblés qui portent la stratégie et qui soient accompagnés de bons spécialistes qui peuvent être efficaces. Si l'assemblée ne comprend pas le dossier il est inutile ; si le spécialiste n'a pas la stratégie d'ensemble il peut être dangereux. Comme nous avons tous envie d'avoir une stratégie cohérente, plutôt efficace je pense que cette amélioration organisationnelle est indispensable si nous voulons peser sur l'agenda numérique, sur l'agenda cyber, sur l'agenda spatial, sur l'agenda des grands standards technologiques et industriels qui est aussi au coeur de la diplomatie de demain. Et donc là-dessus je souhaite qu'on puisse véritablement aussi innover. Je pense que quand je regarde comment beaucoup d'autres font, nous devons avoir des organisations qui dans le temps nous permettent de bien comprendre les peuples, les pays, les transitions régionales. Mais il faut sans doute avoir une vraie mobilité organisationnelle pour que lorsqu'il y a des priorités, il y ait des équipes-projets qui soient constituées et qui puissent mettre toute leur énergie sur le projet qui arrive et qui parfois nous conduit à revisiter des priorités. N'ayons pas une armée faite pour une guerre de tranchées quand la guerre actuelle est une guerre de mouvement. Cela nous impose aussi de revisiter parfois nos automatismes. Et cela ne vaut pas d'ailleurs que pour la diplomatie. Cela vaut pour tout l'Etat. Je suis frappé comme vous de voir combien sur le plan de nos organisations ce qui est parfois une réalité budgétaire l'est pour nous, 95 %, ce sont des services votés. 95 % souvent des priorités. Ce sont les vies au quotidien. Et donc, les nouvelles priorités, c'est 5 % du temps alloué. Cela ne peut pas marcher. Donc il faut qu'on soit plus mobiles. Voilà Mesdames et messieurs. J'ai conscience d'avoir été long. Pour autant, je n'ai pas été exhaustif mais je voulais au-delà du G7 de ces derniers jours qui fut une formidable démonstration d'excellence de notre diplomatie, partager ces quelques convictions et vous donner ces quelques présentations. Nous avons, mesdames et messieurs, une diplomatie forte et cohérente. Et je le dis parce que ça ne doit jamais être oublié. Comparons-nous et nous l'avons montré à chaque fois qu'il fallait mobiliser. Nous pouvons en être fiers et je veux ici le réaffirmer. Nous l'avons aussi parce que nous avons une armée forte, un Etat fort et je pense que c'est indispensable du coup de toujours continuer à réfléchir sur nous-mêmes. Mais je souhaite que cette diplomatie forte soit au service de la finalité stratégique que je viens d'évoquer. Celle dans un monde en basculement profond, de retrouver au fond le contrôle de notre destin. De redonner à notre peuple une part de maîtrise que nous lui devons et de réinsuffler ce projet de civilisation européenne que nous avons à porter, sur le plan politique, sur le plan stratégique, sur le plan culturel et sur le plan imaginaire. Notre diplomatie a un rôle essentiel à jouer en cette matière. Et ce nouvel humanisme auquel je crois, que nous avons à bâtir et qui doit être au coeur de la stratégie du gouvernement doit aussi être au coeur de notre diplomatie. Et donc, je compte sur vous pour cela chaque jour. Je serai exigeant autant que je suis reconnaissant. Et je serai en tout cas toujours à vos côtés pour que la France soit au coeur de ces grands sujets, pour que nos concitoyens soient représentés partout avec force pour que nos intérêts soient défendus et qu'au-delà de nos intérêts, pour que nos valeurs soient partout portées. Je vous remercie. Vive la République et vive la France !./.

(Source : site Internet de la présidence de la République)

(fin de l'article)

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr



Déclarations officielles de politique étrangère



7 - Nations unies - Moyen-Orient - Intervention de la représentante permanente adjointe de la France auprès des Nations unies, chargée d'affaires a.i. - Conseil de sécurité

Monsieur le Président,

Je remercie le Coordinateur spécial des Nations unies Nikolay Mladenov pour sa présentation éclairante qui a permis de faire un état des lieux précis de la situation et des enjeux.

1/ En premier lieu, je souhaite attirer notre attention collective sur la poursuite de la dégradation de situation à Gaza et sur la nécessité d'y remédier.

La récente hausse des tensions dont nous sommes aujourd'hui témoins doit nous inviter à suivre attentivement l'évolution de la situation à Gaza dans les prochaines semaines. Il faut tout faire pour éviter une nouvelle escalade, similaire à celle que nous avons observée depuis début mai. Dans ce contexte, nous appelons les parties à la plus grande retenue. Toute nouvelle victime civile doit absolument être évitée.

Et je rappelle la ferme condamnation de la France des tirs depuis Gaza vers les zones habitées d'Israël.

Ces tensions sont le reflet de la crise plus vaste que traverse Gaza, qui est à la fois humanitaire, économique et politique. Nous le savons, il n'y aura de stabilité durable à Gaza que dans le cadre d'un règlement négocié. Cela passe par le retour complet de l'Autorité palestinienne d'une part, et par la levée du blocus d'autre part, assortie de garanties de sécurité crédibles pour Israël.

2/ En deuxième lieu, Monsieur le Président, je souhaite revenir sur les dangers qui pèsent aujourd'hui sur la solution des deux Etats et risquent de la remettre en cause de manière irréversible.

La poursuite de la politique de colonisation à Jérusalem-Est et en Cisjordanie nous éloigne toujours un peu plus de la solution des deux Etats. La France a condamné les récentes décisions prises par les autorités israéliennes les 5 et 6 août visant à permettre la construction de 2500 logements en Cisjordanie qui viennent s'ajouter aux 4500 nouvelles unités de logement approuvées depuis le début de l'année. Ces décisions sont d'autant plus inquiétantes que cette politique s'accompagne de déclarations préoccupantes sur l'annexion de tout ou partie des territoires occupés.

Les démolitions d'habitations palestiniennes en Cisjordanie et à Jérusalem Est se poursuivent en parallèle à un rythme soutenu. La France, avec ses partenaires européens, a condamné les démolitions de plusieurs bâtiments dans le quartier de Wadi al Hummus à Jérusalem Est par l'armée israélienne. Ces démolitions en zones A et B sont inédites, illégales en droit international, et marquent une nouvelle étape dans la remise en cause de l'acquis d'Oslo.

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr



Déclarations officielles de politique étrangère



Comme l'a réaffirmé la résolution 2334 de notre Conseil, la colonisation est illégale en droit international. Cette politique contribue à attiser les tensions sur le terrain et sape les conditions d'une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens. Elle doit cesser.

Enfin, la France a suivi avec préoccupation les affrontements sur l'esplanade des Mosquées qui sont survenus le 11 août dans le contexte des fêtes musulmane et juive. La France appelle l'ensemble des parties à s'abstenir de tout acte ou déclaration de nature à aggraver les tensions et à faire preuve de responsabilité dans un souci d'apaisement. La France rappelle son attachement à la préservation du statu quo de 1967 sur les lieux Saints de Jérusalem. Toute remise en cause de celui-ci est porteuse de risques de déstabilisation régionale.

Monsieur le Président,

3/ Dans ce contexte toujours plus dégradé, la France appelle à préserver la solution des deux Etats.

La solution du conflit est, comme nous le savons, fondamentalement politique et repose sur des paramètres connus, définis en particulier par les résolutions de ce Conseil, et répondant aux aspirations légitimes des deux parties : l'établissement de deux Etats, Israël et la Palestine, vivant côte à côte, en paix et en sécurité, dans des frontières sûres et reconnues, avec Jérusalem pour capitale. La France, en lien avec ses partenaires européens, se tient prête à soutenir tout effort, y compris économique, dès lors qu'il s'inscrit dans cette perspective que nous avons définie ensemble.

Dans l'attente d'une telle solution, l'urgence doit aller à l'amélioration immédiate de la situation humanitaire, notamment à Gaza, où les biens de première nécessité, notamment les médicaments, mais aussi l'essence, doivent pouvoir être livrés. Nous devons porter une attention particulière à ce que Monsieur Mladenov vient de nous dire sur le risque de crise sanitaire à Gaza.

Par ailleurs, alors que l'Autorité palestinienne connaît une situation budgétaire préoccupante, la France prend note avec satisfaction de l'accord trouvé sur les exemptions de taxes sur les importations de pétrole par l'Autorité palestinienne. Il représente une première étape en vue d'une résolution de la crise en cours sur les versements budgétaires israéliens à l'Autorité palestinienne. À cet égard, la France encourage les deux parties à poursuivre leur discussion en ce sens.

Laissez-moi enfin réitérer que, en l'absence de solution politique pour une paix juste et durable, les programmes de l'UNRWA sont essentiels pour assurer une aide vitale aux plus de cinq millions de réfugiés palestiniens et, partant, la stabilité de toute la région.

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr



Déclarations officielles de politique étrangère



En conclusion, Monsieur le Président, s'agissant des développements survenus au Liban auxquels le Représentant permanent du Koweït a fait référence, je voudrais saisir l'opportunité de ce briefing pour vous faire part de la vive inquiétude de la France. Dans le contexte de tension régionale actuelle, il est impératif que toutes les parties évitent l'escalade et qu'elles se conforment aux résolutions du Conseil de sécurité en se gardant de toute violation de la ligne bleue.

Je vous remercie./.

(fin de l'article)

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr



8 - Nations unies - Rapport semestriel du Secrétaire général sur Daech - Intervention de la conseillère à la Mission permanente de la France auprès des Nations unies - Conseil de sécurité

Monsieur le Président,

Permettez-moi à mon tour de remercier Vladimir Voronkov et Michèle Coninx pour leur présentations. Comme le souligne le rapport, malgré la perte de son ancrage territorial, Daech continue de poser une menace sérieuse à la paix et la sécurité internationales, notamment à travers ses filiales régionales et les attaques qu'il continue d'inspirer.

Dans ce contexte, l'action de la Coalition internationale contre Daech doit se poursuivre, dans ses volets militaire et civil, en appui de solutions politiques pluralistes et inclusives en Syrie et en Irak. Il s'agit de la seule réponse durable pour empêcher la réémergence de Daech sous d'autres formes. La lutte contre l'impunité des crimes commis par Daech est également un élément indispensable à la paix et à la réconciliation. Ces messages ont été réaffirmés lors de la réunion de la Coalition qui s'est tenue à Paris le 25 juin et consacrés dans la "feuille de route de Paris", qui a vocation à guider l'action de la Coalition dans les prochains mois.

En complément, la France estime que nos efforts doivent continuer de porter sur trois domaines d'action prioritaires, qui figurent dans le rapport:

1/- Tout d'abord, la lutte contre le financement du terrorisme. Alors que les ressources financières de Daech sont encore estimées à près de 300 millions de dollars, nous devons intensifier nos efforts pour isoler les terroristes en asséchant leurs sources de financement. La France encourage tous les Etats à mettre pleinement en oeuvre la résolution 2462 et à coopérer étroitement avec les Nations unies dans la mise oeuvre de leurs obligations. Nous devons construire un partenariat le plus large possible, en associant l'ensemble des acteurs concernés : Etats, secteur privé, institutions multilatérales, société civile. La France salue le travail remarquable effectué par la Direction exécutive du comité contre le terrorisme et par le Bureau de lutte contre le terrorisme en matière d'évaluation des besoins et de fourniture d'assistance technique. La deuxième édition de la conférence "No Money for Terror" qui se tiendra en Australie en novembre sera l'occasion de faire un point d'étape sur la mise en oeuvre des engagements pris à Paris en avril 2018 et des obligations posées par la résolution 2462.

2/- La deuxième priorité concerne le traitement des combattants terroristes étrangers et des personnes qui leur sont associées à travers la pleine mise en oeuvre de la résolution 2396.

Nous devons ainsi continuer à renforcer les mesures de détection, de prise en charge et de suivi des personnes à risque, et ce via un partage d'informations constant. Au niveau international, une coordination étroite entre les services de renseignement civil, militaire et financier mais aussi entre les autorités judiciaires est essentielle pour répondre à la menace et pour rendre la justice. La France a une position constante à cet égard : les combattants terroristes étrangers ont vocation à être jugés au plus près des lieux où ils ont commis leurs crimes. C'est une question

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr



Déclarations officielles de politique étrangère



de justice et de sécurité à la fois. La France rappelle qu'elle est opposée, en tous lieux et en toutes circonstances, à la peine de mort. Par ailleurs, la France attache une importance particulière à la prise en charge des enfants, notamment socio-psychologique et éducative, pour favoriser leur réintégration.

3/- Enfin, la troisième priorité est la prévention de l'utilisation d'internet à des fins terroristes. Des progrès ont été faits et les entreprises de l'Internet se mobilisent. Mais comme l'attaque de Christchurch l'a démontrée, beaucoup reste à faire pour entraver plus efficacement la diffusion de la propagande terroriste et soutenir l'élaboration de contre-discours positifs. C'est pourquoi la France et la Nouvelle-Zélande se sont mobilisées en lançant, aux côtés de plusieurs partenaires et entreprises de l'Internet, l'Appel de Christchurch. Cet appel comprend des engagements collectifs et volontaires pris par les gouvernements et les fournisseurs de services en ligne pour faire face au problème des contenus en ligne à caractère terroriste et prévenir les utilisations abusives de l'Internet, dans le respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales et des principes d'un Internet libre, ouvert et sûr. Il s'inscrit en complément des mesures importantes déjà prises dans d'autres cadres, qu'il s'agisse de l'Union européenne, du G20 et du G7, du Forum mondial de l'Internet contre le terrorisme, de l'initiative Tech Against Terrorism ou encore du processus d'Aqaba. Nous resterons pleinement mobilisés pour assurer le suivi de ces engagements.

Monsieur le Président,

Permettez-moi, pour conclure, d'insister sur le rôle central et fédérateur que doivent continuer à jouer les Nations unies dans le combat contre le terrorisme. La France continuera d'apporter son soutien aux entités onusiennes dans leurs efforts d'identification des besoins et réponses à apporter ainsi que dans la promotion de la coordination entre l'ensemble des acteurs concernés.

Je vous remercie./.

(fin de l'article)

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr



Déclarations officielles de politique étrangère



9 - Conseil des ministres - Projet de loi - Approbation de la convention d'entraide judiciaire et de la convention d'extradition entre la France et le Burkina Faso

Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères a présenté un projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Burkina Faso et de la convention d'extradition entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Burkina Faso.

Le 24 avril 2018, la France et le Burkina Faso ont signé à Ouagadougou une convention d'entraide judiciaire en matière pénale et une convention d'extradition.

Ces deux conventions ont pour objectif de moderniser le cadre juridique obsolète de la coopération judiciaire en matière pénale entre la France et le Burkina Faso, résultant de l'accord de coopération en matière de justice signé entre la République française et la République de Haute-Volta, le 24 avril 1961. Ce cadre n'était en effet plus adapté aux défis posés par la lutte contre la menace terroriste dans la bande sahélo-saharienne et à la multiplication des attaques terroristes au Burkina Faso, à l'occasion desquelles des ressortissants français ont été tués ou blessés.

La convention d'extradition énonce l'engagement de principe des Parties de se livrer réciproquement les personnes qui, se trouvant sur le territoire de l'une d'elles, sont poursuivies pour une infraction pénale ou recherchées aux fins d'exécuter une peine privative de liberté, prononcée par les autorités judiciaires de l'autre partie à la suite d'une infraction pénale.

La convention d'entraide judiciaire en matière pénale stipule que les Parties s'accordent mutuellement l'entraide judiciaire la plus large possible afin de faciliter la collecte d'éléments de preuve dans le cadre de procédures pénales transnationales, en particulier en recourant aux techniques modernes d'enquête.

Ces deux conventions tendent à renforcer l'efficacité et à fluidifier la coopération judiciaire en matière pénale entre nos deux pays, tout en prévoyant les garanties indispensables au regard des normes juridiques nationales et supranationales encadrant l'action des autorités françaises./.

(fin de l'article)

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr



Déclarations officielles de politique étrangère



10 - Nominations - République du Vanuatu - République du Honduras - République du Cap-Vert

Le Journal officiel du 28 août 2019 publie la nomination de M. Pierre Fournier, en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République française auprès de la République du Vanuatu, en remplacement de M. Robby Judes.

Le Journal officiel du 28 août 2019 publie la nomination de M. Emmanuel Pineda, en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République française auprès de la République du Honduras, en remplacement de M. Pierre-Christian Soccoja.

Le Journal officiel du 28 août 2019 publie la nomination de M. Olivier Serot Almeras Latour, en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République française auprès de la République du Cap-Vert, en remplacement de M. Olivier da Silva, appelé à d'autres fonctions./.

(fin de l'article)

CONTACT PRESSE

Direction de la Communication et de la Presse
01 43 17 53 53 /// presse.dcp@diplomatie.gouv.fr
www.diplomatie.gouv.fr